ÉCHANGES

N° 140 — Printemps 2012 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

La **GRÈCE** accablée par une dette majorée, p. 3 ◆ Une courte éruption : les événements du 12 février 2012, p. 16

◆ **ESPAGNE** : la grève du 29 mars 2012 contre la réforme du travail, un enjeu conjoncturel, p. 21

Dans les publications : Europe, p. 26

Au **VIETNAM,** du joug colonialiste à l'esclavage salarié du capital mondial, p. 33

◆ Retours sur la guerre du Vietnam (côté américain), p. 44

LE COMPLEXE MILITARO-SÉCURITAIRE international, son rôle dans la crise actuelle (2e partie), p. 45

Dans les publications : monde, p. 53

CORRESPONDANCE. Capitalisme et énergie, p. 54

◆ Dans les publications : après **FUKUSHIMA**, p. 57

La situation des **CLASSES LABORIEUSES AU JAPON** (XII, 3e partie) : le théâtre prolétarien, la poésie prolétarienne, p. 60 ◆ Tanka, haikai et kanshi, p. 68

Dans les **PUBLICATIONS** : histoire, théorie, revues..., p. 73

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44. — contact@la-breche.com – www.la-breche.com

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.— www.librairie-paralleles.com

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.— librairie-lpj@wanadoo.fr

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08 — http://www.librairie-publico.com

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07 — quilombo@globenet.org – http://www.librairie-quilombo.org

VIENT DE PARAÎTRE

MARCHANDISES, TRANSPORT, CAPITAL ET LUTTE DE CLASSE,

Dans le mouvement contre la réforme des retraites de 2010 en France, ceux qui voulaient intervenir activement ont lancé le slogan « bloquons l'économie » et tenté quelques initiatives en ce sens. Ils avaient raison et tort à la fois. C'est une banalité de constater que le capitalisme a étendu son emprise sur toute la planète (et même au-delà dans l'espace) et que, s'il n'a plus de cœur identifiable géographiquement, il dépend essentiellement de la circulation de tout (êtres humains, marchandises, argent) dans le but unique d'extorquer la valeur à la force de travail. Il va de soi que le rejet de cette exploitation, grève ou refus du travail, peut perturber le système d'exploitation. Cependant la mondialisation et l'extrême division du travail ont permis aux entreprises de minimiser voire d'annuler l'impact de tout conflit limité ; en même temps le capitalisme est ainsi devenu entièrement tributaire des transports, ce terme devant être pris dans le sens le plus large. L'organisation présente du système introduit une grande vulnérabilité et c'est en ce sens que le blocage pouvait prendre toute sa signification. Mais un blocage ne peut avoir de sens que s'il est assez important (dans l'espace et dans le temps) et empêche des transports de substitution de se mettre en place. Lors du mouvement de 2010, il est apparu que les routines des luttes passées influaient négativement sur les objectifs et les méthodes : il n'était guère tenu compte de la réalité globale de l'organisation des transports et de ses véritables vulnérabilités. La radicalité n'est pas tant dans des actions de masse limitées que dans le choix d'objectifs précis ; une minorité peut faire beaucoup plus de ravages qu'un grand nombre engagé dans une routine facilement encadrée par le système. Notre brochure sur les transports montre, au-delà de son aspect descriptif et historique, l'extension de tous ces réseaux entremêlés et les maillons contre lesquels certains groupes marginaux tentent d'intervenir, parfois avec succès.

LA GRÈCE ACCABLÉE PAR UNE DETTE MAJORÉE

LA POLITIQUE DE DÉVALUATION

Très brièvement, nous pensons que la reproduction de la crise capitaliste prolongée a été retardée par une certaine politique monétaire, qui avait conduit à une autonomisation relative de la finance et à une interaction plus étroite entre les exportateurs de capitaux/prêteurs de fonds et débiteurs et des dettes publiques et privées en augmentation (au niveau de l'Union européenne [UE], ceci s'est exprimé par une interaction hiérarchique entre les Etats-nations « centraux » et les « périphériques »). Avec l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis qui s'est transformée en crise financière mondiale en 2008, sont apparues des dettes publiques supplémentaires dues à la socialisation des pertes capitalistes et au sauvetage des banques.

Dans certains pays, la crise financière s'est muée en crise fiscale de l'Etat. En Grèce, le régime d'accumulation des années 1990 et 2000, basé sur l'augmentation de l'investissement de capitaux fixes et sur la productivité de la main-d'œuvre, sur un double marché du travail et sur d'importantes dépenses publiques et privées favorisées par des taux d'intérêt bas dans la « périphérie » de la zone euro (en raison des taux d'inflation plus élevés que dans le « centre ») et sur les influx de capitaux provenant des surplus du « centre » de l'UE – un régime qui avait commencé à montrer des signes de faiblesse depuis le milieu des années 2000 en raison de la chute du taux d'exploitation – s'est écroulé complètement à l'arrivée de la crise.

Parce qu'il s'agit d'un pays dont le niveau d'agitation prolétarienne est relativement élevé et où, en dépit de la modernisation capitaliste des deux dernières décennies, ont coexisté une petite-bourgeoisie forte et un système traditionnel de clientélisme politique, les fractions dominantes du capitalisme international et leurs alliés locaux ont considéré qu'on pouvait en faire un laboratoire du terrorisme fiscal et de la répression policière.

L'analyse de la crise que nous présentons ici a été ébauchée dans « Accablés par la dette », article que nous avons présenté lors de rencontres internationales à l'été 2010.

En Grèce, les premières mesures d'austérité se sont transformées en une politique élaborée et autoritaire de dévaluation des capitaux, ce qui a aggravé la récession et augmenté la dette publique. Un des principaux ingrédients de la politique de dévaluation des capitaux est la dépréciation de la main-d'œuvre qui vise à affaiblir la puissance de la classe ouvrière en mettant en place des mécanismes d'austérité et de contrôle et en créant une importante armée de travailleurs de réserve. En outre, cette dépréciation de la main-d'œuvre est facilitée par la suppression institutionnelle des accords de négociation collective, processus qui, dans une large mesure, sape la fonction même des mécanismes de représentation de la main-d'œuvre (voir infra).

La politique généralisée de dévaluation, avec ses mesures de recapitalisation des banques, l'élimination ou l'expropriation de cette portion du capital social total (les petites et moyennes entreprises) qui est incapable de valoriser le capital excédentaire, la dépréciation des billets à ordre et l'écroulement de la consommation et des investissements, a pour but la centralisation des capitaux, la reproduction de la soi-disant accumulation primitive et la maîtrise de la séparation entre les moments différents de la reproduction des relations capitalistes qui existaient avant la crise.

Nous ne prétendons pas avoir une compréhension totale des contradictions internes du capitalisme européen, et nos recherches dans ce domaine sont encore en cours.

Nous ne savons pas si cette condition particulièrement irrationnelle de « capital inemployé d'un côté et de population ouvrière au chômage de l'autre » (Marx) trouvera une solution dans l'avenir grâce à une récession contrôlée, qui entraînera un accroissement de la compétitivité de l'économie grecque dans un nouveau cycle d'accumulation européen, ou si les contradictions croissantes dues à une politique de dévaluation prolongée engendreront un développement chaotique et l'éclatement de la zone euro. Nous ne pouvons pas dire quelles seront l'étendue ou les formes de centralisation des capitaux. Alors que le processus de dévalorisation est encore en cours par le biais de la « crise de la dette », il est trop tôt pour dire quels seront la forme et le contenu du futur régime d'accumulation – s'il doit y en avoir un – alimenté par une main-d'œuvre dévaluée, ni quelle sera sa stabilité.

Ce processus a entraîné une concurrence entre les « frères ennemis » capitalistes à l'intérieur de laquelle, à la fois au niveau des relations entre les Etats-nations et sur le plan national, le plus fort et le plus rusé « tente de réduire sa propre part *[de pertes]* au minimum et à la faire endosser par un autre » (Marx). Il a aussi entraîné une montée du nationalisme dans la classe ouvrière, une lutte individualiste pour conserver son emploi, le départ à l'étranger de la main-d'œuvre (surtout les personnes qualifiées) et la perte de compétence de la main-d'œuvre au chômage.

Au cours d'un processus de dévaluation du capital, il existe cependant des plans d'investissement, particulièrement dans le secteur de l'énergie (solaire, pétrole et hydrocarbures), ainsi qu'une longue liste de privatisations imminentes des services publics et des entreprises contrôlées par l'Etat, ce qui, toutefois, dans un contexte de profonde récession et d'absence d'investissements publics semble très incertain.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, voici les données les plus récentes que nous avons réunies :

la récession : en 2010-2011, le PIB (prix fixes de 2000) a diminué de 10 % (la récession

globale pour 2008-2011 est de 16,3 %). La consommation totale a chuté de 12,6 % (– 10,7 % pour la consommation privée et – 14,5 % pour la consommation publique). L'investissement brut en capital fixe a diminué de 17,9 % ;

exportations : les exportations de marchandises et de services ont augmenté de 14,5 % en 2010-2011. Ceci s'explique par la reprise du commerce international, c'est-à-dire par l'augmentation de la demande extérieure dans tous les pays. Donc, si on la considère dans le contexte international, la performance commerciale de la Grèce pour les exportations de biens et de services est de –1 % en 2010-2011 par rapport à 2009, la plus mauvaise de ces vingt dernières années. Les exportations ne correspondent qu'à un cinquième du PIB ;

emploi et chômage : au cours du deuxième trimestre de 2011, l'emploi a décru de 6,1 % et le chômage a augmenté de 36,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2010. Le taux de chômage a atteint 20,9 % en novembre 2011 ; en d'autres termes, il y a plus d'un million de chômeurs. Les plus affectés sont les femmes entre 15 et 34 ans (32 % de taux de chômage) et les jeunes entre 15 et 24 ans (48 %). Cela signifie que la population n'ayant pas d'activité dans l'économie excède de 500 000 personnnes celle qui en a. La confédération syndicale GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs) estime le taux de chômage à 26 % en 2012. On ne peut comparer ce taux de chômage qu'à celui du début des années 1960, alors que des centaines de milliers de Grecs émigraient en Europe centrale, en Amérique du Nord et en Australie. Il faut préciser que l'estimation pour 2012 ne prend pas en compte les suppressions de postes à venir dans le secteur public : 15 000 fonctionnaires cette année et 150 000 en tout d'ici 2015 (le nombre total d'employés des services publics et de l'appareil d'Etat était de 768 000 en 2010, 15 % de la main-d'œuvre totale, taux le plus bas de la zone Euro ; notons que depuis 2010 ce nombre a encore diminué car il y a eu très peu de nouveaux postes en 2011 et 2012 et de nombreux employés sont partis en retraite, anticipée ou non). Le seul secteur qui crée des emplois est la police ;

coût individuel et productivité de la main-d'œuvre : en 2010-2011, le coût individuel de la main-d'œuvre n'a baissé que de 1,2 %. Ceci s'explique par le fait que si le salaire nominal moyen dans le secteur privé a baissé de 4,5 %, la productivité a aussi baissé de 3,3 %. La productivité du travail est liée au nombre de travailleurs employés, au degré de contrôle qui s'exerce sur la main-d'œuvre et à l'investissement en capitaux fixes. L'investissement total, en capital variable ou constant, a diminué de 29,4 % au cours des deux dernières années. Ceci mis à part, la baisse du coût individuel du travail n'a entraîné qu'une petite baisse de 3 % sur le prix des exportations de biens et de services ;

fermetures de petites et moyennes entreprises : dorénavant, une entreprise commerciale sur quatre a fermé et leur confédération estime que 38 % d'entre elles auront fermé à l'été 2012. En 2010-2011, 68 000 entreprises ont fermé (de janvier à septembre 2011 : 67 000 suppressions d'emplois) tandis que les estimations pour 2012 semblent pessimistes aussi : 60 000 entreprises supplémentaires doivent fermer, entraînant 100 000 suppressions d'emplois. Il est important de rappeler ici que les petites et moyennes entreprises en Grèce sont le véritable pivot à la fois de l'économie et de la société grecques. Elles représentent 99,9 % des entreprises capitalistes et contribuent à l'emploi pour 85,6 % – sans compter le tra-

vail au noir – à comparer à 66,9 % dans l'UE. Elles apportent 72 % de la production à valeur ajoutée par rapport à 58,4 % dans l'UE, selon les statistiques de 2011 ;

diminution des pensions de retraite : sans entrer dans les détails, puisque les diminutions varient selon l'âge des retraités, le montant de la pension et le fonds de pension duquel on dépend, à cause des nouvelles mesures les pensions seront réduites de 10 % à 20 %, les indemnisations de départ à la retraite de 30 %, alor : que les soins médicaux se sont dégradés et que les allocations pour les handicapés ont aussi été diminuées. Remarquons que, d'après la Commission européenne, il faudra encore diminuer les pensions en 2012-2013 afin de compenser les pertes des fonds de pension dues à la mise en œuvre récente de l'Intervention du secteur privé (PSI) ;

diminution des salaires : en 2010-2011, les salaires du secteur public ont été réduits de 23 %. Avec l'introduction de la nouvelle grille de salaires dans ce secteur en novembre 2011, les salaires ont encore été réduits de 20 % en moyenne. Avant le nouveau cycle de mesures d'austérité, les salaires réels dans le secteur privé avaient été réduits de 8 %. À présent, la réduction du salaire de base est de 22 % et de 32 % pour ceux qui ont moins de 25 ans. Ceci signifie que le salaire de base tombe à 480 euros ou 400 pour les moins de 25 ans.

L'allocation de chômage tombe à 350 euros (remarquons qu'en Grèce – où elle est la même pour tout le monde – on ne la perçoit pas pendant plus d'un an et on ne la perçoit que si on a travaillé à plein temps pendant deux ans avant de perdre son emploi). Tous les contrats conclus en accord avec les syndicats seront caducs au bout de trois ans maximum et on pousse les gens à conclure des contrats privés. L'évolution des salaires est gelée jusqu'à ce que le taux de chômage tombe en dessous de 10 %. La contribution des employeurs à la sécurité sociale est réduite de 3 % ;

crise fiscale et crise de l'Etat : en 2011, le déficit budgétaire de l'Etat a augmenté de 1,3 % en termes absolus par rapport à 2010. Les revenus de l'Etat ont baissé de 1,7 % tandis que les dépenses ont augmenté de 2,8 % pendant la même période. La diminution des revenus de l'Etat est due :

a) à la réduction du salaire moyen, des pensions et aux pertes d'emplois et, en conséquence, à la réduction de l'impôt associé aux revenus individuels ;

b) au déclin des profits des entreprises capitalistes qui, joint à la réduction de1 % du taux d'imposition sur les bénéfices en 2011, a entraîné une diminution significative de l'impôt sur les bénéfices (qui sera abaissé de 24 % à 20 %, voir *infra*) ;

c) à une augmentation des revenus provenant des impôts indirects (TVA, taxes pétrolières, taxes sur l'alcool et les tabacs) inférieure aux prévisions, malgré une augmentation importante des taux d'imposition, à cause de la baisse de la consommation ;

d) à une importante augmentation des dégrèvements fiscaux au lieu de la diminution planifiée initialement due à l'échec des nouvelles régulations fiscales appropriées. L'augmentation des dépenses s'explique surtout par l'augmentation du service de la dette : le paiement des intérêts a augmenté de 23,6 % par rapport à 2010. D'autre part, ce qu'on appelle les « dépenses primaires » n'ont diminué que de 1,3 % malgré les sévères réductions de salaires du secteur public. Ceci est dû à l'augmentation de 12,8 % des dépenses pour la sécurité sociale, les services sociaux et la protection sociale. Cette augmentation provient :

– de l'augmentation des subventions

versées aux fonds de pension qui sont au bord de la faillite à cause de la réduction importante des contributions de la sécurité sociale dont les causes sont la croissance du chômage, la réduction du salaire moyen et l'extension des contrats de travail à temps partiel ;

– de la dépense accrue en allocations chômage due, elle aussi, à la montée du chômage. En outre, la dépense militaire a baissé de 60 % tandis que la dépense liée au PSI a diminué de 21,8 %. Selon Eurostat, la proportion de la dette du gouvernement grec par rapport au PIB a augmenté de manière spectaculaire, passant de 113 % en 2008 à 129 % en 2009, à 145 % en 2010, pour atteindre 165,3 % en 2011. Selon la Commission européenne, cette proportion sera réduite à 161,4 % dès 2012 grâce à la mise en œuvre du PSI, avant de remonter à 165,3 % en 2013. Ensuite, selon la Commission européenne, qui prend ses rêves pour des réalités, elle recommencera à diminuer lentement à mesure que le PIB grec augmentera pour atteindre un peu moins de 120 % en 2020, c'est-à-dire le chiffre de 2009, date de l'adoption de la stratégie de terrorisme fiscal pour « sauver » le pays ;

Impôts et profits : « La Grèce a réduit son taux d'imposition des entreprises ces dernières années. Le taux d'imposition statutaire pour les entreprises non cotées est descendu de 40 % à 37,5 % en 2001 et à 35 % en 2002. Il a une nouvelle fois été réduit à 25 % en 2007. La réforme fiscale mise en œuvre en 2008 prévoyait une réduction progressive de 1 % par an de l'impôt sur les revenus des entreprises pour les années comprises entre 2010 et 2014 (de 25 % à 20 %). Avec la nouvelle législation fiscale promulguée en 2011, le taux d'imposition sur les revenus des entreprises en 2010 s'appliquera à la totalité des revenus imposables à partir de 2012 (pour les revenus de 2011), tandis qu'un taux de 24 % ne s'appliquera que pour l'année 2011 (pour les revenus de 2010). » (*Tendances de la fiscalité dans l'Union européenne*, 2011, disponible sur http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/gen_info/economic_analysis/tax_structures/index_fr.htm)

Impôts nouveaux : parce que l'Etat est incapable d'augmenter ses revenus grâce aux impôts sur le revenu et aux impôts indirects, on a introduit de nouvelles taxes immobilières dans le but de récupérer 2,5 milliards d'euros supplémentaires. On pense que les impôts directs apporteront 22,3 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat en 2012, contre 18,8 milliards en 2011. Ils s'attendent à réaliser cet objectif grâce à l'augmentation de la valeur objective (valeur du marché) de la propriété immobilière qui accroîtra les taxes concernées de 33 %. Il ne faut pas oublier que 70 % des Grecs sont propriétaires de leurs logements ;

comptes d'épargne : d'après une étude réalisée par Focus Bari en mars 2011, 43 % des Grecs n'ont pas de comptes de dépôt, tandis que la majorité des autres les utilisent pour survivre ;

pauvreté, soins médicaux et suicides : en 2010, le prolétariat grec était classé au septième rang de pauvreté dans l'UE en termes relatifs, avec 27,7 % des foyers disposant d'un revenu sous le seuil de pauvreté (60 % du revenu national moyen disponible). Il est certain que ce chiffre a augmenté depuis et qu'une proportion plus élevée du prolétariat vit sous le seuil de pauvreté. Le nombre de sans-abri est d'environ 20 000 (11 000 dans la seule Athènes) et il a augmenté de 20 % à 25 % depuis deux ans. La plupart des nouveaux cas de Grecs sans abri ne sont pas liés à la toxicomanie ou à la maladie mentale, comme c'était la plupart du temps le cas avant 2008, mais au chômage

de longue durée et/ou à des évictions. Les suicides et tentatives de suicides comptabilisées sont passés de 507 en 2009 à 622 en 2010 (+ 22,5 %) avant de se stabiliser en 2011 (598 jusqu'en décembre 2011, – 3,9%). Si l'on compare ces chiffres au taux moyen des suicides en Grèce (3,5 pour 100 000 habitants – l'un des plus bas d'Europe), alors l'augmentation est beaucoup plus importante : plus 31,4 % en 2009, plus 61,4 % en 2010 et plus 55,7 % en 2011. Le 4 avril, des centaines de personnes ont été les témoins du suicide par balle d'un retraité de 77 ans sur la place Syntagma. Sur la note qu'il a laissée, il disait qu'il ne voulait pas finir en cherchant sa nourriture dans les poubelles. La nouvelle de ce tragique événement a provoqué un large mouvement de colère. L'après-midi même, quelques milliers de personnes se sont réunis place Syntagma. En conséquence, il y a eu de petits accrochages avec la police anti-émeutes sur la place et dans les rues adjacentes ;

médecine : il n'existe aucune étude officielle concernant l'état du système médical en Grèce pour 2010-2011. Voici les principaux changements qui sont advenus : depuis le début de cette année, quatre grandes caisses d'assurance-santé (celle des fonctionnaires, des travailleurs du secteur privé, des employés indépendants – à la fois travailleurs et petits patrons – et des agriculteurs) ont fusionné en une caisse unique, l'EOPPY (organisation nationale pour la couverture - santé) qui couvre 9,5 millions de personnes. Selon le règlement de cette nouvelle caisse, le nombre de médecins affiliés n'est que de 5 000, ce qui signifie un médecin pour 2 000 patients assurés. En outre, le nombre maximum de patients autorisés à consulter gratuitement un médecin est de 50 par semaine et de 200 par mois. Une fois ces chiffres atteints, les patients suivants doivent payer. En outre, la compensation que l'Etat verse aux médecins est passée de 20 à 6,5 euros par visite, et on peut être certain que cela sera un facteur de détérioration additionnelle des soins médicaux – à moins d'être en mesure de payer plus ;

émigrants et immigrants : la tendance à l'émigration est en hausse chez les travailleurs qualifiés et non qualifiés. L'Etat semble encourager ce processus afin d'affaiblir les luttes de classe à venir, et c'est pourquoi il attend avec impatience la signature d'un accord bilatéral avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande semblable à celui déjà conclu avec le Canada. De nombreux immigrants d'Europe de l'Est (Albanie, Pologne et Roumanie) qui travaillaient ces dernières années dans le secteur du BTP, ainsi que de nombreux Kurdes, quittent le pays puisqu'ils ne trouvent plus de travail. En même temps, la police persécute les vendeurs des rues venus d'Afrique et d'Asie sous prétexte d'éliminer le « commerce illégal » et les centres-villes sont constamment sous surveillance, tandis que la police anti-émeutes et les brigades sont plus que visibles dans les zones où traînaient les prolétaires marginalisés, surtout autour des bâtiments universitaires situés au centre d'Athènes où se réunissent généralement les vendeurs des rues. Actuellement, des arrestations massives d'immigrants sans papiers ont lieu dans les quartiers du centre d'Athènes tandis que de nouveaux camps de concentration *[sic]*, où les immigrants arrêtés sont retenus en attente de leur expulsion, doivent bientôt ouvrir partout en Grèce.

Pour aggraver les choses, on associe grossièrement immigration et taux de criminalité et menaces pour la santé publique, selon la propagande omniprésente des médias qui détourne l'attention du public des sujets actuels en imposant l'image de l'immigrant,

bouc émissaire commode pour toutes les souffrances que subit actuellement le peuple grec. En même temps, la police n'empêche pas les gangs fascistes et les bandes de voyous d'attaquer les immigrants. Suivant une nouvelle loi votée par le gouvernement dans le cadre du nouvel accord avec la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international), d'ici trois mois, tous les immigrants « irréguliers » employés dans l'agriculture, comme infirmiers, personnels de service ou de nettoyage devront se présenter à la police avec leurs employeurs afin de s'enregistrer. S'ils le font, les employeurs seront exemptés de toutes les contributions à la sécurité sociale et de toutes les amendes qui sanctionnent l'emploi d'un travailleur « irrégulier » jusqu'au moment de son enregistrement. Si le travailleur « irrégulier » ou son employeur ne se présentent pas à la police et que l'immigrant est arrêté, l'employeur n'est pas poursuivi au pénal, mais il n'est pas exempté des contributions pour la période précédant l'arrestation. L'immigrant doit retourner dans son pays d'origine dans un délai de six mois après son enregistrement et dans un délai d'un mois seulement après son expulsion de Grèce, son employeur peut demander pour lui un permis de travail d'un an ;

logement et syndicats : le travail de sape du rôle des syndicats est illustré par la suppression récente de l'OEK (Organisation du logement des travailleurs) et de l'OEE (Fonds social des travailleurs), tous deux sous le contrôle du ministère du Travail, dans le cadre de la réduction du secteur public et dans le respect des conditions posées par les créditeurs de la Grèce. Les fonds de ces deux organisations provenaient des contributions des travailleurs et des patrons, récemment abolies (la prétendue diminution des coûts extra-salariaux) afin que le gouvernement puisse trouver 300 millions pour finaliser la négociation du nouveau sauvetage avec la Troïka. Comme l'OEK était responsable du logement subventionné par l'Etat pour les pauvres et les familles nombreuses, on a estimé à environ 1 milliard d'euros le capital disponible pour la construction de logements dans le pays. On a mis fin brutalement à la réserve des loyers subventionnés concernant 120 000 bénéficiaires, à la distribution de 10 000 prêts immobiliers subventionnés par an (avec des conséquences importantes dans le secteur du bâtiment et pour les banques qui accordent des prêts subventionnés, ce qui aggravera encore la récession).

Cependant, la clôture de l'OEE a une autre conséquence qui concerne les syndicats. Le rôle de l'OEE, fondé par l'Etat en 1931, était de manipuler et de contrôler le syndicalisme, car il soutenait financièrement et hébergeait les syndicats dont « les objectif et les activités n'allaient pas à l'encontre de la loi », comme le stipulait la loi qui le fondait. Grâce aux contributions des travailleurs et des patrons, l'OEE hébergeait les syndicats du secteur privé et les Centres du travail régionaux dans toute la Grèce et les finançait (y compris pour rémunérer leur personnel), il détenait un fonds d'assurance complémentaire pour les cadres syndicaux, soutenait financièrement la formation de ces cadres en organisant des séminaires, et c'est ultérieurement, à partir des années 1980, qu'il eut un rôle d'aide sociale (programme pour le tourisme subventionné et pour les jardins d'enfants, etc.). De moins en moins capables de remplir leurs fonctions essentielles – la négociation du coût de la main-d'œuvre et, en général, la reproduction de la classe ouvrière en tant que classe, comme capital variable – les syndicats en sont arrivés à un point où cette incapacité a fini par miner leur existence même. Cependant, si

c'est l'Etat capitaliste qui porte le coup fatal à ses précieux soutiens, même lors d'un état d'urgence, alors il ne sortira pas indemne d'un tel changement historique dans ses relations avec les syndicats ;

PSI : l'échange obligataire PSI est une restructuration de la dette souveraine conclue le 9 mars qui signifie que la Grèce est en défaut de paiement organisé. Bien que l'échange PSI soit décrit comme « la plus grande restructuration de dette souveraine à ce jour », et malgré la jubilation lors de sa signature, la décroissance réelle de la dette souveraine de la Grèce est en réalité faible.

Voyons pourquoi : la dette qui est détenue par des investisseurs privés (banques, fonds de pension, sociétés d'investissement, détenteurs individuels) sera restructurée selon les termes de l'accord (21 février 2012) entre les leaders européens et l'IFF (Institut International de la Finance). L'accord inclut une diminution de 53,5 % de la valeur nominale des obligations grecques escomptables. Le reste du montant sera couvert par des billets à ordre EFSF (équivalant à 15 % des anciennes obligations), des billets à ordre à court terme EFSF (pour rembourser les intérêts des anciennes obligations), de nouvelles obligations émises par le gouvernement (équivalant à 31,5% des anciennes obligations à une échéance de 10 à 30 ans) accompagnées de garanties liées au PIB (i.e. le taux d'intérêt de l'obligation augmentera proportionnellement au PIB si celui de la Grèce augmente plus que prévu).

En chiffres absolus, l'échange obligataire vise à restructurer environ 197 milliards d'euros si la participation au PSI atteint 95,7 %. Donc, la réduction totale de la dette grecque après la diminution de 53,5 % s'élève à 105 milliards d'euros. Mais, grâce au deuxième sauvetage de la Troïka, le financement du PSI réduit de façon significative le montant réel de la dette restructurée : si on retire 85,5 milliards d'euros aux 130 milliards du deuxième sauvetage de la Troïka, cela financera l'échange obligataire du PSI. Ce montant est composé de 30 milliards d'euros en billets à ordre EFSF (aussi appelés « pots-de-vin en obligations PSI »), de 50 milliards d'euros d'aide aux banques grecques (aussi appelée processus de « recapitalisation »), de 5,5 milliards de billets à ordre à court terme EFSF pour rembourser l'intérêt accumulé des anciennes obligations. Donc, le soulagement réel que procure cet échange est plutôt léger, moins de 50 milliards [= 197-85,5-62 milliards, les 62 milliards correspondent aux nouvelles obligations émises par le gouvernement qui ont remplacé 46,5 % des 197 milliards d'obligations]. Si nous tenons compte aussi du financement du déficit public pour 2012 (plus de 14 milliards), le service des obligations souveraines grecques que possède la BCE (environ 4,6 milliards) et du second prêt pour le deuxième sauvetage, alors la réduction effective de la dette sera d'environ 30 milliards (=50-14,4-4,6) ou d'environ 8 % de la dette totale pour cette année. C'est pourquoi, selon la Commission européenne, la dette grecque en tant que pourcentage du PIB sera toujours très élevée en 2012 (161,4 % par rapport à 165,3 % en 2011), et s'élèvera à nouveau à 165,4 % en 2013.

Donc, si on laisse de côté la manière spectaculaire de présenter la restructuration de la dette souveraine comme « un important succès national et européen », l'échange obligataire PSI exige 85,5 milliards d'euros puisés dans le second sauvetage de la Troïka (prêt de 130 milliards d'euros) annoncé le même jour (21 février 2012). Paradoxalement, et avec une logique véritablement perverse, le « succès » de la restructuration de la dette souveraine a été présenté comme une

condition préliminaire pour ce second sauvetage alors que c'était l'inverse, et ce qui est encore plus important, les deux étaient en fin de compte basés sur l'accord concernant la nouvelle dévaluation interne nommée « Mémorandum n° 2 » et la mise en œuvre des mesures qu'il contient.

La seule ombre au tableau était l'obligation faite au gouvernement grec d'activer les CAC, connues depuis peu, en raison du refus de six fonds de pension grecs sur quatorze, détenteurs d'obligations du gouvernement et qui sont au bord de la faillite. En conséquence, l'échange obligataire a perdu son caractère « volontaire » ; ISDA a décrit le PSI grec comme un « crédit événementiel » et c'est pourquoi les CDS ont été activés. Selon certains médias, des cabinets d'avocats représentant des détenteurs d'obligations (y compris des détenteurs individuels et les fonds de pension) ont l'intention de poursuivre les banques et l'Etat grec en justice, réclamant le remboursement intégral de leurs portefeuilles. En même temps, « les marchés » et les agences de notation considèrent que les nouvelles obligations grecques ne sont pas sécurisées. Il est révélateur que leur prix soit tombé à près de 15 % à 20 % de leur valeur nominale, selon l'échéance du contrat, bien qu'elles soient enregistrées sous législation britannique, et bien que l'IFF et les politiques en fassent la promotion.

Les conclusions politiques sont plutôt sombres :

1) le PSI constitue une étape cruciale dans la gestion de la crise de la dette contre le prolétariat en réaffirmant la stratégie capitaliste néolibérale du terrorisme monétaire grâce à la dette. L'Etat grec se retrouve encore plus étroitement enfermé dans le cercle vicieux de la Troïka et de la zone euro avec de nouveaux prêts pour rembourser la dette qui aggravent une dévaluation interne de la main-d'œuvre et des capitaux improductifs et non compétitifs. Selon la déclaration de l'Eurogroupe du 21 février (lors de la signature du PSI), on a posé certaines conditions préalables afin que l'Etat grec « réalise les plans de privatisation et mette en œuvre un agenda audacieux de réformes structurelles, à la fois sur le marché du travail et sur les marchés des produits et des services, afin d'encourager la compétitivité, l'emploi et la croissance durable *[sic]* » :

a) nouveau renforcement du groupe de travail de la Commission européenne avec une présence permanente sur place assortie d'un contrôle renforcé, travaillant continuellement en proche et coopération avec le gouvernement grec afin d'aider la Troïka à évaluer les mesures prises par le gouvernement grec ;

b) ouverture d'un compte spécial indépendant du budget principal de la Grèce qui devrait toujours contenir assez d'argent pour le service de la dette au cours des trois mois à venir ;

c) introduction dans la constitution et la législation grecques d'une disposition prévoyant que le service de la dette sera prioritaire.

En outre, la plus grosse partie de la dette souveraine est sous législation britannique, qui s'efforce d'accorder une protection plus étendue aux créditeurs en cas de défaut de paiement en leur donnant même la possibilité de confisquer les actifs de l'Etat grec. De plus, si la Grèce devait quitter la zone euro, elle ne pourrait plus voter de loi pour convertir la dette en euros en nouvelle dette en drachmes.

Par ailleurs, sauf pour le service de la dette, les procédures citées ci-dessus ont pour but d'approfondir de force l'unification politique de la zone euro, même si

l'issue pourrait aussi en être l'éclatement. En Grèce, ceci a donné lieu à beaucoup d'agitation politique au cours de l'année écoulée. La formation d'un gouvernement de « salut national » avec un premier ministre technocrate ; la déclaration officieuse mais importante d'un « état d'urgence » ; les scissions des partis politiques et la création de nouveaux partis ; les élections nationales à venir grâce auxquelles la fraction dominante capitaliste essaie de s'installer et de réagir au mécontentement et à l'agitation politique ; le renforcement des tendances nationalistes de droite et de gauche à la fois au niveau politique et au niveau social.

2) Actuellement, le principal détenteur de la dette publique grecque est le secteur institutionnel, la zone euro en est un (BCE et les BCN) ainsi que le FMI, si nous ajoutons les deux sauvetages et les liquidités avec lesquelles la BCE a soutenu les banques grecques, le secteur privé en déclin est presque le troisième. Donc, grâce au PSI, la fraction dirigeante de la bourgeoisie européenne a réussi à détruire « de façon organisée » une grande partie du capital financier déjà dévalorisé, délivrant ainsi les banques, surtout, de leur dette toxique en la transférant à la BCE et aux BCN et par là aux « contribuables européens », (c'est-à-dire surtout au prolétariat et à la petite-bourgeoisie européens). Puisque la Grèce sert de laboratoire du terrorisme fiscal, ce sera bientôt le tour du prolétariat européen. En outre, ces relations de partenariat entre débiteurs et créditeurs dans l'UE laissent le champ libre à la gestion politique du nationalisme qui commence à s'affirmer chez les prolétaires européens.

3) L'agression contre les prolétaires grecs et immigrés semble sans fin. Comme nous l'avons déjà dit, le plan PSI est étroitement lié à la mise en œuvre de la nouvelle dévaluation interne (Mémorandum n° 2). Si elle ne progresse pas comme on le souhaite, alors aucune somme d'argent provenant du « plan de sauvetage » ne sera déposée sur le compte spécial pour le service de la dette grecque, et c'est le gouvernement grec qui devra l'approvisionner (par exemple grâce aux impôts).

La Commission européenne a déjà suggéré qu'il faudrait mettre en place de nouvelles mesures d'austérité à hauteur de 11 milliards au cours des deux prochaines années, portant principalement sur de nouvelles réductions des retraites, des allocations-chômage, du salaire minimum et des dépenses sociales liées au système de santé, etc. Dans le secteur public, on prévoit des licenciements massifs (15 000 en 2012 et 150 000 d'ici 2015). Il semble fort probable que ce que rapportera cette nouvelle agression sera utilisé pour compenser les pertes subies par les fonds de pension grecs (estimées à environ 11 milliards) et dues à la mise en œuvre du « plan de sauvetage » PSI .

Luttes de classe dans une situation de quasi-guerre

Puisqu'il y a eu de moins en moins de participation aux grèves générales après 2010 aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, et précisément à cause de leur échec total à faire barrage à la vague de mesures institutionnelles qui a imposé une dépréciation de la main-d'œuvre sans précédent, des luttes ont émergé dans le cadre de cette agression dévastatrice, c'est-à-dire dans les secteurs public et privé sur des lieux de travail isolés.

Il n'est pas surprenant que l'agression de « la crise de la dette souveraine » ait ciblé

instinctivement le secteur public. Et donc les travailleurs de ce secteur ont été les premiers à réagir aux diminutions de salaires, aux énormes réductions des dépenses publiques, au démantèlement des services et à la dissolution d'un grand nombre d'entreprises d'Etat.

S'ajoutant au nombre de grèves et de manifestations qui a augmenté en octobre 2011, les fonctionnaires ont déclenché une vague de grèves sur le tas dans les mairies, les ministères et les bureaux des services publics, à Athènes et dans tout le pays, signalant ainsi une escalade inhabituelle de la lutte dans ce secteur particulier.

Les travailleurs ont bloqué la direction de la sécurité informatique ainsi que les ministères du Développement, de l'Intérieur et du Logement et la Direction des retraites du ministère des Finances. Ces pratiques militantes qui ont bloqué, au moins temporairement, les plans du gouvernement pour une « main-d'œuvre de réserve » (selon lesquels 30 000 fonctionnaires étaient censés perdre effectivement leur travail d'ici quelques mois) ont marqué le réveil de la majorité des fonctionnaires en léthargie chronique dont l'existence même, selon la propagande de l'Etat, constitue à présent le principal « problème structurel » du pays.

Dans tout le pays, les travailleurs municipaux ont occupé les bureaux du gouvernement local et les éboueurs se sont engagés pendant dix jours dans une protestation qui incluait le blocage du principal site d'ensevelissement de déchets de la capitale dans le nord-ouest d'Athènes. Les municipalités subissent des coupes sévères en ce moment, car certains de leurs services (à commencer par les services de nettoyage) seront privatisés et une partie de leur personnel licenciée.

Le 12 octobre, des adhérents du syndicat GENOP ont commencé l'occupation de l'imprimerie de l'Entreprise de l'Energie publique (DEI). En raison de la nouvelle législation sur la propriété, la comptabilité du DEI devait envoyer aux propriétaires leurs factures d'électricité comprenant l'augmentation des taxes foncières. Bien que l'action de ces syndicalistes ne soit pas dénuée de populisme – ils prétendaient qu'ils ne couperaient pas le courant uniquement à ceux qui vivent dans une grande pauvreté, affaiblissant ainsi l'agressivité du mouvement contre les impôts – ni de machisme, elle a permis de ralentir le processus.

La crise capitaliste se révèle particulièrement malsaine pour les prolétaires comme le montrent les coupes sévères dans tous les services de santé : il y a eu des coupes d'environ 40 % dans les budgets hospitaliers, le personnel est en nombre insuffisant, on a rapporté des pénuries occasionnelles de fournitures médicales, des fusions et même des fermetures d'hôpitaux ainsi que d'institutions psychiatriques et de centres de désintoxication. Les travailleurs du secteur de la santé ont réagi par des grèves continuelles et même par des occupations du ministère de la Santé dont la dernière a duré quinze jours.

Une lutte intéressante a eu lieu à l'Hôpital Général de Kilkis, une ville dans le nord de la Grèce, pendant quelques semaines. L'assemblée générale de tous les travailleurs (médecins compris) a décidé d'occuper les lieux et a commencé d'exercer son droit de retrait, n'assurant que les urgences, jusqu'au paiement complet des heures effectuées et

à l'obtention d'une augmentation pour aligner les revenus sur le niveau qu'ils avaient avant l'arrivée de la Troïka (UE-BCE-FMI), comme ils disent. Ils ont aussi dispensé des soins médicaux gratuits en déclarant que les problèmes persistants du système de santé national (ESY) du pays ne pouvaient être résolus par les revendications limitées du secteur de la santé et ont ainsi replacé leurs intérêts particuliers dans le cadre général des exigences politiques et économiques contre la brutale agression capitaliste en réclamant la solidarité de tous. Bien que l'occupation ait pris fin, les travailleurs de la santé non payés poursuivent les arrêts de travail.

Une série de luttes sectorielles et défensives sur les lieux de travail dans le secteur privé a révélé que le capitalisme industriel grec a déjà profité du nouveau cadre institutionnel que lui offre « l'état d'urgence » qui gouverne actuellement la Grèce pour renforcer sa rentabilité ou simplement transférer ses propres dettes et pertes aux travailleurs.

Les exigences de base au centre de ces luttes visaient surtout les licenciements, les fermetures d'usines, l'enlèvement des machines et des stocks par les patrons, le paiement des salaires dus et la défense des contrats de travail existants. Pendant plusieurs mois l'année dernière, on a assisté à de nombreuses luttes similaires. Dans une aciérie de Volos, 100 travailleurs ont fait grève pendant un mois contre sa fermeture et les licenciements. Dans une usine d'aluminium d'un faubourg de l'ouest d'Athènes, les travailleurs ont fait grève pour exiger que leurs soient versées les sommes dues depuis plus d'un an. Des grèves identiques, avec les mêmes exigences, ont eu lieu dans deux autres usines d'aluminium de la même région.

Deux laiteries, une en Attique (région dont Athènes est la capitale) et l'autre à Larissa (Thessalie), ont connu deux victoires : à la suite d'un seul jour de grève à la laiterie Agno contre les licenciements et à des heurts avec la police anti-émeutes, les travailleurs ont repris le travail. A Larissa, la grève a obligé les patrons à renoncer aux licenciements et aux réductions de salaires. Dans une usine pharmaceutique dans le nord de l'Attique, la lutte des 330 travailleurs était centrée sur le paiement des salaires dus (ils n'étaient plus payés depuis plusieurs mois), sur le rejet de l'obligation de travailler par intermittence (une fois par semaine). Il y a aussi eu des heurts avec la police anti-émeutes quand les patrons ont essayé de faire sortir des marchandises valant des milliers d'euros.

La grève de 400 travailleurs d'une aciérie à Elleniki Chalivourgia (plus de 150 jours de grève) dans l'ouest de l'Attique a commencé en réaction à 50 licenciements après avoir rejeté le chantage des patrons pour modifier le contrat de travail (cinq heures par semaine pour une diminution de salaire de 50 %). La même entreprise possède une autre usine à Volos (Thessalie) d'une capacité productive inférieure et avec 360 travailleurs qui, agissant comme des « jaunes », travaillent temporairement 8 heures par jour pour compenser la baisse de production de l'usine en grève mais, comme l'avaient planifié les patrons, leur contrat de travail a aussi été modifié.

Cette lutte d'Elleniki Chalivourgia a été « adoptée » par le Parti communiste de Grèce (KKE) grâce au contrôle de son syndicat (PAME). Selon la stratégie initiale, on a présenté cette lutte comme emblématique pour la classe ouvrière en général, son éventuelle victoire étant la « victoire de tous » (et son

éventuelle défaite, celle de tous). Hormis les activités et les ambitions de PAME, ce rôle emblématique est basé sur la durée inhabituelle de cette lutte mais aussi sur la solidarité inattendue dont ont fait preuve tous les milieux politiques, les bases des syndicats, les assemblées de quartier, la propre communauté des travailleurs, ou tout simplement des gens ordinaires (une solidarité qui, cependant, s'est surtout limitée à un soutien financier). Avec le temps et l'intransigeance des patrons, les limites que les tactiques staliniennes imposaient à la lutte ont devenues évidentes : la grève a stagné sans dégager de perspectives, ni de l'intérieur – la tendance légalis e des staliniens est apparente lorsque les travailleurs n'osent même pas qualifier leur lutte « d'occupation », et encore moins s'emparer des moyens de production dans quelque but que ce soit – ni de l'extérieur. Le syndicat a accueilli certaines actions de solidarité avec réserve, voire avec hostilité : « Tous ceux qui croyaient pouvoir tenir d'autres usines ou entreprises à l'écart de notre lutte, qu'ils pourraient opposer au mouvement de classe organisé, PAME, dont nous faisons partie et qui nous soutient, à présent qu'ils ont échoué vont intervenir plus ouvertement. Ils nous attaqueront en nous diffamant, en mentant, par le terrorisme et les provocations afin d'affaiblir notre lutte. Ils ont déjà commencé à le faire de diverses façons. Par voie de presse, par le biais de manifestations sous prétexte de solidarité... » (extrait du discours de Sifonios, dirigeant du syndicat, le 17 janvier lors de la manifestation de PAME en faveur de la grève).

Ainsi, les opposants du KKE ont été tenus à l'écart tandis que le même jour (17 janvier) une grève générale éclatait en Attique, organisée par les Centres du Travail de cette région ; les grévistes d'Elleniki Chalivourgia choisirent de suivre PAME et de défiler jusqu'au ministère du Travail en laissant tous les autres travailleurs solidaires prendre la direction habituelle de la place Syntagma. Au lieu d'une escalade de la lutte, la grève était morte pour les membres de l'IIF.

L'utilisation de la grève des travailleurs des aciéries comme outil pour promouvoir la ligne politique générale du parti stalinien laisse cependant une ouverture pour une manœuvre opportuniste, comme l'a démontré (le 17 février) l'accueil chaleureux du syndicat aux « délégués solidaires » de l'Aube Dorée néonazie à l'usine. Savoir si les ouvriers des aciéries vont ou non vers une double défaite – à la fois du fait des patrons et des staliniens qui manipulent leur lutte en la subordonnant à leurs jeux politiques – n'est pas un pari qui en ferait hésiter beaucoup.

Les médias de masse ont été durement touchés par la récession : d'énormes réductions des subventions de l'Etat et des financements privés ont entraîné des licenciements massifs dans la presse écrite et à la télévision.

A *Eleftherotypia,* journal assimilé à la « renaissance » de la démocratie après la chute de la dictature et dont le prestige équivaut à celui de *Libération* en France, les journalistes, le personnel administratif et les imprimeurs se mirent en grève quand il devint notoire que le patron avait l'intention de se mettre à l'abri de ses créditeurs selon l'article 99 du code de la faillite. Le patron disait avoir des problèmes de crédit et les travailleurs n'étaient plus payés depuis l'été alors que les actionnaires avaient reçu leur part les années précédentes. Avant décembre, il y avait eu une série de grèves sans conséquences, et à leur suite les travailleurs avaient publié deux numéros du journal avec le soutien du syndicat des journalistes, mais sans perspectives d'avenir précises.

(suite page 19

UNE COURTE ÉRUPTION VOLCANIQUE AU CŒUR D'UN HIVER PROLONGÉ

Les événements du 12 février 2012

Vu sur un mur à Athènes :
« Nous ne sommes pas morts quand nous manquions cruellement d'affection. Nous ne mourrons pas maintenant comme des chiens affamés. Bande de salauds ! »

On peut considérer le 12 février comme une éruption prolétarienne massive qui couvait maintenant depuis des mois dans un « état d'urgence » prolongé et qui a trouvé un exutoire violent contre une politique capitaliste de choc tout aussi violente. Ce fut une explosion sociale temporaire d'un jour, celui où la majorité parlementaire a voté un nouveau « Mémorandum d'accord » entre l'Etat grec, la BCE, la Commission européenne et le FMI. Ce Mémorandum aggrave les politiques de dévaluation et de discipline fiscale dans le secteur public et dans le secteur privé, en tant que condition nécessaire à l'obtention d'un nouveau prêt et pour l'échange obligataire PSI.
L'explosion de rage prolétarienne destructrice qui a eu lieu ce dimanche-là succédait à une grève générale de 48 heures à laquelle avaient appelé les deux grandes centrales syndicales GSEE et ADEDY, assez décevante à la fois en termes de participation et d'efficacité. Il devient ainsi de plus en plus évident que les grèves générales et plus encore les appels fétichistes (que propagent de façon monotone les organisations gauchistes, principalement) à « une grève politique générale et illimitée » sont devenus très impopulaires pour la majorité des travailleurs. Bien sûr, depuis l'évacuation de l'occupation de la place Syntagma (l'été 2011) jusqu'à présent, une série de luttes et d'événements sociopolitiques ont eu lieu, mais ils n'ont jamais exprimé une confrontation au niveau de la rue aussi dynamique et aussi concrète avec le capital et son Etat que ce jour-là – même s'il a été bref.
Les émeutes généralisées ont affirmé le refus matériel de la politique actuelle menée par le capital grec, son Etat et ses partenaires de l'UE. Bien qu'elles n'aient pas réussi à annuler le vote du « Mémorandum n° 2 » (ceci n'aurait pu se produire qu'en envahissant le Parlement), elles ont envoyé un message d'insubordination. Bien entendu, ce message n'est pas clair, car il reflète la multiplicité des motivations et des tendances politiques des participants. Les émeutes étaient constituées de manifestations de masse, de longues et dures confrontations avec la police, de destructions extensives du capital mobile ou fixe (pillages et incendies de banques, de cinémas, de magasins, de boutiques de prêteurs sur gages) ainsi que des bureaux des parlementaires et des commissariats, surtout à Athènes, mais aussi dans d'autres grandes villes de Grèce. De nombreux bâtiments publics (ministères, mairies, bureaux de services publics) ont été occupés avant et pendant cette journée. Au moins 200 000 à 250 000 personnes ont participé aux événements à Athènes, d'une manière ou d'une autre. Beaucoup ont été blessés par la police. Nous nous limiterons à Athènes parce que c'est là que nous avons été témoins de certains événements proches du chaos.
En ce qui concerne l'appartenance politique et sociale des manifestants, on peut dire sans exagération que presque tous les milieux politiques y étaient (anarchistes, antiautoritaires, partis de gauche et organisations parlementaires

ainsi que des nationalistes de toutes sortes), un grand nombre de fans de football organisés et de nombreux (première et deuxième générations) d'immigrés, surtout en provenance d'Albanie, d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La majorité des centrales syndicales, les syndicats locaux et beaucoup d'assemblées de quartier y avaient appelé. Même si la foule énorme était majoritairement prolétarienne, on ne peut pas nier qu'une portion significative de la petite-bourgeoisie y était aussi, comme dans toutes les manifestations et les mobilisations violentes depuis le début de l'agression capitaliste il y a deux ans, sous le nom de « crise de la dette ». L'éventail des âges couvrait trois générations : des écoliers aux retraités.

BIEN QUE les appels à la mobilisation place Syntagma aient été lancés pour 17 heures et 18 heures, entre 1 000 et 1 500 personnes avaient déjà occupé la rue Amalias (en face du Parlement) à 16 heures. C'est dans cette rue que les flics ont immédiatement et sans excuse valable entrepris de disperser la foule avec du gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes. Ensuite les heurts ont commencé... A ce moment-là, l'arrivée d'un black block a été accueillie par les applaudissements des autres manifestants, selon de nombreux témoins.

La police a utilisé des tonnes de gaz lacrymogène pour obliger les manifestants à quitter la place Syntagma. Il faut dire que beaucoup de gens (y compris certains d'entre nous) n'ont pas réussi à s'approcher de Syntagma. La plupart des rues qui y convergent étaient transformées en champs de bataille. Contrairement aux tactiques diviser-pour-régner de la police pendant le premier jour de la grève générale, lorsque la police anti-émeutes essayait de n'attaquer et d'isoler que les « fauteurs de troubles », son but dimanche était surtout d'éloigner tous les manifestants de Syntagma : il ne fallait pas que la foule reste unie sur cette place et ainsi menace de quelque manière le processus du vote. De plus, l'Etat avait besoin de démontrer sa gestion spectaculaire de la situation, si bien qu'une place vide symboliserait la victoire politique capitaliste dominante dans le dilemme récurrent entre « mémorandum ou défaut de paiement ». Il ne fut cependant pas facile de disperser la foule. Des barricades, des cocktails Molotov, une pluie de cailloux, et même du corps à corps pendant six ou sept heures se sont achevés dans une atmosphère saturée de gaz chimiques et d'incendies dans le centre d'Athènes de 19 heures à minuit. La police devait aussi compter avec les milliers de manifestants qui, sans participer activement aux heurts, aux pillages ou aux incendies, étaient aussi en colère, tenaces et décidés à rester dans les rues, soutenant les plus violents de diverses manières. On entendait sans cesse des slogans anti-flics : depuis « Cochons, Tueurs ! » jusqu'à même « Traîtres ! » (!) ou « Albanais ! » (!), qui accompagnaient les avancées et les reculs de la foule et révélaient aussi à la fois l'illégitimité croissante de l'Etat à travers son mécanisme répressif et la lecture mystifiée en termes nationalistes de l'agression de classe dévastatrice comme une « trahison ». Mais, et c'est remarquable, au moins par comparaison avec les heurts violents autour de la place Syntagma en octobre, non seulement la peur en général était absente, mais aussi le comportement hostile de nombre de manifestants à l'égard des plus violents (un tel comportement n'a été le fait que de certains gauchistes).

Les destructions extensives, les incendies et les pillages avaient lieu partout où la police était absente ou bien où elle ne pouvait pas intervenir à cause des barricades et des

heurts. Des milliers de personnes ont participé à ces événements et l'atmosphère était festive. Les gens applaudissaient et acclamaient quand les banques étaient ouvertes de force, démolies et incendiées. Beaucoup de jeunes et de vieux ont saisi l'occasion de piller les magasins (vêtements, chaussures, matériel d'optique, téléphones mobiles, etc.) La collaboration et la solidarité constantes et spontanées entre manifestants explique en grande partie la durée des émeutes.

Finalement, autour d'une heure du matin, la police a réussi à venir à bout des manifestants et à les disperser. C'est à peu près à ce moment-là que certains d'entre nous se sont promenés dans le centre où des milliers de policiers bloquaient les accès à Syntagma et au Parlement et où de nombreux pompiers éteignaient les incendies. Quelques personnes, par petits groupes, restaient autour de la place et quelques centaines d'autres criaient toujours des slogans devant le Parlement.

Au moment où Athènes prenait feu, les dirigeants de tous les partis politiques, de toute évidence terrifiés par la férocité des émeutes et la réaction de la foule, condamnaient les prolétaires émeutiers au nom d'une « protestation paisible et justifiée », essayant de plus en plus vainement de créer de fausses séparations entre les manifestants. Il est inutile de dire que c'est précisément la gestion capitaliste de la crise (à laquelle certains d'entre eux sont censés s'opposer) qui les fait disparaître plus vite que ne brûlent leurs temples de marchandises.

La chasse aux sorcière acharnée, à la fois en termes de répression et d'idéologie, qui a été lancée par l'Etat dès le lendemain montre qu'aucune remise en cause de la politique capitaliste dominante ne peut être permise, en particulier lorsqu'elle est aussi généralisée et menaçante. La police a publié les photos des gens emprisonnés le 12, et aussi 23 photos montrant des gens en action (ce jour-là) en demandant des informations au public. C'était la traduction concrète de la déclaration de A. Samara (président du parti conservateur) : « J'arracherai les capuches de ces ordures qui ont détruit la ville », un instant d'intense répression. De même, on a déployé plus de policiers à Athènes les jours suivants, et plus de pompiers dans plusieurs grandes artères. Une semaine après le 12, une petite manifestation (environ 3 000 à 4 000 personnes), non violente, place Syntagma, à laquelle avaient appelé les syndicats contrôlés par Syrisa et d'autres organisations gauchistes, s'est soldée par 6 arrestations et 135 gardes à vue !

Le lendemain a eu lieu une série de brèves occupations de bâtiments publics à Athènes et dans d'autres villes et une vague de solidarité internationale dans d'autres pays, ce qui est un premier indice corroborant le fait que la Grèce est actuellement le laboratoire d'une stratégie capitaliste guerrière, au moins dans certaines parties d'Europe.

La situation explosive et extrêmement volatile ne permet pas pour l'instant de tirer des conclusions fiables puisque l'incapacité des luttes prolétariennes à obtenir des résultats réels et durables (dans les sphères de la production et de la reproduction de la totalité capitaliste) s'accompagne d'une colère et d'un désespoir profonds, généralisés et amorphes, que rend imprévisibles aussi la destruction de toutes les soupapes de sécurité qui auraient pu les contenir. En conséquence, la perspective largement admise d'une période sans issue plutôt prolongée pourrait aisément se transformer en explosion sociale qui modifiera profondément l'équilibre des forces.

Les patrons communistes ont aussi été touchés par la récession. Depuis décembre 2010, l'administration de la radio-télévision 902 qui appartient au KKE avait commencé à licencier sans préavis les travailleurs non inscrits au parti. Pire encore, lorsque certains travailleurs commencèrent à s'organiser contre les mises à pied, ils affrontèrent les tactiques du diviser-pour-régner du parti qui les opposaient aux travailleurs inscrits au parti. Tout à fait récemment, l'entreprise de presse du KKE, Typockdotiki, une énorme imprimerie en Grèce, qui risquait de fermer, a demandé protection contre ses créditeurs selon l'article 99 du code de la faillite. Le code stipule que les employés et autres créanciers ne peuvent pas exiger ou saisir les actifs d'une entreprise qui a des ennuis jusqu'à ce qu'un plan de redressement soit mis en œuvre et jusqu'à ce qu'il soit clair que l'entreprise va fonctionner ou être liquidée. Pourtant, c'est PAME qui a condamné ce genre de pratiques chez les patrons il y a presque un an. Voici un extrait de leur quotidien *Rizospastis* (10 novembre 2010) : « Les seuls qui y gagnent [*à l'application de ce code*] sont les employeurs, puisqu'ils se débarrassent de leurs créanciers, à la fois des fournisseurs et des travailleurs (c'est-à-dire que les travailleurs sont considérés comme des fournisseurs), sauvegardant les employeurs afin qu'ils enclenchent le défaut de paiement envers tous. Les travailleurs perdent tout, salaires, indemnités de licenciement, assurance, éligibilité pour les allocations-chômage, tandis que les employeurs leur font du chantage pour qu'ils partent en acceptant la moitié des indemnités de licenciement, le travail en trois huit ou un emploi à temps partiel pour sauver les profits de l'entreprise. » Voici ce qu'il en est des droits des travailleurs et des moyens de production « socialisés », comme le souligne le programme politique du KKE !

620 salariés d'une télévision, Alter, qui n'avaient pas été payés depuis des mois, ont refusé de travailler, arrêté les transmissions et, en intervenant sur les fréquences de la station occupée, ont présenté les luttes sur différents lieux de travail. Nous devons signaler que cette lutte est aussi contrôlée par PAME dans une large mesure.

Certaines autres grèves ont été assez efficaces, du moins assez pour bloquer les agressions contre les salaires et les relations sociales : dans l'entreprise Vodaphone de téléphonie mobile, quelques jours de grève ont abouti au blocage de la modification des contrats de travail (moins d'heures, moins de salaire). Chez Notos, chaîne de grands magasins, une grève de 24 heures et des piquets de grève ont suffi pour que les patrons retirent un nouveau contrat de travail (moins d'heures, moins de salaire), du moins pour l'instant.

Des luttes pour des salaires impayés se produisent souvent aussi dans le secteur tertiaire. Dans le nord de la Grèce, les travailleurs de l'hôtellerie ont fait grève pour exiger les salaires qui leur étaient dus depuis des mois ; ce sont surtout les jeunes et les chômeurs qui ont pris part au Recensement national qui ont réussi à être payés, grâce à leur seule action puisqu'ils n'avaient pas de syndicat.

A cause de l'agression frontale à la fois sur les sphères de production et de reproduction, de nouvelles formes de lutte se sont développées qu'organisent principalement les assemblées de quartier.

Ces « assemblées populaires », c'est ainsi qu'on appelle la plupart d'entre elles, ont proliféré (plus de 40 en Attique) après la répression et l'épuisement de la mobilisation en août dernier place Syntagma. Elles attirent un nombre croissant de déçus, des électeurs

conformistes des deux grands partis (ce qui est très discutable à présent car leur légitimité disparaît rapidement), des gauchistes de toute sorte, des antiautoritaires et des chômeurs et des ouvriers tout à fait ordinaires, peu familiers des procédures politiques, et qui fréquentent en général les assemblées au début de certaines luttes pour les abandonner ensuite en délégant leurs pouvoirs aux militants.

L'une de ces luttes est celle contre la nouvelle taxe foncière intégrée dans la facture d'électricité, ce qui montre bien le caractère urgent de l'agression capitaliste que nous subissons. Pour un ensemble de raisons (la lutte est une opposition au chantage sur l'électricité, elle exprime certaines revendications d'ordre légal au sujet de la constitutionalité et c'est un terrain privilégié pour un refus collectif de payer), elle s'est rapidement transformée en mouvement national, surtout grâce aux assemblées de quartier. Selon les données du syndicat GENOP (de l'Entreprise de l'Energie publique), on estime que 30 % à 40 % des foyers n'ont pas payé cette taxe spécifique. Face à cette indiscipline de masse, l'Etat a paru battre en retraite tout en manœuvrant pour mettre la taxe sous la responsabilité du Centre des impôts et il espère ainsi affaiblir le mouvement en le dispersant entre des contribuables isolés et atomisés. Pour l'instant, le courant est coupé aux petites entreprises et aux professionnels qui n'ont pas payé la taxe et aux foyers dont les factures d'électricité sont impayées depuis plus de quatre mois. En outre, en réaction à ce mouvement, le ministère des Finances prétend avoir pris l'argent versé pour l'électricité et l'avoir affecté au paiement de la taxe, ce qui sera un nouveau motif de lutte.

Les réactions à la crise sont cependant diverses et pas nécessairement d'un caractère antagoniste. On voit se développer une tendance – surtout dans les assemblées de quartier ou les « réseaux citoyens » – à favoriser des projets coopératifs d'échange de marchandises (en général sans les intermédiaires), des échanges de services, des cuisines populaires, de l'agriculture auto-subsistante ou même des programmes sociaux locaux pour les chômeurs, à une époque où l'Etat providence se désintègre et où le salaire social est agressé. Ce qui sépare ces stratégies d'austérité autogérées des associations caritatives florissantes en Grèce et dirigées par l'Eglise, les ONG et plusieurs capitalistes célèbres n'est pas très clair. Ce mouvement devra parcourir un long chemin aux dépens d'un mouvement de classe plus radical et plus offensif.

TPTG, avril 2012
(traduit de l'anglais)

LA GRÈCE DANS LES PUBLICATIONS

Contrôle ouvrier

◆ « Le contrôle ouvrier s'étend dans l'entreprise et dans l'administration » en Grèce selon le n° 387 (mars 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. Une autre forme de protestation que les immeubles en feu dans le centre d'Athènes, surgie des circonstances, dont CNT se plaint que les médias ne parle pas.

Expérimentation

◆ « La Crise grecque : le champ d'une double expérimentation et les enjeux de la démondialisation », par Yannis Thanassekos, dans *A contre courant* n° 233 (avril 2012) ;

LA GRÈVE DU 29 MARS 2012 CONTRE LA RÉFORME DU TRAVAIL, UN ENJEU CONJONCTUREL

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 29 MARS, bien qu'ayant mobilisé une grande partie de la population, a semble-t-il laissé derrière elle plus de peine que de gloire. La journée est passée et tout semble suivre le même cours qu'auparavant : celui d'une politique agressive contre les salariés dans un contexte économique marqué par la récession.

Le gouvernement avait de toute manière annoncé qu'il ne reviendrait pas sur la loi de réforme du travail*. La réponse à l'appel à la grève a été importante dans les principaux centres industriels et urbains, même si, comme toujours, la valse des chiffres entre les différentes sources donne des résultats extrêmement divergents. La participation à la grève a été irrégulière, soit parce que de nombreux travailleurs ne s'y sont pas joints pour ne pas perdre une journée de salaire, soit surtout parce que les employeurs ont exercé un chantage sur leurs employés en les menaçant de licenciement, profitant des facilités actuelles pour ce faire ; mais elle a été, évidemment, largement suivie dans les centres indus-

* Le 10 février 2012 paraissait un décret-loi n° 3/2012 qui réformait le droit du travail. Ce décret lève, entre autres, certaines contraintes dans le licenciement d'un employé par son patron, étend le recours aux contrats précaires au détriment des contrats à durée indéterminée et réduit les cotisations sociales payées par les entrepreneurs ainsi que celles versées aux chômeurs par l'Etat sous prétexte de favoriser l'emploi dans un pays qui connaît un taux de chômage s'élevant à presque 25 % de la population active. Ce décret vise aussi à entraver le rôle des syndicats dans les conflits du travail à l'intérieur des entreprises, ce qui semble avoir été l'une des principales causes de l'appel syndical à la grève pour la journée du 29 mars 2012. (Les notes signalées par un astérisque sont du traducteur, celles signalées par un chiffre de l'auteur de cet article.)

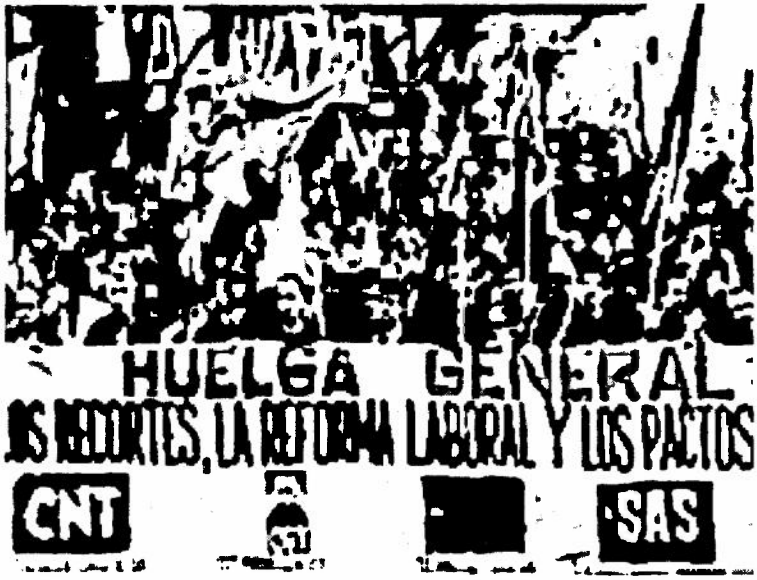
triels et dans quelques services tout comme on a noté le grand nombre des participants aux manifestations de fin de journée dans les principales villes.

Comme toujours, aussi, la thématique de la violence a servi de rideau de fumée au gouvernement et aux médias pour essayer de détourner l'attention des causes réelles de la grève et de l'incapacité patente de l'appareil politique à garantir la « normalité » quand les gens descendent dans la rue. A Barcelone, par exemple, les magasins et petits commerces du centre-ville ont ouvert malgré une activité moindre que celle d'un jour ouvré ordinaire. Toutefois, à partir de midi, la ville était paralysée par les piquets de grève et des groupes de manifestants.

La manifestation de masse de l'après-midi, où se sont retrouvées les colonnes des syndicats « majoritaires » et « minoritaires », a été dispersée par l'intervention de la police, incapable pourtant d'empêcher les accès de rage d'une bonne partie des manifestants contre les agences bancaires au cours de la journée. La municipalité a évalué les dégâts occasionnés par les manifestants les plus enragés à un demi-million d'euros. Il est certain qu'en instrumentalisant la violence, les responsables de l'Intérieur tant à Madrid que dans le gouvernement catalan étant de connivence, on cherche au nom de la démagogie citoyenniste à créer un courant d'opinion qui serve à justifier le dépeçage des droits de grève et de manifestation, appelant en outre à la délation de ceux qui causent des troubles, brûlent des poubelles, cassent les vitrines des banques, coupent la circulation dans les rues ou sont simplement présents sur les lieux des faits. Tout indique que nous allons vers l'instauration d'un état d'exception permanent aux caractéristiques plus proches du fascisme que des formalités démocratiques (1). Comme au siècle passé, en matière de répression politique et sociale le concensus est total entre les héritiers de Franco qui forment actuellement le gouvernement à Madrid et les représentants politiques de la bourgeoisie provinciale catalane. Finalement, on ne peut manquer de relever que l'unique solution qui vienne à l'esprit de la classe dominante espagnole face à une crise économique, sociale et politique sans précédent demeure l'option de la répression policière.

Quoi qu'il en soit, appeler à la grève générale fut un choix difficile pour les syndicats ; en fait, ils ne voulaient pas de cette grève et n'ont jamais cessé, y compris après sa convocation lancée avec un mois de préavis, de convier le gouvernement et le patronat à s'asseoir à la table des négociations afin de l'éviter. Le jour même où elle avait lieu, ils persistaient à implorer leurs interlocuteurs dans l'administration à venir négocier – et continuaient d'insister au début avril –, bien que personne ne sache exactement ce qu'ils veulent négocier. Il faut croire, par conséquent, que s'ils se vont vus contraints de recourir à la grève ce doit être pour quelque raison inavouable puisque, pour partie, la réforme actuelle du travail constitue une étape de plus dans le processus de restructuration du marché du travail ; entériné par les différents pactes négociés avec les grandes centrales syndicales durant ces trente dernières années,

(1) On trouvera un exemple, parmi d'autres, du caractère fascisant de la démocratie espagnole, que l'on peut appeler totalitarisme démocratique comme forme du capitalisme en crise, dans le réquisitoire de quatre à dix ans de prison contre quatre jeunes Navarrais du mouvement d'opposition au train à grande vitesse pour avoir lancé quatre tartes à la crème à la tête de la présidente de la communauté autonome de Navarre.



ce processus n'a fait que s'intensifier au cours de cette dernière décennie ; il a, peu à peu, détérioré les droits des travailleurs et leurs conditions de travail. D'autre part, on sait qu'il y a des négociations sous la table, qui n'apparaissent pas publiquement dans les discussions et qui concernent directement et exclusivement les intérêts des syndicats, c'est-à-dire de ceux qui remplissent ostensiblement des charges représentatives rémunérées. Par exemple, entre autres, la réforme leur porte un rude coup en limitant la compétence légale des conventions collectives, accordant ainsi un plus grand pouvoir de décision à l'entrepreneur.

En ce sens la réforme du travail, qui s'en prend incontestablement aux intérêts des travailleurs, n'est qu'un simple prétexte dans le jeu des intérêts des appareils syndicaux qui se trouvent dans une situation inextricable : d'un côté, ils leur faut impérativement répondre aux incessantes agressions du gouvernement et du patronat s'ils ne veulent pas voir faiblir toujours plus leur influence au sein de la population salariée ; de l'autre, ils craignent de faire la preuve de leur incapacité croissante à contrôler les mobilisations et d'en arriver à vider de tout sens effectif le modèle de grève générale syndicale (en fait, une simple journée de contestation) déjà largement discrédité. La succession de grèves générales sans résultats notables quant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés est en train de banaliser la grève en tant qu'instrument de défense des intérêts de classe.

Au fond, les syndicats dits majoritaires se sont vu forcer la main par l'agitation de ces derniers mois entretenue par les syndicats minoritaires, qui dans certaines communautés autonomes* et secteurs d'activité possèdent une influence considérable, ainsi que par la pression d'un mal-être social diffus et de l'intransigeance d'un gouvernement ouvertement réactionnaire qui considère que, finalement, les services des syndicats ne sont pas nécessaires dans un marché du travail déréglementé avec une population laborieuse passive et fortement fragmentée. Peu de jours après la

* En Espagne, communautés autonomes est le nom que l'on donne aux régions du fait qu'elles possèdent certaines prérogatives qui les rendent autonomes de l'Etat dans l'éducation, etc.

grève, le budget général de l'Etat ayant été présenté devant le Parlement, le gouvernement réduisait les subventions aux syndicats (quelques-uns d'entre eux furent alors contraints de recourir à un Plan de régulation de l'emploi*) et réitérait sa volonté de limiter la participation des syndicats dans les institutions étatiques, ce qui revient à les priver de l'accès aux ressources financières et aux centres de décision qui leur confèrent leur influence.

La réforme du travail, dans ses lignes générales, a pour objet d'améliorer les conditions d'exploitation de la force de travail de façon à faciliter une hausse de la part des bénéfices de l'employeur (réduction des indemnités, diminution réelle des salaires, réductions du taux des cotisations patronales à la Sécurité sociale, etc.) et à introduire pratiquement la liberté de licencier (par exemple, l'absence d'un travailleur à son poste, bien que justifiée par une maladie constatée par un certificat médical, peut être une cause de renvoi) ; elle doit dans le même temps servir à dissimuler le chômage sous prétexte de répartir les postes de travail disponibles. De fait, les facilités de licenciement et de flexibilisation contractuelle laissent prévoir une mobilité relative sur le marché du travail qui entraînera l'illusion d'une diminution du chômage (plus de 5,4 millions de personnes officiellement), du simple fait que les contrats à temps partiels se multiplieront.

Cependant, en réalité ni la réforme du travail ni les coupes dans les droits et prestations sociales, en dépit de leurs conséquences négatives sur les conditions de vie, ne suffiront à relancer l'économie, c'est-à-dire à rétablir l'activité économique dans des conditions favorables à l'accumulation du capital. La nécessité de maintenir un minimum d'activité économique et d'assistance sociale qui n'aggrave pas la dégradation des conditions de vie, tout comme de faire face au paiement de la dette souveraine, qui avoisine actuellement 70 % du PIB, font que se maintiendra la tendance à la hausse de la dette ainsi qu'à l'émission d'un nouvel endettement à intérêts élevés. De plus, les efforts pour limiter le déficit public se heurtent à l'acquis d'un certain niveau de stabilité sociale obtenu, lors de ces dernières décennies, au moyen de politiques de paix sociale subventionnée.

Par ailleurs, les investissements se contractent. Les tentatives d'attirer les investisseurs étrangers ne semblent pas non plus connaître le succès dans un pays dont la consommation tend à ne cesser de se réduire, un pays périphérique par rapport au marché européen et dont les coûts du travail restent désavantageux comparativement à l'Est de l'Europe ou au Nord de l'Afrique malgré la réforme en cours. Les investissements dans le secteur tertiaire vont aux services faiblement qualifiés et de second ordre pour ce qui est du développement technologique et stratégique capitaliste (2), l'économie espagnole étant

* Expediente de regulación de empleo (ERE) en espagnol. Il s'agit pour l'employeur de demander une autorisation administrative, à l'Etat ou au gouvernement d'une région, pour licencier des travailleurs. Cette procédure donne, théoriquement, à l'administration un droit de regard sur les conditions du licenciement et le devoir de soutenir financièrement les travailleurs licenciés ; en fait, les ERE se révèlent n'être qu'une procédure purement formelle de licenciement sans garanties de la part de l'employeur ni de l'administration.

(2) Le rôle de bradeurs joué actuellement par les gouvernements de Madrid et de Catalogne, qui se disputent l'installation d'Eurovegas (une réplique de Las Vegas, zone franche où les lois nationales du travail et des impôts ne s'appliquent pas), montre parfaitement quel est

fondée sur le tourisme de masse (premier secteur d'activité du pays), les perspectives de développement d'autres activités productives ou de service étant réduites sauf rares exceptions : produits d'exportation ou fabrication de machines d'application spécifique, tissus spéciaux, etc. qui, en aucune manière, ne peuvent passer pour une alternative réaliste à la création d'emplois, puisque les entreprises qui résistent le mieux à la crise sont précisément celles à capital intensif.

PAR CONSÉQUENT, EN DÉPIT DES RÉFORMES, la crédibilité du pays – et des mesures adoptées par le gouvernement espagnol – poursuit sa chute sur les soi-disant « marchés » internationaux : les intérêts de la dette publique espagnole ont explosé à la hausse, et de la Banque centrale européenne jusqu'aux *Wall Street Journal*, *Financial Times* et *The Economist*, tous ont exprimé publiquement leur scepticisme à propos de la gestion gouvernementale lors de la présentation du budget de l'Etat dans les premiers jours du mois d'avril. Cette défiance dans la capacité de récupération de l'économie espagnole est aussi largement répandue au sein d'une partie de la bourgeoisie espagnole et de ses représentants politiques malgré les discours rassurants pour la galerie.

La réforme a entraîné une augmentation du chômage puisque les entrepreneurs profitent de la nouvelle situation pour liquider des usines et substituer de nouveaux contrats de travail aux anciens. Le gouvernement lui-même annonçait que, « dans un premier temps », le chômage augmenterait et que cette année serait économiquement mauvaise, etc. Et il ne peut en être autrement puisqu'il y a des secteurs d'activité qui vont encore intensifier leur restructuration tel le secteur bancaire où 30 000 agences sont en surnombre et dont l'élimination suppose le renvoi de 41 000 employés selon un rapport de l'Instituto de Estudios Bursátiles (Institut des études boursières).

Les mesures gouvernementales annoncées au début avril avec l'idée de réaliser des gains de 10 milliards d'euros dans la santé et l'éducation, et de s'attirer ainsi la confiance des « marchés », en plus de l'amélioration de la productivité avec la réforme du travail, démontrent bien la dérive du pays. En outre, alors que le discours officiel annonce la nécessité d'un changement de modèle productif, orienté vers la production de l'« intelligence », le budget de l'Etat réduit substantiellement les sommes affectées à la recherche, au développement et à l'innovation. C'est beaucoup plus que de la simple extravagance ; c'est le reflet fidèle d'une classe dominante qui, consciente de se retrouver dans une impasse, étend son activité prédatrice (augmentation des salaires et plans de retraite des hauts dirigeants d'entreprise et de leurs homologues dans l'administration par des subterfuges consistant à augmenter leurs émoluments [3]) et cherche de plus en plus

le modèle économique qu'ils nous proposent. Au nom de la création d'emplois, de cette sorte d'emplois, tout est possible, jusqu'à la mise en scène d'un remake pathétique du « Bienvenue Mr. Marshall ». (Allusion au général américain George Catlett Marshall [1880-1959] qui a donné son nom au plan d'aide aux pays d'Europe de l'Ouest mis en place après la deuxième guerre mondiale, au début de la guerre froide [NdT.])

(3) Un élément parmi beaucoup d'autres en ce sens : le Sepla (syndicat des pilotes d'Iberia), en grève pendant la première semaine d'avril contre le projet de la compagnie aérienne de créer une succursale à bas coûts, a révélé que les onze membres de la plus haute spère dirigeante de l'entreprise se répartissaient 15,5 millions d'euros par an.

à préserver son patrimoine dans un contexte social de *sauve-qui-peut**. Enfin, la proposition gouvernementale d'une amnistie fiscale pour l'argent dissimulé, évalué à quelque 25 milliards d'euros, en échange d'une contribution de 10 %, largement en dessous du taux légal de l'impôt, est doublement significative : elle rappelle la quête désespérée de liquidités et d'investissements de la part du gouvernement, une grande partie de cet argent se trouvant dans les paradis fiscaux, et la protection que l'Etat octroie à la délinquance économique et aux grandes et moyennes fortunes.

Corsino Vela,
13 avril 2012
(traduit de l'espagnol).

* En français dans le texte.

Cet article paraît simultanément en anglais dans la revue en ligne http://insurgentnotes.com/category/labor/

DANS LES PUBLICATIONS / EUROPE

La crise

◆ « La dette souveraine et la crise de l'Eurozone » en anglais (traduit de l'allemand) écrit en novembre 2011 peut être lu en quatre morceaux sous.
http://junge-linke.org/en/sovereign-debt-and-crisis-eurozone-part-1-4
http://junge-linke.org/en/sovereign-debt-and-crisis-eurozone-part-2-4
http://junge-linke.org/en/sovereign-debt-and-crisis-eurozone-part-3-4
http://junge-linke.org/en/sovereign-debt-and-crisis-eurozone-part-4-4
ou en un seul en pdf sur:
http://junge-linke.org/sites/default/files/sovereign-debt.pdf

◆ *RISC* : propositions pour une *Revue internationale sur la crise ;* appel et textes sur le site : www.tantquil.net/2012/04/28/risc-revue-internationale
risc.idf@gmail.com

◆ « Protectionnisme : un peu c'est la misère, beaucoup c'est la guerre », dans *Alternative libertaire* n° 217 (mai 2012).

Espagne : le 15M, vers un autre monde ?

◆ Pourquoi « le chômage de masse de la jeunesse ne débouche-t-il pas sur une révolte sociale de grande ampleur » en Espagne, où les jeunes sont les premières victimes de tous les problèmes que rencontre la population espagnole dans son ensemble ? Telle est la question que la revue espagnole *Etcétera* pose dans un article, « L'état du mal-être en Espagne », paru dans son n° 49 (mars 2012), à laquelle elle apporte quelques réponses : découragement, solidarité familiale compensant le désengagement de l'Etat, émigration...

◆ Le mouvement dit du 15M qui, à partir du mois de mai 2011, s'était emparé de plusieurs places dans différentes villes espagnoles, a déserté l'espace public pour se replier dans les quartiers où les habitants se battent au quotidien contre la spéculation et les expulsions immobilières, contre la vie chère et pour un partage convivial de l'espace urbain Qu'en est-il de ce mouvement du 15M et en quoi se différencie-t-il des mouvements militants des années 1960 et 1970 ? C'est le sujet d'un article, « A propos du cheminement indigné. Une lecture », dans le n° 49 (mars 2012) de la revue es-

pagnole *Etcétera :* les participants au mouvement du 15M se méfient des grandes envolées théoriques qui ne font souvent qu'occulter la pauvreté, sinon l'absence, de pratique concrète et qui ôtent la parole à la majorité pour la confier à une élite ; en occupant l'espace public et en discutant ouvertement de leurs affaires, ils s'attaquent directement aux prérogatives que l'Etat s'accorde sur le dos de chacun, et en ce sens on assiste à un retour du politique en opposition à la domination de l'économie ; enfin, les assemblées ont montré l'importance que revêtait la question de l'usage ou non de la violence, non seulement face à la répression policière mais aussi dans la vie quotidienne en général en en débattant avec passion, car la désobéissance et la non-violence sont cette façon de se défendre qui refuse de jouer sur le terrain de l'Etat et de ses armées. Comparer ce mouvement du 15M avec celui qui s'est déroulé dans les années 1960 et 1970 en Espagne n'a pas d'objectif « rhétorique ni nostalgique » ; ce faisant, le groupe Etcétera cherche plutôt à comprendre en quoi « la grande différence entre *[ces]* deux *[mouvements]* montre comment une société se transforme et comment se forge ce qu'on attend d'elle dans un court espace de temps ». Comment aussi le mouvement du 15M renoue avec les expériences anticapitalistes du mouvement ouvrier passé alors que ses membres ne sont plus seulement issus de la classe ouvrière, et dépasse ces expériences dans ses questionnements, sur la technique et le travail par exemple qui n'offrent plus comme auparavant d'espoir d'ascencion sociale ; certaines fractions du mouvement se bercent aussi d'illusions sur des réformes potentielles du capital. Finalement pour les participants au 15M, « Il ne s'agit pas de construire un Eden, un monde parfait, mais un monde habitable pour tous sachant que ce ne sont pas les personnes que nous pouvons changer mais les relations entre elles, qui sont ce qui fonde une société ».

◆ Cet article d'*Etcétera* est traduit en français sous le titre « A propos du caminar indignado » dans le n° 220 (mai 2012) de *Courant alternatif,* qui l'a aussi mis en ligne : http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1177

15M

◆ « Le mouvement du 15-M en Espagne, une vague de mobilisation pour révolutionner nos pratiques d'organisation. », dans le n° 33 (mars 2012) d'*Offensive :* un article (traduit de l'espagnol) qui estime « qu'au-delà des pratiques volontaristes (...) pour renouveler et réinventer les pratiques militantes, c'est bien à un phénomène diffus de radicalisation d'une société dans son ensemble que nous assistons. »

Espagne : La CNT et la réforme du travail

◆ « Pour créer des emplois : rendre le licenciement moins cher et plus facile ; pour combattre le chômage : "redimensionner le secteur public" et licencier des milliers de travailleurs ; pour stimuler la qualité de l'emploi : revenir au modèle des relations du travail au XIX• siècle », telle se présente la réforme du travail mise en place début février

par le gouvernement de Mariano Rajoy selon la couverture du n° 387 (mars 2012) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ Compte rendu de la journée de grève du 29 mars 2012 en Espagne dans les p. 2 à 5 du n° 388 (avril 2012) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : « 29 mars, le chemin à suivre ».

Italie. Blocage fourchu en Sicile

◆ « C'était plus qu'une grève : un blocage de l'économie », écrit *Courant alternatif* n° 218 (mars 2012), à propos de rassemblements qui, du 16 au 20 janvier, ont réclamé la baisse du prix de l'essence, des péages d'autoroutes et de diverses taxes, et ont para-

Sans-papiers en Europe : indignités et non-droits

◆ En Espagne comme partout la politique anti-immigrés se durcit et les camps de rétention sont à la limite de la légalité formelle dont les pays européens vantent l'humanisme. La Confédération nationale du travail espagnole rend compte dans le n° 386 (février 2012) de *CNT*, son organe mensuel, des actions qu'elle mène avec d'autres organisations contre les CIE (Centros de internamiento de extranjeros) dans deux articles : « Un enfer nommé CIE » et « La prison fantôme ». Les centres de rétention se font discrets architecturalement au point que parfois les voisins ne savent même pas de quoi il s'agit ; pourtant, Zona Franca à Barcelone ou Aluche à Madrid par exemple, rassemblent les immigrés en attente d'expulsion dans des conditions indignes selon le syndicat anarcho-syndicaliste qui cite dans le deuxième article un extrait d'un rapport de l'ONG *Pueblos Unidos en Madrid 2009.*

◆ Dans le n° 7 (lundi 6 février 2012), spécial 20e *[arrondissement de Paris]*, de *La Voix des sans-papiers. Bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes* : « Paris-Couronnes : l'Etat de non-droit » raconte le quotidien des biffins à la sauvette du Bas-Belleville ,appuyé par le témoignage sur les violences policières de l'éditorialiste (« Délit de témoignage ») ; « Les Roms de "La Baraka". Volontaire l'incendie ayant entraîné mort d'homme » revient sur l'incendie d'un bâtiment squatté par des Roms au niveau du 163 rue des Pyrénées à Paris, le 24 octobre 2011 ; enfin, un supplément de deux pages tire le bilan du forum organisé en novembre 2011 à Sitakily (Mali) par l'Association des ressortissants de Kéniéba en France à propos de l'exploitation de cette région aurifère du Mali. Un bulletin qui ne donne aucune adresse postale mais deux adresses électroniques : voix.sans.papiers@gmail.com ou http://lavoixdessanspapiers.eu.org/

◆ La *Lettre n°43, supplément n°1 de Sud Education Aquitaine* consacré à l'immigration sous tous ses aspects (191 Cours de la Somme , 33800 Bordeaux).

lysé toutes les voies de communication de l'île. Puis, du 21 au 26, le mouvement s'est étendu à l'ensemble de l'Italie. Ce « Mouvement des fourches », venant après les mesures prises par le gouvernement Monti (augmentation des taxes foncières, ce qui en Italie ne frappe pas les riches puisque 80 % des Italiens sont propriétaires ; augmentation de la TVA ; augmentation du nombre des années de cotisation nécessaires pour partir en retraite). Ce «Mouvement des fourches» a été peu traité par les médias, qui ont dénoncé son appui par le parti d'extrême droite Forza Nuova et son infiltration par la mafia Cosa nostra. Ce qui, sans être tout à fait faux, ne peut, selon *Courant alternatif,* que conduire à des erreurs d'interprétation : la crise aurait fait sauter les verrous du clientélisme, des privilèges et du chantage sur lesquels repose le système mafieux. Le conflit aurait « réveillé des énergies populaires jusque-là étouffées », et il serait possible, selon une citation du journal *Sicilia libertaria,* d'aller « dans le sens d'une gestion publique de base directe et populaire des ressources,

Dessin paru dans « Courant alternatif » n° 218 (mars 2012).

des services et du secteur du travail. » Malgré tout *Courant alternatif* ne se départit pas d'une salutaire méfiance, en rappelant que « le vrai fascisme a toujours revêtu à un moment ou à un autre les habits de la lutte sociale ».

Chantage chez Fiat

◆ Les mesures évoquées prises par le gouvermnement Monti n'ont entraîné d'autre mobilisation, auparavant, qu'une grève d'une journée (le 19 décembre). Au contraire, une véritable rupture est intervenue chez Fiat en janvier, lorsque les ouvriers de Mirafiori ont approuvé un plan de de durcisement de leurs conditions de travail. « Le chantage patronal », écrit *Courant alternatif* n° 218 (mars 2012) consistait à échanger le renoncement à la délocalisation contre un travail accru, le site tournant 24 heures sur 24 six jours par semaine, avec des temps de pause réduits et des heures supplémentaires plus nombreuses.

« Pour un mouvement social européen »

◆ « Il n'y a pas de possibilité de changement radical, de renversement de tendance, de révolution so-

ciale, ou quelque autre nom qu'on veuille bien lui donner, à l'intérieur des frontières hexagonales. Ce que nous, interr ationalistes, reprochons à l'Union européenne (UE) ce n'est pas d'être une structure supranationale, au contraire, mais d'être non démocratique (tout comme la V[e] République), et d'être dirigée par les principaux Etats membres, donc en fait par la classe capitaliste (...) » argue la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n° 20 (mars 2012) dans un article intitulé « Pour un mouvement social européen, contre tous les nationalismes ! »

Il est toujours bon de se heurter au nationalisme du pays où l'on est né, mais il ne faut pas pour autant négliger les autres nationalismes.

L'hexagonal sera sans doute remplacé un jour par un nationalisme européen ou régional que les mesures actuelles mises en place par la Commission européenne préfigurent : soutien aux régionalismes contre les Etats, avec les aides européennes par exemple, et fermeture des frontières de l'Europe, avec Frontex. Alors que finalement, l'intérêt bien compris « de la classe capitaliste » est aujourd'hui, au contraire, de supprimer toutes les frontières afin d'assurer la libre circulation des marchandises. Et le travailleur qui vend sa force de travail n'est-il pas, lui aussi, une marchandise ? Questions que la revue *Critique sociale* n'envisage pas dans cet article.

D'un port à l'autre, en France, en Angleterre, en Italie...

◆ Dans l'ancienne « banlieue rouge », d'Ivry, au sud de Paris, les années 1980 et suivantes ont vu les installations industrielles tomber en déshérence, les logements se vider ou devenir insalubres, la vie se fragiliser... Jusqu'à ce que, dans les années 2000, la mairie, toujours « communiste », promeuve la « requalification urbaine » : « 83 % de demandeurs de logements peuvent aller se rhabiller, écrit le journal *Article 11* dans son n° 8 (février-mars 2012), tandis que les immeubles nouveaux accueillent des cadres, des professions intermédiaires... un phénomène bien connu mais que la mairie d'Ivry a décidé d'organiser dans un projet de ZAC baptisé Confluences, qui se développe juqu'à aujourd'hui, dans le cadre du « Grand Paris », avec ses fausses informations, ses démolitions, ses expulsions, ses fermetures de commerces...

◆ A Liverpool, en Angleterre,

A propos de Fiat... retour sur 1969 et 1970

Parmi les textes mis en ligne sur http://ablogm.com/cats

◆ *S'organiser à la Fiat, 1969* : un récit vécu sur les formes d'organisation et de lutte novatrices qui ont émergé à l'immense usine Fiat Mirafiori de Turin en 1968-1969, deux années qui marquèrent le début d'une vague d'agitation révolutionnaire qui allait secouer le pays pendant dix ans.

◆ *Révolution Culturelle en Italie, Lotta Continua 1970* : un article du journal de l'organisation Lotta Continua sur les changements de mentalité dans la classe ouvrière italienne, sur l'émergence en son sein de nouvelles représentations d'elle-même, le tout débouchant sur de nouvelles pratiques radicales, assembléistes et incontrôlables.

c'est un musée et des galeries d'art qui se sont installés dans les anciens docks. *Article 11*, dans ce même n° 8, décrit cette modernité et revient sur la grève des dockers, l'un des plus longs conflits de l'histoire britannique, de septembre 1995 à 1998, révolte « non reconnue par les syndicats, peu médiatisée, et qui [dépassait] de loin les formes classiques de luttes des travailleurs ».

◆ *Article 11* poursuit ces « chroniques portuaires » dans son n° 9 (avril-mai 2012), à Castellamare di Stabia, près de Naples, où quelques centaines d'ouvriers, majoritairement au chômage technique, vivent la lente agonie de la construction navale italienne.

Indignés. Le bilan, déjà ?

◆ Des altermondialistes aux Indignés, bilan provisoire », n° 38-39 (avril 2012) de *Ni patrie, ni frontières* : recueil critique de textes de divers horizons

Une cité en Lorraine

◆ Dans *Article 11* n° 9 (avril-mai 2012) , « Behren, cité minière sur le carreau : un village de 534 habitants en 1954, devenue une cité minière de 10 488 habitants en 1962. « L'histoire bégaie, écrit *Article 11* : du début des années 1980 aux années 2000, les mines de Moselle-est, gérées par les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) ont à leur tour lentement tiré le rideau. Le charbon extrait ici coûtait trop cher. » Ville habitée par une immigration principalement italienne et algérienne dans les années 1960 et 1970, marocaine après 1980. Aujourd'hui, nombre d'habitants font face au chômage, et sont poussés à partir par les « projets de rénovation urbaine » financés par l'Etat... mais s'accrochent.

De Boulogne-sur-mer

◆ *La Mouette enragée* n° 30 (printemps 2012) journal édité par le Groupe communiste anarchiste de Boulogne-sur-Mer contient de précieuses informations sur l'activité économique locale, son évolution et les luttes de cette région. BP 403, 62207 Boulogne-sur-Mer cedex
Courriel : lamouette.enragee@wanadoo.fr
http://lamouetteenragee.overblog.com/

Paysans stigmatisés en France

◆ Les agriculteurs sont stigmatisés comme étant de gros pollueurs ; certes, ils répandent des produits très toxiques qui peuvent se retrouver dans la chaîne alimentaire ; mais ils ne sont pas les plus gros pollueurs ; de plus, depuis les années 1950 , ils ont perdu toute autonomie depuis qu'ils ont pour mission de produire massivement à un rythme industriel: ainsi, les normes de rentabilité et de production leur sont dictées par l' Etat, le syndicat FNSEA, le Crédit agricole et les grandes entreprises agro-alimentaire ; Discussion sur le site http://www.wikistrike.com/article-la-mort-est-dans-le-predocumentaire-sur-les-agriculteurs-victimes-des-pesticides-103401522.html

Contre la privatisation des semences

◆ Sous le titre « Main basse sur le patrimoine de l'humanité », *Alternative liber-*

taire n° 214 (février 2012) proteste contre la loi relative aux « certificats d'obtention végétale », voté en novembre 2011, et qui satisfait les appétits des semenciers industriels (Bayer, Limagrain, Monsanto, Vilmorin, Pioneer, Syngenta) en interdisant aux paysans de resemer et d'échanger leurs propres semences. La FNSEA soutient ses partenaires industriels ; la Confédération paysanne n'a guère de forces pour mobiliser : l'aticle évoque le réseau Semences paysannes qui exige l'abrogation de la loi : www.semonslabiodiversite.com

La privatisation des semences, un phénomène qui ne concerne que le tiers-monde ? Plus seulement... Dessin paru dans http://panier-de-crabes.over-blog.com/article-30449843.html

Un mouvement de chômeurs

◆ *Offensive* n° 33 (mars 2012) et *Courant alternatif* n° 217 (février 2012) évoquent tous deux un mouvement « Occupy Pôle Emploi » qui se serait révélé en début d'année (aucune précision de dates) : « Le jour J » (*Courant alternatif*), « au total, une petite trentaine d'opérations dans tout l'Hexagone : de simples diffusions de tracts à des fermetures obligées d'agences » (*Offensive*). *Courant alternatif,* qui rappelle la « grève des chômeurs » de 2010 et que la « figure de référence » du mouvement des chômeurs reste... 1998, signale que depuis trois ou quatre ans des collectifs de chômeurs se sont formés à Marseille, à Montreuil, à Rennes, à Nancy.

Mayotte, département français

◆ « Mayotte ou le vrai visage de la république coloniale », dans *Offensive* n° 33 (mars 2012). En 1975, Mayotte restait département français, intérêt stratégique oblige, alors que les trois autres îles des Comores devenaient indépendantes. L'article met l'accent sur les problèmes de migration : 50 % des habitants de Mayotte sont Comoriens, et la majorité de ceux-ci sont clandestins. Le préfet de Mayotte est soumis à une politique du chiffre en matière d'expulsions comme ses confrères métropolitains. De nombreux candidats à l'immigration à Mayotte périssent en mer.

Répression

◆ Du 14 au 22 mai 2012, six camarades sont passés en procès à Paris sous l'accusation d'association de malfaiteurs à finalité terroriste. Les faits concernent la tentative d'incendie d'un véhicule de flics en 2007 pendant la dernière mascarade présidentielle, et un sabotage de la circulation des trains lors du mouvement anti-CPE en 2006.
La brochure *Mauvaises Intentions* 3 est un recueil de textes revenant sur cette affaire mais aussi sur les questions de répression et d'anti-répression, les techniques de police, l'ADN comme preuve,etc.
Elle est disponible sur : http://www.infokiosques.net/spip.php?article945

AU VIETNAM
DU JOUG COLONIALISTE À L'ESCLAVAGE SALARIÉ DU CAPITAL MONDIAL

NOUS N'ÉVOQUERONS dans ce texte que les luttes qui se sont déroulées depuis la première grande vague de grèves en 2006. Il ne nous semble pas nécessaire d'évoquer le passé plus lointain très troublé de ce pays, passé qui remonte bien au-delà des guerres coloniales récentes, de la colonisation française elle-même, dans la mainmise conflictuelle de puissants voisins dont la Chine, bien que ce passé ait influencé et influence encore les conflits politiques et sociaux récents (1).

Que signifiait « l'indépendance » conquise par les armes en 1975 : l'échec du capitalisme d'Etat, idéologie pure et dure

Le développement économique présent du Vietnam, passée la période de reconstruction à la fin de l'occupation américaine, peut être mis en parallèle avec celui de la Chine souvent pris comme modèle, toute relativité gardée. L'occupation de Saigon par le Viêt-minh en avril 1975 mettait fin à une longue période de guerre mais le pays était totalement ruiné et exsangue, avec un niveau de destructions inégalé touchant autant les biens matériels que la nature et les humains dans des effets à court et long termes (2). Il a fallu près de trente ans pour que l'économie puisse surmonter ce handicap économique aggravé par la chute du système soviétique et par l'autarcie d'un strict capitalisme d'Etat dominé par une bureaucratie pléthorique, totalitaire, corrompue et souvent incompétente.

Le problème qui se pose en 1975, alors que le Viêt-minh (union du Parti communiste et de quelques formations politiques nationalistes) victorieux contrôle la totalité du pays, est celui de la survie d'un Etat et

(1) L'approche la plus éclairante sur les luttes au Vietnam hier et aujourd'hui notamment dans la paysannerie vietnamienne, on la trouve dans les différents ouvrages et articles de Ngo Van : *Vietnam 1939-1945 , révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (Nautilus), articles d'*ICO* parus entre 1967 et 1972, et *Le joueur de flûte et l'oncle Ho, Vietnam 1945-2005* (Paris-Méditerranée).

(2) Les Américains avaient largué de 1965 à1975 sur ce territoire restreint servant de champ d'expérimen-

de son système politique, dans un monde capitaliste industrialisé d'un pays essentiellement agricole (en 2003, 68 % de la population vivra encore de l'agriculture) qui même avec les richesses du sous-sol et du sol ne peut se passer d'échanges avec ce monde capitaliste et doit subir ses lois.

Pour comprendre les termes de cette réorganisation économique nécessaire, on doit souligner que ces paysans largement majoritaires, base sociale du régime politique conquis par les armes, avaient puissamment contribué aux succès du Viêt-minh mais avaient tout autant subi le plus lourdement (et en subissaient encore les conséquences) le poids de la guerre (depuis les exactions militaires jusqu'au déversement des défoliants). Leur engagement et leurs souffrances étaient à la mesure de leurs espoirs dans un monde nouveau : ce monde nouveau, pour des paysans était dans la récupération de la terre et la possibilité de l'exploiter comme bon leur semblait, pour se nourrir et éventuellement avoir une vie meilleure et accroître leur activité.

Le Parti communiste vietnamien (PCV) avait, à cette époque une vision quelque peu théorique et précise sur la manière d'organiser l'exploitation de la terre avec l'espoir d'une adhésion des paysans. Cette vision s'insérait dans une planification globale de l'économie dont la dimension bureaucratique était supposée apporter (imposer au besoin) aux paysans un savoir socialiste ou communiste, comme on voudra, qu'ils ne possédaient pas de par leur évolution antérieure dans un « monde capitaliste ». Une première étape, nécessaire pour entraîner le soutien paysan au fur et à mesure de l'avance du Viêt-minh, avait été la confiscation et la redistribution des terres sur une base égalitaire (ou supposée telle). Mais ce qui n'était en fait qu'une stratégie politique fut rapidement remplacée, dans le cadre de cette planification bureaucratique de l'économie, par la collectivisation dans l'exploitation de la terre qui restait de toute façon la propriété de l'Etat, une copie à petite dimension de ce qui avait été fait dans le passé en URSS et présentement en Chine.

Le but de cette collectivisation était d'amener l'agriculture non seulement à pourvoir aux besoins de toute la population mais aussi d'être un pion important dans les échanges internationaux nécessaires. Peu importe les détails de cette collectivisation imposée en 1978, mais le résultat en fut catastrophique en termes de production agricole au sens que deux années plus tard, en 1980, le Vietnam restait importateur des produits alimentaires de base. Cela tenait au fait que, comme partout où il y avait eu des collectivisation forcées, les paysans ne voyaient aucun intérêt à produire au-delà de leur propre consommation, mais aussi dans le fait que dans les structures de conseil et de contrôle, les dirigeants locaux expérimentés avaient été remplacés par des bureaucrates incom-

---

tation (tout comme le Laos tout proche) toutes sortes d'armes nouvel es :

– 7 millions de bombes, trois à quatre fois le tonnage déversé par tous les belligérants lors de la seconde guerre mondiale (près de 200 000 de ces engins n'ayant pas explosé sont encore un danger latent) ;

– 84 millions de litres de « l'agent orange » (défoliant contenant de la dioxine). Outre la pollution des sols, près de 5 millions d'habitants ont été contaminé à vie et dans leur descendance par ce défoliant mis au point par Monsanto.

Rien que la guerre américaine aurait exterminé un million de combattants viêt-minh et 5 millions de civils. Ces chiffres ne tiennent pas compte de toutes les séquelles de cette guerre chez les blessés, les victimes des bombes ou mines non explosées et celles de l'agent orange sur plusieurs générations.

pétents (et souvent corrompus), récompensés pour leur fidélité au parti et leurs activités militaires dans la « guerre de libération ».

Le « socialisme de marché » sous la dictature du PCV : l'ouverture au capital mondial ; la mutation de la classe dominante

Le PCV se devait de trouver une solution dans ce qui était un maillon important dans le programme global du développement économique nécessaire, qui impliquait le contrôle social d'une population paysanne excédentaire. A partir de 1981 et jusqu'à 1988, les collectivités furent démantelées ; la terre restait la propriété de l'Etat mais sa répartition, par le canal des coopératives locales fut attribuée aux paysans avec finalement un droit d'usage pendant 50 années, droit aussi transmissible ; également en 1986, une mesure plus globale autorisait la création d'entreprises privées notamment dans l'agriculture.

Ce revirement n'atténua pas pourtant la mainmise du PCV sur l'utilisation de la terre, l'orientation des productions agricoles par un mélange de privilèges locaux, de corruption, de subventions et de spéculations. De 1990 à 1999, les cultures industrielles ont augmenté de 64 % pour les productions annuelles, de 91 % pour les non annuelles (dont la production fruitière de 80 %) alors que celles destinées à la nourriture n'augmentait que de 30 %, de même que celle de l'élevage. Alors qu'on pouvait voir une extension des plantations (café, thé, etc.) au prix de conflits avec les paysans, notamment dans les zones montagneuses sujettes à un accaparement spéculatif (corruption à l'appui), dans les zones proches des villes, en 2002, la moyenne des exploitations agricoles est de 0,7 ha (0,3 ha dans le delta du Fleuve rouge au Tonkin) (3) et on décompterait 19% de la population des campagnes formée de « paysans sans terre ». Tout en essayant d'influer sur les pratiques agricoles et de les conditionner aux plans de développement industriel, le PCV cherche à ménager les populations rurales, ce qui rend très complexe le pro-

VIETNAM : QUELQUES DONNÉES de base géographiques, économiques et sociales, qui conditionnent toujours les orientations politiques, le plus souvent par-delà les systèmes politiques présentement en place.

L'unité politique relativement récente du Vietnam reflète mal ses vicissitudes historiques modelées pour une bonne part par son relief et les conditions de vie qui en découlent. Les **330 000 km²** (les trois cinquièmes de la France) sur lesquels vivent **90 millions d'habitants** (une fois et demie la population française avec une densité de population six fois supérieure à la moyenne mondiale)) qui sont inégalement répartis entre deux pôles, les deltas du Mékong pour la Cochinchine et du Fleuve rouge pour le Tonkin, séparés par les quelque 1 500 km d'une bande montagneuse côtière étroite où se développa un troisième pôle, l'Annam.

Les deux tiers du territoire sont ainsi formés de montagnes élevées et de hauts plateaux. Toute l'histoire du Vietnam, jusqu'à aujourd'hui tient dans ces disparités qui ont amené des compositions et décompositions avec les pays voisins.

(3) 0,7 ha correspond à 7 000 m² et 0,3 à 3 000m² (un grand jardin en fait). Une ferme céréalière moyenne en France couvre entre 500 et 1 000 ha.

blème foncier de base entre les réglementations et les réalités locales spéculatives ou coutumières. Fin 2010, une étude sur la réforme foncière au Vietnam relevait :

> « La situation des foyers ruraux est, d'une part, extrêmement inégale selon les régions et il est des cas où les modalités d'accès aux terres agricoles et forestières sont de nature à protéger effectivement les foyers ruraux, en particulier les plus fragiles d'entre eux (4). Des événements récents, la crise alimentaire mondiale en particulier, ont rappelé au Vietnam qu'il n'en avait pas fini avec l'agriculture et avec les paysans et ont remis la question du foncier rural sur le devant de la scène. En réponse à cette crise (et à une augmentation considérable du prix du riz), le gouvernement a décidé du gel de plus d'un million d'hectares de rizières et lancé une campagne (les « trois nông ») dont l'objectif est de revaloriser le milieu rural par rapport au milieu urbain (5). »

Malgré ces tergiversations, on peut dire qu'en gros, les paysans ont répondu aux réformes qui leur confiaient une plus grande maîtrise du foncier et une plus grande décision dans la manière d'exploiter la terre. En 2010, non seulement le Vietnam est autosuffisant mais il est devenu exportateur : cinquième producteur et second exportateur mondial de riz ; deuxième exportateur mondial de café ; cinquième exportateur mondial de thé – et en rang respectable pour d'autres produits : la noix de cajou, le caoutchouc, les produits de l'aquaculture.

Mais, bien qu'employant la plus grande partie de la population et restant un facteur essentiel, la part du secteur agricole a décliné à la mesure du développement industriel notamment : de 25 % du PIB en 2000, il n'en représentait plus que 20 % en 2010 alors que la part de l'industrie passait de 36 % à 40 % du PIB ; c'était pourtant tout relatif car ce PIB avait été multiplié par trois de 2002 à 2010.

Il est difficile, d'après ces chiffres globaux, de se faire une idée du niveau de vie de cette population paysanne toujours largement majoritaire. La faible superficie exploitée, les variations du climat et celles des prix, tant des intrants que des produits mis sur le marché, font que nombre de paysans, même avec terre, vivent souvent dans la pauvreté. On peut en trouver quelque indication d'après des éléments marginaux qui dénotent une situation de précarité et de pauvreté. Les quelque 19 % de paysans sans terre (au bas mot 10 millions de personnes) vivent vraisemblablement dans les mêmes conditions que les ouvriers agricoles d'Europe d'il y a près d'un siècle. Un détail permet de mieux comprendre : en avril 2008, alors que l'absorption de ces paysans pauvres par le développement industriel est déjà largement amorcé, le PCV s'inquiète du développement du vol de riz sur pied par des récoltes sauvages nocturnes. Il forge une législation qui fait de ces rapines un délit sévèrement puni et interdit

(4) La question de l'usage de la terre est au centre des révoltes paysannes qui sont plus fréquentes que celles qui franchissent la barrière médiatique tout au long de ces années de domination du PCV. Une révolte des paysans du delta du Mékong autour de l'usage de la terre en 1987-1988 se termine dans le sang. Il faut quatre mois en 1997 pour que cesse une agitation contre les exactions des cadres locaux du PCV à Thai Binh (Tonkin) et Dong Nai (Cochinchine). En février 2001, sur les hauts plateaux du centre, des manifestions (parfois à coloration ethnique) autour de l'usage de la terre et l'attribution de parcelles à entre 10 0000 et 300 000 migrants des régions nord et sud surpeuplées se terminent par des affrontements et de nombreuses arrestations.

(5) *La Réforme foncière au Vietnam*, Aménagement, Développement, Environnement, Santé et Société (ADES) (16 septembre 2010).

la circulation nocturne de tout engin destiné à la récolte rizicole. Parallèlement, les paysans doivent, armés, garder leurs champs nuit et jour.

A cette pression des paysans pauvres tout simplement pour survivre, s'ajoute la pression démographique (augmentation des naissances mais aussi de la longévité qui rejoint celle des pays industrialisés). Ce qui pourrait paraître un atout est en fait un risque de déstabilisation sociale dont le PCV est suffisamment conscient pour adopter une politique de restriction des naissances qui limite à deux le nombre d'enfants par couple (6). On trouve finalement tout un ensemble de facteurs qui, depuis la nécessité d'un développement économique jusqu'au maintien d'une paix sociale en passant par le niveau de pauvreté et une auto-suffisance alimentaire, à la fois contraint et permet au PCV d'entrer dans la voie du développement industriel avec l'entrée des capitaux étrangers et l'atout compétitif du faible coût de sa force de travail.

La politique du « Doi Moi » (du renouveau) est élaborée en 1986. Elle peut se définir brièvement : les réformes entreprises visent à intégrer le pays dans l'économie mondiale par l'introjection d'échanges et de rapports capitalistes dans la modification de l'appareil politique de l'État-parti. Il s'en suit des dynamiques de polarisation politico-économique, conduisant la sphère du pouvoir à s'approprier les bénéfices de l'ouverture par la mise en place de réseaux plus ou moins mafieux. Généralisée, la corruption transforme le parti de structure de domination en voie d'accès aux ressources et en espace de concentration des biens. L'idéologie évolue elle-même considérablement : l'enrichissement personnel est salué comme une contribution au développement national, les jeunes hommes d'affaires se voient gratifiés de « l'étoile rouge » et les nouveaux « milliardaires » (en dongs) sont édifiés en héros de la « rénovation ».

Formation et développement d'un prolétariat : la vente de la force de travail nationale sur le marché international garantie par la dictature du PCV

Cette réforme va pourtant mettre près de vingt ans à se mettre en place de manière à permettre au PCV de solliciter en 2007 son adhésion à l'OMC, c'est-à-dire de pouvoir s'ouvrir, sans trop de risques pour l'économie nationale, à une pénétration compétitive du commerce international. Ce n'est qu'en 1991 qu'est autorisée la création de Zones économiques spéciales (ZES) qui permettent aux capitaux étrangers (IDE) (7) de bénéficier non seulement d'équipements et d'avantages financiers et fiscaux mais aussi de conditions d'exploitation de la force de travail particulièrement intéressantes pour le capital investi. Ces ZES sont inégalement réparties et se concentreront dans les régions les plus peuplées du Tonkin au nord et de la Cochinchine au sud (8). Au départ, ces investis-

(6) On y constate également un déséquilibre commun à tout le sud-est asiatique : par diverses pratiques discriminatoires à la naissance, il naît au Vietnam 112 garçons pour 100 filles.

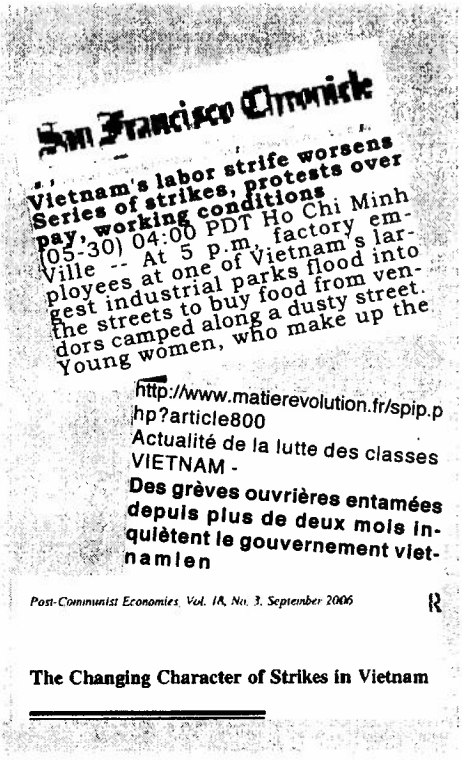
(7) IDE (investissements directs étrangers) désigne les investissements dans un pays défini venant d'un autre pays dans une activité économique sous une forme juridique ou une autre (création d'entreprise, joint-venture, achat d'entreprise existante) la production étant essentiellement destinée à l'exportation. Les trois-quarts des IDE viennent des Etats-Unis et de quelques pays d'Asie (Japon, Taiwan, Singapour).
(8) Si certaines ZES attirent effectivement les IDE, d'autres témoignent d'une mégalomanie bureaucratique certainement enrobée de corruption. C'est ainsi par

sements ne sont pas spécialement importants : comme le remarque un officiel : « Une mach ne à coudre, un pinceau pour étendre la colle sur une semelle et on crée un poste de travail. »

Au début des années 2000, la Chambre de commerce du Vietnam promeut sa force de travail sur le marché international dans ces termes : « Un des avantages sur l'Indonésie est que la force de travail vietnamienne n'est pas encline à engager des luttes. » Ce qu'un autre officiel confirmera en 2003 en précisant que « si le pays reste attractif pour les IDE il doit fournir une force de travail bon marché et docile ». C'est vrai que, sur le papier, la dictature du PCV pouvait garantir les conditions de travail rigoureuses, un syndicat officiel présent d'ail eurs dans seulement 10 % des entreprises, un prolétariat nouveau qui peut offrir toutes garanties de tranquillité, mais les bureaucrates, pourtant bien sûrs d'eux, ne peuvent ignorer qu'un prolétariat prend rapidement conscience des conditions d'exploitation et entame la lutte.

Ces mutations ont profondément modifié l'attitude de la population pour le régime. Les révoltes ouvrières, paysannes, de minorités contre les organes locaux du parti et les directions d'entreprise, affichant dans une ostentation insultante les fruits de leurs gains indus, mettent en évidence le caractère ressenti comme insupportable des situations de tous ceux qui se vivent comme maintenus contre leur gré dans la pauvreté.

Il y eut certainement des grèves ouvrières au fur et à mesure de cette pénétration du capital étranger et des migrations vers ces centres d'exploitation du travail, d'autant plus qu'il apparaîtra dans les conflits ultérieurs que l'arsenal législatif concernant le travail n'était guère respecté par les investisseurs et que le pouvoir non seulement fermait les yeux mais réprimait par la violence ceux qui en demandaient seulement l'application. Les investisseurs étrangers avaient un argument de poids pour faire entériner leurs conditions particulières d'exploitation : la menace d'aller ailleurs. D'après une étude de l'officiel Institute of Workers and Trade Unions seulement 60 % des IDE ont des conditions de travail compatibles avec la législation du travail vietnamienne.


San Francisco Chronicle

Vietnam's labor strife worsens Series of strikes, protests over pay, working conditions

(05-30) 04:00 PDT Ho Chi Minh Ville -- At 5 p.m. factory employees at one of Vietnam's largest industrial parks flood into the streets to buy food from vendors camped along a dusty street. Young women, who make up the

http://www.matierevolution.fr/spip.php?article800

Actualité de la lutte des classes VIETNAM -

Des grèves ouvrières entamées depuis plus de deux mois inquiètent le gouvernement vietnamien

Post-Communist Economies, Vol. 18, No. 3, September 2006

The Changing Character of Strikes in Vietnam

exemple que dans la région centrale des hauts plateaux de Binh Dinh, a été installée à grand frais la ZES de 70 000 ha Bo Y International qui n'a attiré en huit ans que quelques petites usines. Le choix des investisseurs étrangers se porte évidemment sur les zones peuplées où les infrastructures permettent aux exportations de se faire facilement et à moindre frais.

L'INFLATION AU VIETNAM DE 1999 A 2010											
1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
4	-0.6	-0.3	3.9	3.1	9.5	8.3	7.5	8.3	24.4	7	11.8

On peut penser que la mention médiatique de ces confli s en 2005 ne correspond pas seulement à leur dimension dans d'imposantes unités de travail et à leur extension géographique. Car la jeune génération née après 1986, ceux qui se feront exploiter à la fin de leur scolarité, n'ont plus les mêmes raisons de « respecter » le PCV, son œuvre de libération nationale et les privations acceptées par leurs parents pour la reconstruction patriotique d'un Etat ravagé par la guerre. Mais un facteur restera central dans la montée des conflits, facteur qui entraînera la contestation de l'ensemble des conditions de travail particulièrement dures : c'est l'inflation – qui va rendre la vie impossible en imposant des salaires déjà très bas.

Le tableau ci-dessus montre précisément que l'inflation progresse depuis 2002 mais qu'elle bondit en 2004 et les années suivantes (9). En janvier 2012, elle aurait atteint 18,6%.

La crise financière et la forte dévaluation des monnaies asiatiques en 1997 (de 40 % à plus de 50% par rapport au dollar américain) ont rendu plus vulnérables encore les d'industries clés de sous-traitance (textiles, habillement, chaussures, électronique, etc.) occupant beaucoup de main-d'œuvre. Les industries textiles par exemple emploient à elles seules 500 000 ouvriers (dont 70 % de femmes). Devenues de moins en moins compétitives, ces industries ont été obligées de réduire constamment le prix de sous-traitance sur bon nombre d'articles. De 4 dollars en 1993 par exemple, le coût de confection d'une veste a été ramené à 3 dollars actuellement. Malgré cela, les contrats de sous-traitance n'ont cessé de baisser, ainsi que le prix des matières premières exportées (pétrole, caoutchouc naturel, charbon...). Une situation de plus en plus difficile pour ces migrants passés de l'agriculture à l'usine, par force mais aussi avec l'espoir d'un avenir meilleur.

Quels sont les nouveaux prolétaires qui vont ainsi se révolter ? Comme dans d'autres pays d'Asie dont la Chine, ce sont plus des migrants, venant souvent du Nord vers le Sud (10) : 4,5 millions de 1994 à 1999, ils seront 6,7 millions de 2004 à 2009 ; les femmes en représentent environ la moitié mais elles sont beaucoup plus nombreuses dans les migrations temporaires. Dès l'an 2000, l'importance et le caractère de ces migrations sont donnés par le taux de turnover de 43 % dont se plaignent les patrons, notamment dans le fait que lors de la fête du Têt, seulement les deux tiers

(9) Cette inflation persistante peut avoir différentes sources (entrée de capitaux, exportation de produits agricoles raréfiant le marché intérieur, crédit aventureux des banques locales dans des opérations non rentables, poids disproportionné d'un appareil administratif et policier) qui peuvent se résumer par un excès de liquidités financières (très mal socialement réparties) pour une masse réduite de marchandises sur le marché.

(10) L'urbanisation, conséquence de ces migrations, se développe dans le sud Nam Bô (Cochinchine) ou la région de Da Nang sur la côte au centre. Par rapport aux exportations depuis les ZES, le centre et le sud sont plus intéressants car ils se trouvent sur l'itinéraire des porte-conteneurs .

de ces migrants reviennent à leur travail dans la même usine.

Développement et fluctuations de la lutte de classe : organisation et répression

Avant la grande vague de grèves de 2005-2006, quelques signes avant-coureurs avaient donné quelque idée sur les conditions d'exploitation des travailleurs vietnamiens. En juin 2005, 10 000 travailleurs d'une usine de Da Nang (une joint venture avec une firme de Hong-Kong) se mettent en grève sauvage (11) contre tout un ensemble résumé trop sobrement par « conditions de travail », ce que l'on retrouvera un peu partout avec quelques variantes :
– pas de contrat ;
– temps de travail minimum 12 heures par jour, qui peut être augmenté par des heures supplémentaires non payées ;
– deux sorties de WC par jour de travail, et surveillées ;
– une tasse d'eau par jour ;
– aucun avantage social, pas de congés maladie ou pour décès de proches ;
– « on est traité comme des animaux », dira une ouvrière, c'est-à-dire non seulement injuriés, humiliés, mais frappés à l'occasion ;
– licenciement à la première infraction.

La première vague de grèves a lieu entre le 28 décembre 2005 et le 8 janvier 2006. dans la ZES de Binh Duong (Cochinchine) 60 000 travailleurs de 50 usines y sont impliqués dont les trois quarts sont des jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans. La première usine à débrayer est une usine taïwanaise où les salaires sont les plus bas et les conditions de travail les pires. Cette usine emploie 1 000 travailleurs qui revendiquent une augmentation du salaire mensuel de base, qui est de 32 euros ; ils reprennent le travail avec 10 % d'augmentation mais, pour récupérer, la direction augmente les cadences : 1 200 pièces doivent être fournies avant 18 heures au lieu de 20 h-20 h 30 avant la grève. Après cette première grève sauvage, le mouvement s'étend dans les autres usines de la zone tout au cours de l'année 2006, pour les salaires et autres revendications sur les conditions de travail. L'impact est tel que le PCV augmente le salaire minimum de 40 % en février 2006 mais d'une manière différenciée : à 44 euros mensuels dans les deux plus grandes villes, Hanoï et Hô Chi Minh Ville (ex-Saïgon), à 40 dans les villes moyennes et à 36 dans tout le reste du pays (12).

Ces grèves (toujours sauvages) marquent le début d'une sorte de course-poursuite entre inflation et hausse de salaires dans des conflits qui vont se succéder jusqu'à aujourd'hui mais à un rythme inégal. On peut penser qu'après avoir cédé, comme dans l'exemple précité, les directions tentent de récupérer leur mise par d'autres moyens, notamment dans le temps ou la cadence du travail et que cela, avec la hausse constante de l'inflation, entraîne une autre vague de grèves. Rien qu'à Hanoï, en juin

(11) Pour être légales, les grèves doivent être approuvées par les autorités locales et les responsables du syndicat officiel avec un préavis de 20 jours. Le fait que les représentants du syndicat officiel soient payés par l'entreprise donne la mesure de cette approbation d'une grève encore moins d'un appel éventuel à la grève.

(12) Il est difficile de comparer les salaires dans les différents pays et même le niveau de vie. Le salaire des migrantes peut être le complément du revenu d'un paysan, lequel peut être aussi très variable selon l'étendue et la fertilité de la terre et le degré de surpopulation. Les vols de riz lors de la crise alimentaire de 2008 assez généralisés pour motiver une législation spéciale peuvent témoigner du bas niveau de vie, à la limite de la famine.

2006, chaque semaine entre 400 et 2 000 travailleurs sont en grève sauvage (75% de ces grèves se déroulent dans des entreprises étrangères). Les chiffres officiels en donnent au moins une mesure :

2006 : 330 sur six mois ;
2007 : 700 pour l'année ;
2008 : 762 ;
2009 : 218 ;
2010 : 424 ;
2011 : 857 sur onze mois.

La chute en 2009 peut s'expliquer par le contrecoup de la crise de 2008 qui a réduit l'activité des entreprises exportatrices avec comme conséquence la mise au chômage des migrants.

Une des premières questions que l'on peut se poser, si on peut deviner les raisons qui motivaient ces grèves (en gros, l'ensemble des conditions d'exploitation), c'est comment elles ont éclaté et comment elles se sont répandues. Sur ces points, on dispose de peu d'informations, en dehors de constatations officielles et/ou de récits ponctuels de grèves. D'abord, il ne fait aucun doute que ces grèves furent des grèves sauvages, c'est-à-dire illégales ; il est difficile de dire si des responsables de base du syndicat officiel ont pu participer au démarrage des grèves sauvages et/ou s'ils ont pu jouer un rôle de médiateur avec les directions. En 2008, alors que des grèves sauvages se déroulent dans différents secteurs, un officiel notera que les grèves sauvages « deviennent de plus en plus habituelles et que cela est dû au fait que le syndicat ne peut pas jouer son rôle de médiateur » ; ce syndicat ne serait représenté que dans 10 % des entreprises étrangères exportatrices et ne serait même là en aucune façon reconnu par les travailleurs comme leur représentant.

En mai 2009, lors d'une grève de 500 travailleurs d'une usine textile dans le sud, un officiel admit que la grève avait « été lancée indépendamment par un groupe informel de travailleurs »

Le dirigeant d'une de ces compagnies résumera comme suit la manière dont ces grèves se déroulent : « Les travailleurs restent sur place sur un mode organisé et désignent un représentant qui discute avec la direction. Nombre d'entre eux sont agressifs. Ils se battent avec les gardes et avec la police, lancent des projectiles et détruisent la propriété. » Ce que ne confirmera pas un officiel lors d'une grève de 800 travailleurs d'une usine de matériel électrique japonaise : « Ils n'ont pas détruit quoi que ce soit. Ils se sont juste rassemblés à l'entrée de l'usine pour protester pacifiquement. » Il est certain que l'on doit trouver toutes les variantes depuis les occupations pacifiques jusqu'aux affrontements violents. Quelques exemples récents : le 19 octobre 2011, dans la province de Binh Duong (sud de Hô Chi Minh Ville), 6 000 travailleurs d'une usine taiwanaise de chaussures occupent l'usine, se battent avec les agents de sécurité, bloquent les rue adjacentes à l'usine et détruisent les équipements. En janvier 2012, un ministre avoue que les grèves « impliquent des affrontements, des destructions et des morts ». C'est sans doute une allusion à ce qui s'est produit en juin 2011 lors d'une grève dans une usine de pièces détachées pour motos où un agent de sécurité fonce en voiture sur les piquet de grève tuant une ouvrière et en blessant six autres.

Il semblerait que, ici où là, se soient constitués des comités de grève ou de lutte et il est bien évident que le PCV cherche à éviter à tout prix que ces organismes deviennent permanents et bien plus grave pour ces dirigeants cherchent, par des canaux politiques d'oppositionnels ou autres

à se coordonner sur un plan régional ou national. Il y a d'une part, des formes de répression policière ou administrative directe lors des conflits localisés. Du 24 au 29 juin 2011, les 93 000 travailleurs de l'usine de chaussures (pour une bonne part pour Adidas) de Pou yen Vietnam Co à Hô Chi Minh Ville se mettent en grève pour une augmentation de salaire et le paiement d'une prime ; la grève s'étend aux usines voisines. Une intervention musclée met fin à la grève avec l'arrestation de 29 ouvriers et la condamnation de trois d'entre eux (prétendus leaders) à sept à neuf ans de détention (13). Il y a d'autre part des concessions pour tenter, à peu près au même moment, de calmer la pression de base (un reportage signale que « chaque jour dans le pays, il y a une grève ») ; le gouvernement augmente le salaire minimum de 12 % et une autre augmentation interviendra le 1er octobre suivant.

Une telle alternance de répression et de concessions n'est qu'un élément parmi d'autres de tout l'appareil de domination et de contrôle du PCV. Mais finalement, c'est la répression qui domine, allant de la force policière et militaire directe à la détention administrative, de la surveillance constante de la parole et des écrits de la population au contrôle de plus en plus strict de l'utilisation des moyens modernes que sont les téléphones mobiles et Internet. Ce qui rend particulièrement aléatoire les tentatives venant de l'extérieur de soutien des luttes par exemple de ce Comité pour protéger les travailleurs vietnamiens (CPVW) qui tente de militer, au Vietnam même (par des tracts et le soutien et le conseil aux « leaders » des grèves) mais aussi auprès des migrants vietnamiens dans le monde, pour l'établissement de syndicats indépendants (on peut avoir quelque suspicion sur le fait que, comme dans d'autres pays totalitaires comme la Chine par exemple il peuvent être des instruments de pénétration américaine surfant sur les luttes).

Les mutations économiques face à la crise mondiale et leur incidence sur les luttes

Si en 2011, le nombre de grèves a été au plus haut depuis des années (il y aurait eu 16 grèves chaque semaine) cette situation semblerait changer en 2012. On présente cette envolée des grèves en 2011 et les années antérieures dans le fait que l'essor de l'activité économique faisait que les grévistes ne craignaient nullement d'être licenciés, sûrs qu'ils étaient de retrouver un emploi. Il semble bien que la chute des conflits sociaux en 2009 correspondait aux contrecoups de la crise mondiale de 2008. Cette situation risque de se reproduire aujourd'hui.

Le PIB n'aurait progressé que de 4 % au cours du 1er trimestre 1012 et il n'y aurait pas eu de conflit majeur franchissant la barrière des médias. Pourtant l'inflation est toujours élevée, montant à 16 %, et le niveau de misère toujours aussi élevé (il y aurait près de 30 % de la population active sans emploi ou précaires). Le salaire moyen pour les travailleurs sans qualification serait de 100 euros mensuels ; s'il est difficile d'estimer ce que cela représente en niveau de vie, l'annonce qu'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrirait de malnutrition peut en donner une certaine mesure ; de même que le manque de main-d'œuvre dans certaines ZES pourrait signifier que

(13) Ce ne sont pas les seuls car ces arrestations ne sont guère médiatisées. De telles condamnations signifient l'envoi dans des camps de travail forcé souvent présentés comme des institutions de réhabilitation des drogués.

faible salaire et dures conditions de travail ne sont plus attractifs pour les migrants des campagnes.

L'ensemble du système économique évolue avec l'essor récent de nouveaux secteurs comme l'exploitation et exportation pétrolières ou l'implantation des nouvelles technologies (liées à l'informatique) (14). Le PCV doit pourtant tenir compte, pour maintenir sa domination sociale du fait que près des trois quarts de son économie repose sur l'activité des ZES et des nouveaux investissements directs étrangers. La crise internationale frappe durement tous les Etats qui vivent essentiellement de cette activité étroitement liée à celle des pays importateurs, en gros les Etats industrialisés, eux-mêmes touchés par la crise.

Sans doute les salaires de misère versés aux travailleurs vietnamiens restent plus de 30 % inférieurs à ceux de leurs équivalents hindous ou chinois, mais d'autres éléments interviennent dans les choix des investisseurs dans cette compétition acharnée autour des coûts de production, c'est-à-dire des conditions globales d'exploitation (15).

A Hô Chi Minh Ville, en juillet 2009, plus de 300 ouvriers d'une société taïwanaise, Hwata Vina, se sont mis en grève pour protester contre de trop dures conditions de travail.
http://libcom.org/news/vietnamese-workers-stage-walkout-over-management-bullying-05072009

Un des premiers éléments est la résistance du système aux revendications ouvrières pour ce qui concerne les coûts (pas de réformes structurelles de l'économie) et la paix sociale (renforcement de la répression).

Pour les réformes, le PCV va tenter d'agir sur tous les facteurs de production. Le secteur public qui produit encore 40 % du PIB devrait être réorganisé de même que le secteur bancaire ; mais il se heurtera certainement à la corruption généralisée dans ces secteurs où les prébendes sont partagées entre les milliardaires liés au régime et tout l'appareil du PCV.

Pour tenter de maîtriser l'inflation, non seulement les manipulations habituelles sur les taux d'intérêt s'accompagnent de l'ouverture du commerce de détail dans l'installation de supermarchés de chaînes étrangères dont les prix sont inférieurs au commerce de détail (rien qu'à Hô Chi Minh Ville se sont établis 200 supermarchés, le

(14) Un des problèmes du PCV rest la faculté d'absorption par le développement économique des 260 000 diplômés sortant chaque année des universités. Une possibilité est donnée par la concurrence dans l'attraction des IDE et leur déplacement vers l'utilisation des hautes technologies nécessitant une main-d'œuvre plus qualifiée.Ce secteur aurait grandi de 38 % de 2009 à 2010 avec le bénéfice de circonstances particulières telles qu'une délocalisation d'usines japonaises depuis la Thaïlande suite aux récentes inondations, le choix étant motivé par les coûts mais aussi par les campagnes d'hostilité en Chine contre le Japon (renforcées par des conflits relatifs à des zones d'exploitation pétrolières off shore). Ce développement vers les hautes technologies reste timide (32 000 travailleurs en 2011 contre 7 000 en 2009) mais est prometteur pour les IDE, les salaires dans ce secteur étant de moitié inférieurs à ceux de l'Inde et 60 % de ceux pratiqués en Chine.

(15) Bien difficile de faire des pronostics en présence d'analyses aussi contradictoires que celles que l'on trouvait récemment dans les médias : par exemple « Le Vietnam, eldorado des délocalisations » (*Le Figaro du* 28 février 2012) contre « Paradise lost : strikes and riots in the export zones in Vietnam » (*Lib.com* 2012).

double de 2005 qui absorbe déjà 35 % du commerce de détail) ; mais cela pose un autre problème : l'élimination du petit commerce grossira le nombre des chômeurs.

La concurrence acharnée autour des investissements étrangers, notamment ceux utilisant la main-d'œuvre la moins qualifiée et les requêtes des investisseurs, entraîne un glissement de ces activités vers la modernisation des équipements et le développement des hautes technologies. Tout cela suppose que le PCV ait la possibilité de financer les infrastructures nécessaires notamment dans la fourniture d'énergie et de nouveau de garantir la paix sociale.

Le prolétariat ancien qui n'aura pas abandonné ses habitudes de lutte sera rejoint par ce prolétariat nouveau plus instruit qui exigera des salaires et des conditions de travail différents de ce qui a été pratiqué jusqu'alors. En février 2012, des entretiens au plus haut niveau notamment avec le président du syndicat officiel (VLC) cherchent le moyen de « réduire le nombre des grèves pour tenter de rassurer et de stabiliser les investisseurs ». Mais l'inconnue principale, eu égard à ces problèmes internes au Vietnam et aux résistances de classe, reste l'évolution mondiale de la crise économique.

Toute prévision serait hasardeuse ; en toutes circonstances, le PCV cherchera à se maintenir au pouvoir par tous moyens. Cet avenir repose autant sur la capacité du capitalisme mondial à vaincre les résistances du prolétariat et en ce sens les luttes ouvrières du Vietnam rejoignent, même en l'absence de relations directes, la lutte des prolétaires de partout. Ces luttes sont en fait unifiées car elles se dressent contre une exploitation commune et un renforcement commun des conditions d'exploitation et que, apparemment séparées par des frontières et des situation très différentes, elles modifient à leur mesure les données de survie du capitalisme en crise.

H. S.

Ce texte paraît simultanément en anglais dans la revue en ligne http://insurgentnotes.com/2012/06/

Retours sur la guerre du Vietnam (côté américain)

Trois textes sur la résistance des soldats américains à la guerre du Vietnam, publiés par le CATS (Collectif anarchiste de traduction et scannérisation) de Caen.

◆ *La Révolte des GIs au Vietnam, un récit personnel* : le témoignage brut d'un vétéran, qui s'est politisé au Vietnam, sur les formes de résistance des GIs face à la guerre : trêves informelles avec le Vietcong, liquidation par leurs propres troupes d'officiers trop zélés, refus d'obéissance en masse...

◆ *Harcelez les huiles* : un texte sur l'antimilitarisme révolutionnaire en général et sur la résistance des soldats face à la guerre du Vietnam en particulier ;

◆ *Les Rebelles en kaki* : texte, très bien documenté, sur le vaste mouvement de subversion au sein, et autour, de l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam.

◆ Ces textes se trouvent sur le site Web du CATS : http://ablogm.com/cats/

Nous indiquons d'autres textes traduits et scannés par ce collectif p.54.

LE COMPLEXE MILITARO-SÉCURITAIRE INTERNATIONAL

SON RÔLE DANS LA CRISE ACTUELLE (2e partie)

La démocratie veut des guerres propres, des guerres humaines et écologiques

« 2 novembre 2011. Un groupe d'experts des Nations unies a averti, mardi, que le recours aux mercenaires était de plus en plus fréquent dans le monde, tout en soulignant l'expansion du nombre d'entreprises privées de sécurité qui mènent leurs opérations en faisant fi des règles et de leur responsabilité.

» Dans un rapport déposé à l'Assemblée générale des Nations unies, le groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires affirme qu'en Libye et en Côte-d'Ivoire, des mercenaires auraient été impliqués dans de graves cas de violation des droits de la personne, tout comme certains sous-traitants de l'armée et des entreprises privées de sécurité œuvrant en Irak ou ailleurs. »

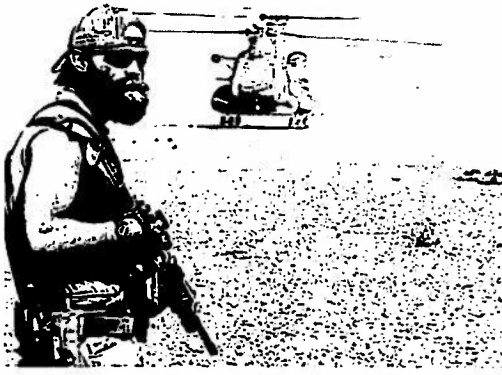
Ce verbiage lénifiant ne vise qu'à faire croire que la démocratie mène des guerres justes et propres, cadrées dans le droit international et les accords de Genève. De la Croix-Rouge aux ONG en passant par les remèdes du docteur Kouchner et son droit d'ingérence humanitaire... Dans la réalité, ces interventions masquent le plus souvent des intérêts supra-nationaux, dans l'appropriation de matières premières, en déstabilisant une région, en déclenchant des guerres ayant pour seul objectif la liquidation massive d'être humains, tout en ayant l'air de leur apporter secours. Fin janvier 2012, le journal *Marianne* nous apprenait que le choléra décime la population haïtienne – plus de 7 000 morts et 520 000 infectés depuis 2010, près de 200 personnes sont contaminées chaque jour. Quand l'information arrive il est déjà trop tard, mais la télévision nous montrera des médecins sans frontières au chevet des mourrants. L'ONU, ou même le Tribunal pénal international (TPI) peuvent effectivement demander pour la forme telle ou telle condamnation de société militaire privée (SMP). La bourgeoisie nous a habitués à ce type de revers où les héros d'hier deviennent du jour au lendemain des affreux tortionnaires, le repentir ne servant que de bas intérêts.

Les sociétés militaires privées (SMP) pour les coups bas

La sous-traitance privée du juteux marché des guerres a commencé dans les années 1930. Il ne s'agissait alors que d'un apport logistique de sociétés privées : ravitaillement et construction de bases mili-

taires. Il en sera tout autrement avec l'émergence de ce qu'il est convenu d'appeler les SMP, qui commencèrent à sévir dès les années 1960, durant la guerre du Vietnam. Elles avaient pour tâche d'entraîner l'armée et la police sud-vietnamiennes tout en assumant la logistique des troupes américaines.

Ce n'est pas tant le fait que la CIA ou autres utilisent des privés ou des mercenaires qui nous intéresse, l'armée romaine en son temps en recrutaient déjà, par conséquent ce n'est pas propre au régime capitaliste. Ce qui lui est propre, c'est l'évolution gigantesque de la militarisation de l'économie, où Engels voyait les prémices d'un effondrement financier (1), la dialectique (2) devant exécuter son œuvre. L'URSS implosa principalement du fait de cette course aux armements. Les Etats-Unis sont aujourd'hui confrontés au même problème, et le recours de plus en plus important aux SMP depuis les années 1990 correspond aux exigences de la dette publique devenue partout insoutenable. La rationalisation des budgets de la défense entre en contradiction avec les industries militaro-industrielles (valeur refuge). La privatisation d'une partie du secteur de l'armement



est devenue exponentielle, et dès 2004 (3) elle représentait un marché équivalent aux budgets de défense de la Grande Bretagne, de la France et de l'Allemagne réunies. Nous verrons plus loin comment avec la révolution dans les affaires militaires (RMA) les Etats-Unis vont utiliser les SMP.

Etats-Unis. La révolution dans les affaires militaires

Il n'est pas possible de parler des SMP sans évoquer la révolution dans les affaires militaires (RMA) de la puissance américaine, qui, notons-le au passage, dispose de 1 000 bases dans le monde. Cette transformation de l'appareil militaro-industriel des Etats-Unis avait commencé quelque temps avant la RMA (1990). Elle visait à intégrer des sociétés privées spécialisées dans la gestion des guerres. Il est officiellement reconnu que les SMP américaines ont formé et

(1) « Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers États entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier (...) », Engels, « Théorie de la violence », dans *l'Anti-Dühring* (Editions sociales, p. 199).

(2) « (...) Ces lois internes du mouvement, ces lois dialectiques selon lesquelles le militarisme, comme tout autre phénomène historique, périt des conséquences de son propre développement. » (Engels, « Théorie de la violence », *op. cit.*, p.201).

(3) En 2003, sur les 87 milliards dépensés par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, un tiers (30 milliards) l'a été pour les SMP. Rien qu'en Irak le General Accounting Office (GAO, équivalent américain de la Cour des comptes en France) affichait en 2005 la présence de quelque 60 SMP employant environ 25 000 personnes, chiffre qui est passé en 2006 à 181 sociétés employant un peu plus de 48 000 personnes, soit plus de quatre fois les 11 000 soldats du contingent britannique !

entraîné les armées de plus de 42 pays au cours des années 1990. Cette mutation des forces armées n'est pas exclusive aux Etats-Unis mais touche d'autres pays.

Cette réforme, comme bien d'autres du monde industriel, correspond à la montée en puissance de la révolution électronique dite des TIC (technologies de l'information et de la communication). La première guerre du Golfe fut sans aucun doute un terrain d'essai grandeur nature de cette réforme.

La guerre aux bombes guidées par laser, dite chirurgicale, devait apporter la preuve qu'il était dorénavant possible de « privatiser » les opérations au sol et de procéder à une réduction massive des effectifs de l'armée de terre (4) et du service militaire, au profit d'une armée superviseuse de superprofessionnels ayant la maîtrise des nouvelles technologies (informatique, espace, drones...).

En effet, il y avait déjà un mercenaire de SMP engagé pour 50 soldats réguliers lors de cette guerre. Dès l'année 2003 il était devenu évident que les sociétés privées devenaient une partie intégrante du redéploiement de la puissance américaine dans le « Grand Moyen-Orient » (concept élaboré par l'administration Bush au début des annnées 2000, désignant un ensemble allant de la Mauritanie à l'Afghanistan). La proportion de mercenaires passera de 1 pour 10 réguliers en 2003 lors de la guerre d'Irak (5).

Depuis, la présence sur le terrain des SMP anglo-saxonnes, mais aussi françaises, est en pleine expansion. Donald Rumsfeld est allé jusqu'à dire qu'il était possible « d'externaliser toutes les fonctions militaires sauf les tirs ».

En 2004 il fut recensé environ 30 000 mercenaires de SMP en Irak. En 2006, les contrats gouvernementaux avec les SMP représenteront le quart des 439,3 milliards de dollars du budget de la défense des Etats-Unis. Selon un document officiel américain intitulé *Security Companies Doing Business in Iraq*, les sociétés de sécurité privée occidentales étaient 25 en 2004. Début avril 2005, elles étaient plus de 60. En 2008, l'expert américain Peter Singer dénombrait 160 000 opérateurs privés (6), toutes nationalités confondues, en Irak, soit un opérateur privé pour un soldat.

La « révolution » au sein des frontières nationales

La fin de la conscription aux Etats-Unis remonte au début des années 1970. Elle correspond à la poussée du mouvement anti-guerre et d'une perte de contrôle du commandement militaire sur le contingent, dans le contexte historique de lutte contre la guerre au Vietnam des « années 1968 ». Le mouvement Resistance Inside The Army (résistance à l'intérieur de l'armée ou RITA) et l'émergence du Black Panthers

(4) En France le ministre de la Défense Hervé Morin a par ailleurs annoncé la suppression de 54 000 postes dans l'armée. La réforme consistera à diminuer le coût des infrastructures (les armées implantées sur 471 communes) par des regroupements et une forte rationalisation. Les économies réalisées serviront à moderniser l'arr ée à budget constant.

(5) Sur le territoire irakien, la modernisation des bases militaires destinées à accueillir 100 000 soldats américains était confiée à KBR en juin 2003, dans le cadre d'un contrat Logistics Civil Augmentation Program signé avec le Pentagone. Cette firme avait déjà été chargée de la gestion des installations militaires américaines en Bosnie et au Kosovo.

(6) Plus de 3 000 contrats de services en opérations extérieures ont été signés par les administrations successives et les firmes de sécurité privée sur la décennie 1994-2004, pour une valeur de plus de 300 milliards de dollars.

Party en 1966.

C'est depuis les attentats du 11 septembre 2001 que les sociétés privées peuvent intervenir sur le territoire américain pour des actions anti-terroristes. Elles ont été utilisées pour sécuriser le quartier d'affaire de la Nouvelle-Orléans suite au passage dévastateur de l'ouragan Katrina en août 2005.

Des sociétés comme Blackwater ont silloné les quartiers, dans un but « humanitaire » et contre les vols... D'autres proposèrent leurs services comme la SMP israélienne Instinctive Shooting International. En moins de quinze jours, le nombre de SMP passa de 185 à 235, chacune se payant la sécurisation de sa propriété privée.

Nous ne sommes plus dans le cas où le budget de la défense sert à financer une armée dite citoyenne, mais dans le cas où ce budget finance directement des SMP, un nouveau et puissant lobby organisé dans l'International Peace Operations Association et coté en Bourse.

Les SMP dans la guerre serbo-croate

« Des nations et des mini-nations s'annoncent de toutes parts et affirment leurs droits à constituer des Etats. Des cadavres putréfiés sortent de tombes centenaires, animés d'une nouvelle vigueur printanière et des peuples "sans histoire" qui n'ont jamais constitué d'entité étatique autonome ressentent le besoin violent de s'ériger en Etats. Polonais, Ukrainiens, Biélorusses, Lithuaniens, Tchèques, Yougoslaves, dix nouvelles nations au Caucase... Les Sionistes édifient déjà leur ghetto palestinien, pour l'instant à Philadelphie.... c'est aujourd'hui la nuit de Walpurgis sur le Brocken (7) nationaliste.

"Sur un balai, sur un bâton,
Ne volera plus jamais, qui aujourd'hui n'a pas volé" (8). »

Ce constat de Rosa Luxemburg en son temps, est devenu une tristre réalité aujourd'hui, depuis l'implosion de l'URSS. La Perestroïka (« rénovation ») déclenchée par Gorbatchev allait inévitablement provoquer un nouveau partage du monde, c'est-à-dire une révision des accords de Yalta. Des cadavres putréfiés vont de nouveau sortir des tombes, et la Yougoslavie mise à feu et à sang par des guerres civiles de toute nature fomentées par le capital financier et sa politique d'endettement des peuples. Depuis sa réunification l'Allemagne s'est impliquée dans des actions visant à regagner sa sphère d'influence de la Mittelleuropa au détriment de la zone slave. De plus elle dispute à la France son rôle hégémonique dans la création d'une armée européenne indépendante, dans laquelle elle veut une participation à la hauteur de sa puissance économique.

Le dépeçage de la Yougoslavie (de la sphère slave) mis en œuvre en 1991 par la RFA et les Etats-Unis (9) commence en 1988 , quand Franjo Tudjman (1922-1999, président de la Croatie de 1991 à 1999) rencontre le chancelier Helmut Kohl pour envisager la création d'un Etat croate ; par la

(7) Brocken : Montagne du Harz où se serait déroulée la nuit de Walpurgis.

(8) Rosa Luxemburg, *Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution, in Œuvres*, II, « Petite Collection Maspéro », 1971, ou en ligne sur http://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/rl19180000.htm

(9) Le dépeçage avait des raisons différentes, l'Allemagne ayant toujours son problème d'accès à la Méditerranée et les Etats-Unis le contrôle de l'Europe et de la Méditerranée (la route du pétrole vers l'Europe).

suite, le président croate et son homologue slovène demandent le patronage de l'Allemagne pour tenir à Francfort une « conférence yougoslave ». Le patronage va plus loin, Bonn finance le HDZ, parti nationaliste de Tudjman qui remporte les élections. Le 25 juin 1991 les parlements slovène et croate se déclarent indépendants, le lendemain la Deutsche Bank se dit prête à aider les deux républiques. Fin 1991, le conflit entre les indépendantistes croates et l'armée fédérale augmente d'intensité ; le gouvernement allemand va livrer des chars et des obus à la Croatie et décrète le blocus complet du trafic vers la Serbie et le Montenegro. De Cuellar (ONU) et Lord Carrington (médiateur européen) mettent en garde contre une reconnaissance pouvant générer une guerre civile. L'Europe des douze est divisée et plutôt opposée aux indépendances.

Le 17 septembre 1991, la Macédoine devient elle aussi indépendante (après référendum). La SMP américaine Military Professional Resources Inc (MPRI) obtient en 1998 un contrat pour réorganiser l'armée macédonienne – parallèlement à la vente d'armes des Etats-Unis à la Macédoine. La presse allemande (*Hamburger Abendblatt* du 25 juin 2001) révélera que des vétérans états-uniens, employés par MPRI, agissaient de concert avec des membres de l'UCK retranchés dans le village macédonien d'Aracinovo. MPRI reconnaîtra avoir aidé l'UCK, mais rejette, contre toute évidence, l'accusation de conflit d'intérêts.

De 1994 à 1995, MPRI a entraîné l'armée croate et l'appuya même dans ses combats face aux forces serbes de Krajina, ce qui provoquera (en août 1995) la déportation des populations serbes de Krajina (200 000 personnes). Plus de 7 000 combattants privés de MPRI vont intervenir pour les intérêts des Etats-Unis dans la guerre de l'ex-Yougoslavie.

La boîte de Pandore des reconnaissances des mini-Etats était ouverte ; la Croatie et la Slovénie étaient reconnues par l'Allemagne le 23 décembre 1991, le Vatican le 13 janvier 1992, la CEE le 15 janvier, la Russie le 17 janvier, les Etats-Unis le 7 avril et Israël le 16 avril. Le 28 février 1992, le référendum sur l'indépendance de la Bosnie imposé par la CEE déclenche la guerre civile. L'Allemagne, il est bon de le rappeler, exporte aujourd'hui davantage vers le bloc de l'Est que vers les Etats-Unis, et dans l'ex-Yougoslavie elle est le premier importateur et exportateur .

Ce repartage des zones d'influence sous le couvert de lutte nationale va se payer au prix du sang, de guerre civile en guerre civile les peuples de l'ex-Yougoslavie vont compter leurs morts : guerre en Slovénie (1991), connue sous le nom de « guerre des dix jours » ; guerre en Croatie (1991-1995) ; guerre en Bosnie (1992-1995) ; guerre du Kosovo (1998-1999) ; conflit en Macédoine (2001) ; conflit au sud de la Serbie (2001) ; incidents de frontière albano-yougoslaves (1999).

Le bilan est lourd, 200 000 à 300 000 morts , plus d'un million d'êtres humains déplacés. Nationalisme et religions avaient une fois encore été le carburant nécessaire de cette auto-extermination des peuples allant jusqu'au génocide.

Les SMP sévissent en Afrique

Souvent liées aux multinationales et aux industries extractives pétrolières, les SMP interviennent dans les guerres locales, comme ce fut le cas avec la société sud-afri-

caine Executive Outcomes (10). Ses interventions non contrôlées lui vaudront d'être dissoute en 1998 (11). Elle menait des actions dans plus de trente pays africains.

« En mars 2004, un avion en provenance d'Afrique du Sud est arraisonné au Zimbabwe. A bord, une centaine d'hommes et leurs dirigeants : le britannique Simon Mann et le sud-africain Nick Du Toit, deux ex-dirigeants d'Executive Outcomes. But de l'opération : renverser le régime de la Guinée équatoriale, pays qu'on surnomme le "Koweit de l'Afrique" à cause de ses immenses réserves d'hydrocarbures. Instigateur de l'opération : Mark Thatcher, fils de l'ancienne Premier ministre britannique, arrêté le 15 août 2004 en Afrique du Sud. Une entreprise de son associé en affaires et co-instigateur de la tentative de coup, le conservateur anglais Gary Hart, aurait bénéficié de 20 millions d'euros provenant de BAE Systems. (« En Afrique, une nouvelle génération de "Chiens de guerre" », Philippe Leymarie, *Le Monde diplomatique*, novembre 2004.)

Au Liberia, la SMP britannique Northbridge Services Group fut dépêchée pour procéder à l'enlèvement de Charles Taylor selon le principe des têtes mise à prix (récompense 2 milliards de dollars). Charles Taylor, actuellement en jugement, était sous un mandat d'arrêt international d'Interpol.

« Le gouvernement de Somalie a contracté en 2008 avec la SMP française Secopex pour créer des unités de sécurité maritime, former les troupes somaliennes ainsi que la garde présidentielle du pays. Cette même SMP, basée à Carcassonne, va placer des gardes armés dans les navires croisant en mer Rouge pour le compte d'armateurs privés. Le contrat, d'une valeur de cinquante à cent millions d'euros, doit être financé par des bailleurs de fonds internationaux soucieux de lutter contre la piraterie. D'autres SMP, comme Xe, ont proposé leurs services contre la piraterie. La communauté internationale a déjà déployé sur zone une force opérationnelle navale pour repousser les pirates, la Combined Task Force 150, dont les résultats sont mitigés, en raison de l'ampleur de la zone maritime à sécuriser ; les SMP viennent donc compléter ce dispositif (*Wikipédia*). »

Les SMP à la française

Ni la convention de Genève, ni les lois visant la répression de l'activité mercenaire ne seront agissantes. Les députés français voteront bien une loi le 3 avril 2003 en faveur de la « répression de l' activité de mercenaire (12) ». Mais le constat est déjà fait par ceux-là mêmes qui votèrent les lois (si nous restons à l'écart, ce sont les entreprises anglo-saxonnes qui

(10) Executive Outcomes est une société militaire privée sud-africaine créée en 1989 par d'anciens militaires (Simon Mann) et membres des forces spéciales sud-africaines, impliqués dans le maintien de l'apartheid. Elle remporte son premier contrat en 1992, avec des sociétés pétrolières : Heritage Oil & Gas (en), Gulf Chevron, Ranger Oil, Sonangol et Petrangol. Ce contrat consistait à dégager et sécuriser certaines zones tenues par l'UNITA, en Angola. Son succès lui valut deux contrats de 80 millions de dollars avec le gouvernement angolais : Luanda avait fait remarquer que les différentes actions de l'ONU (forces d'interposition et observateurs), beaucoup plus onéreuses, étaient restées sans effet.

(11) Sa dissolution fut suivie d'une loi anti-mercenariat en Afrique du Sud.

(12) Loi n° 2003-340 du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire.

vont se partager le juteux marché sécuritaire, pensent-ils). Mais il y a pire pour eux, c'est de constater que le « savoir-faire français » passe à l'étranger. Par exemple la SMP Amor Group a recruté pour l'Irak du personnel francophone. DSL à Londres s'occupe de la sélection d'anciens légionnaires, parachutistes, commando marine pour des opérations en CDD par la SMP Hart Group.

Mais encore, la convention de Genève est complètement inopérante pour les Etats qui ne la reconnaissent pas. Le gouvernement français lors des événements de Côte-d'Ivoire était dans l'impossibilité d'inculper les « mercenaires » slaves qui bombardèrent le camp militaire français à Bouaké, tuant neuf soldats en novembre 2004.

Alors, plus question pour l'Etat français de laisser la place aux autres, et, comme ils disent, « il faut que la France se mette à l'heure anglo-saxonne ». Un général, ancien patron de la direction des opérations de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) puis premier directeur de la DRM (Direction du renseignement militaire), Jean Heinrich, a ainsi créé sa SMP, la société Géos, qui connaît une forte expansion ; 120 anciens de la DGSE sont là pour l' épauler (13). Une autre SMP a été mise à l' index par le journal *Marianne*. Le journaliste explique le rôle joué par Secopex, seule à se revendiquer du statut de SMP :

« La mort, la semaine dernière du Français Pierre Marziali à Benghazi n'a d'ailleurs pas manqué de relancer le débat sur l'engagement des "mercenaires" sur les champs de bataille. Patron d'une société militaire privée (SMP), la Secopex, Marziali aurait été tué par balles "au cours d'un contrôle de police" dans la capitale de la rébellion libyenne, selon le Quai d'Orsay. Quelle était la nature de l'activité en Libye de Pierre Marziali ? "Faire de la formation" pour le CNT (Conseil national de transition) comme l'a assuré le vice-président de la société, Robert Dulas dans un entretien à *Libération* ? Ou alors, comme l'ont laissé entendre les insurgés et certains diplomates européens, Pierre Marziali était-il un espion à la solde de Mouhammar Kadhafi ? D'après nos informations, Secopex ne travaillait pas pour Kadhafi mais était en Libye pour ouvrir un corridor le Caire-Benghazi pour faire des escortes sécurisées, de la protection rapprochée pour des journalistes, des ONG, des diplomates, des entrepreneurs français, éventuellement de la sécurisation de sites pétroliers. Bref, essentiellement du business mais également du conseil militaire privé auprès des rebelles libyens. » (« Les sociétés militaires privées à l'affût du business libyen », Marianne 19 mai 2011)

Le journal *Le Monde* du 16 février 2012, dans son article au titre évocateur « Vers un rôle accru du privé dans la défense française », ne fait que confirmer ce qui est dit plus haut, tout en précisant : « Nul ne prévoit de toucher à la loi de 2003 qui pénalise le mercenariat. » Derrière ce cache-sexe on ne parlera pas en France de SMP, dit l'article, mais d'« entreprises de sécurité et de défense », ESSD. Comme di-

(13) Géos a décroché le contrat pour la sécurité du pipeline Tchad-Cameroun. Bien qu'elle refuse de traiter « des missions qui reviennent en principe aux pouvoirs publics », elle peut dans l'urgence, intervenir, avec le feu vert du Quai d'Orsay, tout en évitant « toute participation directe ».

sait mon vieux « sur les pissotières il y a marqué Byrrh ».

Pour conclure

En relation avec notre précédent article, qui soulignait l'aspect directement boursier de la stratégie sécuritaire américaine. Il nous semble judicieux de rappeler que les Etats-Unis sont reconnus par le monde occidental comme le gardien mondial de l'approvisionnement pétrolier de la « grande bassine » c'est-à-dire du marché des hydrocarbures (14). A ce titre il est aussi celui qui doit bénéficier en priorité de la rente pétrolière de l'Arabie Saoudite, dont il doit assumer la sécurité depuis le pacte de Quincy. Bien entendu cette sécurité l'Arabie Saoudite doit la payer, elle arrose même d'ailleurs tous ceux qui peuvent la lui garantir (même ses ennemis) (15) en passant d'importants contrats d'armement. Cela s'appelle le recyclage de la manne pétrolière.

Tout le système ne tient que par une stratégie de tension permanente, sans laquelle ni l'Arabie Saoudite ni l'Iran n'auraient besoin de s'armer. Mais les pays producteurs d'armements (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Israël, Russie, Chine...) sont pour que cette situation perdure. Seulement si les contrats ne trouvent pas preneur, l'entretien des armées devient un poids économique comme le faisait en son temps remarquer Engels :

> « Mais la violence ne peut pas faire de l'argent, elle peut tout au plus rafler celui qui est déjà fait et cela ne sert pas non plus à grand-chose, comme nous l'avons également appris à nos dépens avec les milliards de la France. » (« Théorie de la violence », *op. cit.*)

C'est ainsi que les Rafales de Dassault, invendables, seront achetés pour le compte de l'armée par la plus-value produite par le prolétariat.

Les armées doivent elles aussi subir les lois de la rationalisation capitaliste – diminution des effectifs, hyperspécialisation et privatisation... – la « machine » ici aussi remplace l'homme (drones, robots). Une partie de plus en plus importante des activités militaires sont donc confiées à des SMP pour la protection des biens. A ce niveau l'Etat national régalien devient squelettique, il n'est plus qu'un maillon d'une entité plus grande, supranationale, la dite « communauté internationale » c'est-à-dire la puissance américaine. La puissance américaine et ses acolytes ont décidé lors de la mise en place du « Grand Moyen-Orient » de procéder à une straégie du chaos afin d'imposer par la force la démocratie dans cette zone et s'ouvrir des marchés, voire s'approprier directement la gestion de l'approvisionnement pétrolifére, comme en Libye.

Gérard Bad

Décembre 2011-avril 2012

(14) La formule est de Morris Adelman, professeur au MIT, un des principaux experts du marché pétrolier. Dans cette bassine, où se déversent toutes les productions, les consommateurs se servent. C'est un marché très « liquide », très vaste : le plus grand marché de matières premières du monde, environ 10 % des flux du commence international dans son ensemble.

(15) Par exemple une dépêche de l'agence russe Ria Novosti du 1er octobre indique : l'Arabie Saoudite achètera une grande quantité d'armements à la Russie, si celle-ci refuse de livrer des systèmes de missiles antiaériens S-300 à l'Iran, lit-on jeudi dans le quotidien *Vedomosti*.

Libye

◆ « De l'enfer de la guerre au paradis des affaires », dans *Courant alternatif* n° 220 (mai 2012).

Tunisie

◆ « Passer de la révolte à la révolution ! ». Selon *Courant alternatif* n° 220 (mai 2012), la centrale syndicale UGTT, « allégée de ses dirigeants corrompus au pouvoir de Ben Ali, est redevenue un syndicat très soutenu par la population... Ll'UGTT est actuellement la principale force d'opposition ». Ce qui n'empêche pas les jeunes rencontrés par l'auteur de l'article d'être très déçus par le cours des événements. « Hier c'était interdit, aujourd'hui c'est péché », disent-ils. Les jeunes, les femmes et les chômeurs sont une fois de plus en première ligne pour se rendre compte de la mascarade politique et commencent à se mobiliser. »

Soulèvements arabes

◆ Le n° 40 de *Ni patrie ni frontières* est consacré aux « Soulèvements arabes, Tunisie et Egypte ». Il reproduit tout d'abord deux brochures du groupe Mouvement communiste, *Tunisie : restructuration à chaud de l'Etat après une tentative d'insurrection incomplète*, et *Egypte, compromis historique sur une tentative de chagement démocratique.* « En dehors de nous fournir une chronologie précise, écrit *NPNF* dans son introduction, une bibliographie, et de nombreuses données statistiques, ces articles essaient de décrire et comprendre les forces sociales et politiques en présence. Les auteurs partent d'un point de vue de classe et

Etats-Unis : les IWW et « Occupy Wall Street »

◆ Jerry Bc rdeleau, membre de la section new-yorkaise des Industrial Workers of the World (IWW), a tenu une série de conférences en Espagne sur le mouvement Occupy Wall Street. Dans un entretien paru dans le n° 386 (février 2012) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, il souligne les affinités anarcho-syndicalistes des IWW avec la CNT et affirme que « les travailleurs doivent assumer la tactique d'action directe dans les luttes ».

◆ Dans le n° 387 (mars 2012) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, un entretien avec Roberto M >neses, membre des Jornaleros unidos de Nueva York (Les Journaliers unis de New York) : « Nous espérons que plus de camarades s'organisent pour en finir avec le système qui est en train de nous exterminer », complète celui de Jerry Bordeleau (orthographié Bordelieu dans ce n° 387) paru dans le n° 386.

◆ En complément sur les IWW, *CNT* signale la parution d'un ouvrage en anglais : *Rebel Voices. An IWW Anthology*, sous la direction de Joyce L. Kornbluh, PM Press & The Merlin Press, 2011. Une traduction partielle de ce livre vient de paraître en France aux éditions L'Insomniaque : Joyce Kornbluh, *Wobblies & Hobos. Les Industrial Workers of the World. Agitateurs itinérants aux Etats-Unis, 1905-1919, 2012.*

non de considérations sur le "conflit des civilisations" ou le "retard culturel ou anthropologique" des Arabes comme le font certains esprits distingués. » Ce qui vise sans doute Guy Fargette et le groupe Lieux communs, avec qui Yves Coleman polémique sur ces thèmes en fin de volume.

L'anarchisme en Amérique du Sud

Parmi les récents textes mis en ligne par le Collectif anarchiste de traduction et de scanérisation (CATS):

◆ *L'Anarchisme en Bolivie :* un extrait du livre d'Angel Cappelletti, *El Anarquismo en America Latina* concernant la Bolivie, où l'anarchisme connut une certaine influence au début du xx[e] siècle ;

◆ *Origines du 1[er] Mai en Colombie et influence de l'anarcho-syndicalisme* : un texte sur l'influence de l'anarcho-syndicalisme dans la politisation et la radicalisation de la célébration du 1[er] Mai.

Accaparement des terres

◆ « Le néocolonialisme agraire spolie l'Afrique », dans *Alternative libertaire* n° 216 (avril 2012). Certains mouvements tentent de contester la mainmise d'Etats ou de grandes entreprises sur les terres agricoles, comme à Madagascar en 2009 contre Daewoo. Le 17 avril, Via Campesina (http://viacampesina.org/fr/) a organisé une conférence internationale au Mali sur ce thème.

Paysans en lutte en Inde

◆ Sur les luttes paysannes en Inde (en anglais) : « Breaking Rocks as "Social Empowerment"? – Material on the Rural Employment Scheme MGNREGS, India – For the International Debate on Work Schemes and Crisis Regimes www.gurgaonworkers-news.wordpress.com

Pourquoi la hausse du prix du pétrole ?

◆ « Why The Huge Spike in Oil Prices? "Peak Oil" or Wall Street Speculation? » http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=29803

L'emballement médiatique

◆ « L'emballement médiatique à l'ère de Twitter : toujours plus sur moins de sujets. » dans *La Gazette des sociétés et des techniques* n° 66 (mars 2012), copie à Echanges.

CORRESPONDANCE

CAPITALISME

Il n'y a rien de surprenant à constater que le capital, parvenu à un niveau d'anéantissement inégalé dans l'histoire des organisations humaines, utilise, pour faire fonctionner tous ses systèmes (industriels, administratifs, interétatique etc.), davantage d'énergie mortifère dérivée de son image : le nucléaire. Même si au niveau mondial, les énergies fossiles (charbon, pétrole) restent dominantes dans la majorité des pays émergents, en revanche, dans les vieux pays industriels, il est devenu le symbole prométhéen accompagnant la troisième révolution industrielle de l'électronique et du numérique. Du point de vue du capital, la transformation industrielle de l'uranium et du plutonium reste une énergie comme les autres possédant seulement un potentiel calorique beaucoup plus important ; cette conception idéologique est, ni plus ni moins, dans la cohérence doctrinale des fondateurs de la philosophie libérale (Smith, Stuart Mill, Ri-

ET ÉNERGIE

cardo) pour qui une accumulation sans cesse croissante des valeurs produites implique un libre développement des initiatives axiologiquement neutre, c'est-à-dire délivrées de tout postulat éthique de valeur ou de qualité. Ainsi, les populations occidentales déjà prises en otages lors des destructions de la deuxième guerre mondiale, furent sommées de reconstruire les économies industrielles sans pouvoir objecter librement un quelconque jugement de valeur sur le prix à payer pour accéder au paradis de la consommation de masse, le spectaculaire marchand se chargeant, de surcroît, d'étouffer toute critique par l'apologie exclusive des désirs émancipés. Est-il vraiment nécessaire de rappeler que l'énergie nucléaire, du point de vue cette fois-ci de l'humanité, ne peut être considérée comme une énergie classique ?

A ce que je sache, on n'a pas encore produit de bombes pouvant détruire plusieurs fois la planète, en utilisant le pétrole, le charbon ou le gaz comme composant principal (...). Si les méthodes industrielles (division croissante du travail entre manuels et intellectuels ; parcellisation des tâches ; chronométrage des gestes ; économies d'échelle) et les technologies scientifiques civiles ont pu servir de modèle dans l'organisation des armées étatiques de masse à la fin du XIXe siècle, il en est tout autrement depuis le milieu du XXe : la plupart des applications industrielles pour la consommation de masse des « 30 glorieuses » (réseaux satellitaire, informatique, téléphone portable, techniques médicales) sont les dignes héritières des découvertes issues du complexe militaro-industriel durant la dernière guerre mondiale sans parler évidemment de la généralisation du nucléaire civil dès les années 1960.

A l'aube du XXIe siècle où la conscience écologique prend relativement plus d'ampleur, il est grand temps de reconnaître l'inanité de certains discours et manifestations soi-disant radicaux :

1. Certains courants, tels la décroissance ou Sortir du nucléaire, revendiquent une disparition progressive voire immédiate de l'utilisation civile et militaire de l'énergie nucléaire, mais sans remettre en question l'organisation générale qui la sous-tend ; ces mouvements plutôt réformistes sont passé maîtres dans l'art du double discours , un spécifié pour leurs clans libertaires ou gauchistes trublions et un autre plus institutionnel réservé aux élus (...). Autant il ne peut être que légitime de produire moins d'énergie en modifiant en profondeur nos modes de production, de transport, de consommation, autant il est absurde de compter sur les populations indignées pour faire pression sur leur Etat et imposer des modes énergétiques décentralisés et relocalisés à base d'énergies renouvelables. L'idée peut certes paraître séduisante mais elle n'en reste pas moins paradoxale : il faut avoir conservé une bonne dose de myopie intellectuelle pour accorder toute sa confiance en l'organisation étatique, principale garante du rapport social capitaliste et de l'utilisation concomitante du type d'énergies. Tous les éléments de ce système cohérent se tiennent et il est donc illusoire de souhaiter un capitalisme décroissant ou dénucléarisé.

2. Il serait injuste de ne pas mentionner un courant minoritaire mais non négligeable au sein du pôle techno-scientifique dominant ; ses analyses portent un re-

gard sans concession sur la profondeur de la crise présente ; inspirés de la philosophie noosphérique, certains scientifiques influents comme Jeremy Rifkin expérimentent déjà tout un tas de manipulations destinées à vulgariser de nouvelles pratiques adaptées aux conditions de survie du capitalisme mondialisé (OGM ; nanotechnologies ; méthanisation et hydrogénisation etc.). Anticipant déjà l'épuisement des matières premières et des sources d'énergie terrestres, ils commencent à envisager la conquête et l'exploitation d'autres planètes du système solaire (Institut Schiller ; Marc Halevy ; Johann Soulas). Même si ces possibilités sont actuellement inenvisageables économiquement compte tenus des investissements très importants que ces explorations nécessiteraient, il n'est plus absurde de supposer qu'elles peuvent représenter une issue transgressive pour le capital.

3. D'autres courants politiques remettent bien en cause le mode d'organisation du capitalisme actuel mais sans vraiment pousser leur réflexion sur le fonctionnement réel d'une organisation sociale post-capitaliste. S'attachant pour la plupart d'entre eux, aux présupposés théoriques des « forces productives » déliées des rapports sociaux de production, conception chère aux IIe et IIIe Internationales (Kautsky, Lénine, Trotsky), ils n'en critiquent pas fondamentalement la nature, l'essentiel étant qu'elles ne soient plus entravées par les catégories du capital (concurrence, rentabilité, profit, salariat).

Sans augurer de ce futur post-capitaliste, la réflexion en ce domaine ne peut qu'inciter à la prudence : l'émancipation politique par la majorité des exploités ne garantit pas une émancipation sociale totale en particulier si la base industrielle est simplement reconvertie pour mieux correspondre aux nouveaux besoins sociaux, sans être refondue dans sa substance même ; les travailleurs n'auraient alors gagné aucune autonomie et liberté dans l'application des organisations du travail et dans le rythme de production, et resteraient dominés par leurs produits même socialisés ; la production hétéronome industrielle implique par son essence même une division complexe du travail et une gestion hiérarchique qui, à terme, ne peut qu'entrer en contradiction avec l'émancipation démocratique de la majorité des exploités.

Pour finir, il est important de reconnaître que la vérité révolutionnaire ne se situe dans aucun de ces courants de pensée mais qu'elle sera certainement déterminée par les futures luttes émancipatrices dans une synthèse intelligente : à savoir un mode de vie respectueux de tous les éco-systèmes , nécessairement décroissant et relocalisé c'est-à-dire produisant moins de produits énergivores (donc plus durables) ; honnêtement, je ne pense pas que nous pourrons nous passer intégralement d'une production industrielle mais dans ces conditions, ce seront aux assemblées générales des communautés humaines à décider dans quels secteurs il s'agit de la limiter, dans quelle proportion et avec quelles assemblages d'énergies elles comptent fonctionner ; une importante désindustrialisation post capitaliste ne pourrait qu'être accompagnée de mesures radicales pour détruire tout rapport de domination issu des catégories du capital (l'Etat, l'argent, le salariat ; son mode industriel dominant associé à ses énergies destructrices ; son fétichisme marchand déshumanisant).

S'il y a bien un prix à payer, c'est uniquement celui des ultimes combats révolutionnaires pouvant seuls inverser le cours morbide du capitalisme mondialisé en détruisant la totalité de ce rapport de domination.

P. M.

Fukushima Paradise

◆ « Un des objectifs de ce recueil est de sortir d'une conception étriquée du nucléaire qui le restreindrait aux centrales et à une question énergétique, pour tenter d'en analyser tous les ressorts (millitaires, scientifiques, etc.) » Pour les auteurs anonymes de *Fukushima Paradise* (coéd. La Canaille et Mutines Séditions, Bibliothèque Libertad, 19 rue Burnouf, 75019 Paris, 5 €. http://mutineseditions.free.fr), ni Tchernobyl ni Fukushima ne sont des *accidents* de parcours. Pour les autorités, un des enjeux du nucléaire n'est pas uniquement d'éviter ces catastrophes, mais de mettre en place des dispositifs permettant de les gérer socialement. Six parties regroupant des textes de diverses origines permettent à ce live d'accomplir son programme : « **1.** Le monde selon Fukushima » (« La routine du désastre », tract rappelant que "n'importe où en France, on habite toujours à moins de 100 km d'une installation nucléaire", et que cela nécessite "un quadrillage et une gestion militaires", au nom de la sécurité ; « Le nucléaire ne fait pas débat, le nucléaire tue » ; « La France n'est pas inquiète » ; « Pas de recyclage pour le capitalisme », qui souligne que les éoliennes et autres énergies renouvelables « pensées par la société industrielle pour sa propre perpétuation, ne remettront pas en cause ses fondements » ; « **2.** L'ordinaire fuit de partout », rappel et analyse des « incidents » de Fleurus (Belgique) et du Tricastin en 2008 ; « **3.** Le nucléaire au coin de la rue » ; « **4.** Une lutte contre les THT dans l'Ouest : nucléaire sous haute tension », etc. ; « **5.** A l'école de la catastrophe », présentation et critiques des programmes Sage et Ethos, mobilisant des experts français dans la « gestion sociale post-industrielle », afin d'habituer les populations à vivre avec la contamination radioactive (« développement durable sous contrainte radiologique », pour dire « vivre normalement dans des conditions qui tuent ») ; « **6.** Démanteler pour mieux relancer » : une lecture de différents rapports pondus par les différentes autorités en matière de démantèlement... un mot qui cache des réalités diverses, et qui ne réussit pas à évacuer la question des déchets... [des réalités] monstrueuses par les millions d'années de vie des radioéléments, comme paraît monstrueux le nucléaire par bien des aspects : la radioactivité n'est pas visible, ses effets (cancers, leucémies...) se font sentir des années après l'ingestion de quelques microparticules...

Oublier Fukushima

◆ Autre livre, autre recueil : *Oublier Fukushima* (Les éditions du bout de la ville, collection « Pluie noire », 10 €, distribution Court-circuit). Ce livre est signé Arkadi Filine, et derrière ce nom d'un des « liquidateurs » de Tchernobyl se cache un collectif, qui a réuni ici de nombreux documents, organisés en six parties dont chacune est introduite par un texte de synthèse du collectif :

« Catastropher », « Liquider », « Evacuer », « Réhabiliter », « Banaliser ». On retrouvera là les mensonges des industriels et des politiciens, japonais et français notamment, puisque les Français font figure d'experts

grâce à leur parc de centrales et leurs entreprises de recherche et d'exploitation : CEA, Areva, EDF... Il s'agit de masquer la réalité de la catastrophe derrière des chiffres illusoires et sans cesse révisés (taux de raioactivité, kilomètres carrés ravagés, personnes évacuées...) ; de dire qu'il s'agit d'une catastrophe naturelle et non technologique, d'un raz de marée (tsunami) et non d'un accident nucléaire. Pourtant, il fallut reconnaître à celle-ci la même importance que Tchernobyl, et comme à Tchernobyl on parla de « liquider les conséquences d'un accident nucléaire » : l'idée était de mobiliser la population contre la radioactivité, en éteignant l'incendie avec des lances à eau, en évacuant les débris contaminés, en déplaçant la terre contaminée, etc. Si à Tchernobyl c'est l'armée qui avait organisé la « liquidation », au Japon ce sont les entreprises : Tepco (l'exploitant), Tôshiba et Hitachi (les constructeurs). L'accident a lieu le 11 mars. Dès le 12, le gouvernement annonce qu'une zone de 3 km, puis de 10, puis de 20 km autour de la centrale doit être évacuée. Aucune mesure n'est prise pour rendre cette évacuation effective. Cela coûte trop cher. Le gouvernement rouvre les écoles et porte la norme du « taux de radiation acceptable » de 1 à 20 millisieverts par an. Dans certains territoires, la contamination est bien plus élevée. Le gouvernement publie une carte des territoires contaminés, en « taches de léopard », mais toujours sans prendre de mesures générales d'évacuation. Celles-ci, comme d'éventuelles indemnisations, font l'objet de marchandages sans fin. ce sont bien sûr ceux qui en ont les moyens qui peuvent partir, les autres se heurtent à des pouvoirs indifférents.

Le chapitre « Réhabiliter » est un sommet de cynisme : en décembre, Tepco et les officiels indiquent que la situation est « sous contrôle » – alors que le comportement des différents coriums est une grande inconnue – une matière née de la fusion du cœur des réacteurs – et que l'économie doit redémarrer. Des actions de décontamination ont lieu dans le plus grand désordre : des écoliers chargent la terre de leur cour de récréation dans des voitures personnelles des parents ; des graines de tournesol censées absorber le césium sont plan-

Et si une catastrophe nucléaire avait lieu en France ?

Dessins de Barthélémy Schwartz extraits de « L'Echaudée », dont le n° 1 vient de paraître. http://abiratoedition.wordpress.com

tées : les fleurs, une fois coupées, deviendront des déchets radioactifs ; les arbres sont abattus ; les stations d'épuration des villes de la région sont saturées, et les boues radioactives épandues dans les champs... Malgré tout, le riz cultivé dans la région est vendu, tout comme le bétail. Quant à « banaliser », il constate : « Le monde de l'après-Fukushima ne se dénucléarise pas. Il rappelle qu'à la naissance du programme électronucléaire français, il était estimé qu'un réacteur nucléaire ne pouvait pas avoir plus d'un accident tous les cent mille ans. La catastrophe de Three Miles Island en 1979 écorna ce tableau. Depuis Tchernobyl et Fukushima, EDF tente de construire une « culture de sûreté ». Mais même si l'Autorité de sûreté nucléaire estime que le niveau de sûreté est suffisant pour ne demander l'arrêt immédiat d'aucune d'entre elles », elle leur enjoint de réaliser « des investissements massifs ». Comme le conclut Arkadi Filine, « le diable n'est pas dans les détails, il est dans l'impossibilité de maîtriser la réaction en chaîne de l'atome, de contenir la radioactivité, de gérer les déchets dans le gigantisme des installations nécessaires ».

La catastrophe est possible en France

◆ « Elections, le piège », dans *Courant alternatif* n° 217 (février 2012) : le mensuel de l'OCL reproduit un texte de 2002 de Roger Belbéoch (1921-2011), un physicien hostile au nucléaire, dont il demandait l'arrêt immédiat. Il regrettait là que le désir d'avoir des élus soit pour les Verts bien plus fort que le danger réel d'une catastrophe nucléaire. Il dénonce aussi le « fantasme » des énergies propres, notamment des éoliennes. Quant aux économies d'énergie, il regrette que les écologistes n'abordent que les économies domestiques (encore la culpabiliaation du consommateur) et ne s'attaquent pas aux gros utilisateurs d'électricité : les producteurs d'aluminium, les transports ferroviaires...

◆ « Stress test : atome atone », dans *Alternative libertaire* n° 214 (février 2012), sur l'audit des installations nucléaires françaises mené par l'Autorité de sûreté nucléaire après Fukushima : un cahier des charges dépassé, des tests de résistance inadaptés.

Que faire des déchets ?

◆ Nucléaire : les océans transformés en vaste poubelle », dans *Alternative libertaire* n° 216 (avril 2012).

◆ « La transmutation, une fausse solution au vrai problème des déchets nucléaires », dans Courant alternatif n° 218 (mars 2012).

En sortir

◆ *Sortir du nucléaire,* n° 521 (hiver 2011-2012) traite des différents aspects de la lutte antinucléaire et des nuisances aussi diverses du nucléaire.

Arevafrique

◆ En marge du nucléaire : « L'Arevafrique » dans *CQFD,* n°98, mars 2012.

◆ *Brasero* n° 3, mars 2012 revient sur le nucléaire, fournit un « dossier santé et antipsychiatrie » et un texte de débat sur « Pour des sociétés contre le pouvoir et l'économie ». Courriel : braserocaen@gmail.com

THT

◆ « Déchaînons-nous contre la ligne THT Cotentin-Maine », dans le n° 219 (avril 2012) de *Courant alternatif,* qui par ailleurs s'élève « contre les grands projets inutiles, ruineux, et destructeurs » (n° 217, février 2012), notamment le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (n°* 217, 218, 219,de février, mars et avril 2012).

LA SITUATION DES CLASSES LABORIEUSES AU JAPON

(XII, 3e PARTIE)

La première partie de ce chapitre XII, qui traite de la littérature prolétarienne, est parue dans le n° 134 d'Echanges, et la deuxième partie, consacrée au roman prolétarien, dans le n° 137. Cette troisième partie s'occupe du théâtre et de la poésie

LE THÉÂTRE PROLÉTARIEN

Le roman était, au Japon, moins empreint de tradition que le théâtre ou la poésie. Selon la chronologie établie dans *Puroretaria bungaku* (Littérature prolétarienne), le « roman politique » (seiji shōsetsu), un genre né en 1883 dans le sillage du Mouvement pour la liberté et les droits du peuple (Jiyū minken undō) serait l'ancêt e du roman prolétarien (1). Les diverses formes théâtrales traditionnels se sont de même, construites dans la contestation, mais lors d'une autre période de transformations sociales : le nō est apparu au XIVe siècle sur les ruines des danses sacrées (kagura) fondées sur les mythes shintō (religion animiste propre au Japon), par ajout de dialogues relatant les exploits de dieux ou de héros ; le kyōgen, intermède comique entre les pièces de nō, vers la même époque ; et le kabuki, sorte d'opéra dansé et chanté avec profusion de maquillage, à la fin du XVIe (2). Aussi, le nō, le kyōgen et le kabuki, ont-ils joué comme un rempart contre les courants nouveaux.

Le théâtre traditionnel va supporter plus longtemps les coups des modernisateurs et mieux y résister que le roman grâce à son implantation parmi les classes populaires. Les premiers coups sont portés dans les années 1890 sous le nom de shinpa (nouvelle

(1) Kamei Katsuichirō, Noda Utarō et Usui Yoshimi (sous la direction de), *Puroretaria bungaku* (Littérature prolétarienne), Nihon bungaku arubamu (Culture du Japon/Album), Chikuma shobō, 1959, p. 78-79.

(2) E. Papinot, *Historical and Geographical Dictionary of Japan,* Charles E. Tuttle Company, 1992 (1re édition : *Dictionnaire d'histoire et de géographie du Japon,* Tōkyō, 1906) ; Albert Maybon, *Le Japon d'aujourd'hui,* Ernest Flammarion éditeur, 1924, p. 165.

Osanai Kaoru en 1927.

école) (3). Cette forme théâtrale, éphémère, met essentiellement en scène des mélodrames au goût du jour et en appelle aux sentiments patriotiques des spectateurs. Il est le premier courant théâtral à employer des actrices, brisant l'interdiction faite aux femmes de monter sur les planches depuis 1629 (au kabuki, théâtre joué à l'origine essentiellement par des femmes, les rôles féminins sont, depuis cette époque, toujours attribués à des hommes formés spécialement dits onnagata). Les auteurs préférés du shinpa étaient William Shakespeare (1564-1616), Victorien Sardou (1831-1908) et Maurice Maeterlink (1862-1949). Son représentant le plus célèbre en est Kawakami Otojirō (1864-1911) (4). Un autre courant, plus tenace, le shingeki (nouveau théâtre) le remplacera rapidement.

Le shingeki s'est efforcé d'introduire le style occidental en opposition au formes traditionnelles japonaise. Il a mis en scène plusieurs pièces de Sakespeare et, surtout, d'Henrik Ibsen (1828-1906) dont, semble-t-il, la forte personnalité des personnages féminins impressionnait les intellectuels japonais. Ses principaux promoteurs en ont été Shimamura Hōgetsu (1871-1918), un des théoriciens de l'école naturaliste, Osanai Kaoru (1881-1928), un des traducteurs de Maurice Maeterlink, et Ichikawa Sadanji (1880-1940), un acteur transfuge du kabuki (5).

Dans les premières années du XX[e] siècle, Osanai Kaoru fonde le Théâtre libre (Jiyū gekijō), dont le nom rappelle la salle du même nom dirigée par Antoine (6) en France. Parallèlement, Tsubouchi Shōyō (1859-1935), traducteur de Shakespeare, fonde, en 1906, un théâtre ayant à peu près les mêmes visées que le Jiyū gekijō sous le nom de Société des arts littéraires (Bungei kyōkai). Le premier sera actif jusqu'en 1919 ; le second, jusqu'en 1913. Après la disparition de ces deux troupes, seuls de petits groupes maintiennent le shingeki à flot. C'est seulement en 1924, avec la fondation du Tsukiji shōgekijō (Petit théâtre de Tsukiji), que le shingeki retrouve un endroit stable. C'est au tremblement de terre de 1923 que cette salle doit d'avoir vécu. En effet, son fondateur, Hijikata Yoshi (1898-1959), étudiait l'art dramatique en Europe lorsqu'il entendit dire que le gouvernement japonais autorisait la construction provisoire de bâtiments publics en matériaux légers à Tōkyō pour compenser les destructions dues au tremblement de terre. Cent vingt pièces seront mises en scène au Tuskuji shōgekijō jusqu'en 1929, année de sa dissolution, dont

(3) Les faits relatés dans ce paragraphe ont été glanés dans les ouvrages suivants : Donald Keene, *Dawn to the West. A History of Japanese Literature. Japanese Literature of the Modern Era. Poetry. Drama. Criticism* (Ouverture à l'Ouest. Littérature japonaise de l'époque moderne : Poésie, Théâtre, Critique), vol. 4 de *A History of Japanese Literature* (Une histoire de la littérature japonaise), Columbia University Press, 1999 ; George Tyson Shea, *Leftwing Literature in Japan* (Littérature de gauche au Japon), The Hosei University Press, 1964 ; et Jean-Jacques Tschudin, *La Ligue du théâtre prolétarien*, L'Harmattan, 1989.

(4) Jean-Jacques Tschudin, *op. cit.*, L'Harmattan, 1989, p. 27.

(5) *Cent ans d'études françaises au Japon. Exposé historique*, Presses universitaires de France, 1973, note 2, p. XXXIII.

(6) Le Théâtre libre a été fondé par l'acteur André Antoine (1858-1943) en 1885 dans le but de rénover l'art dramatique par le réalisme des œuvres représentées et une mise en scène aussi éloignée que possible des conventions. En 1896, il prend le nom de Théâtre Antoine.

La Nuit de Marcel Martinet que Hijikata avait vue dans une mise en scène de Meyerhold en Russie (7). De nombreux dirigeants du mouvement de la littérature prolétarienne ont entretenu des liens avec le Tsukiji shōgekijō.

Les premières pièces de théâtre prolétarien datent certainement de 1919, inspirées des grèves dans les arsenaux de Kōbe et Kawasaki. Leurs sujets et leurs mises en scène émanent directement de miltants ouvriers, principalement anarcho-syndicalistes, dont Hirasawa Keishichi (1885-1923).

En 1906, diplômé de l'Ecole des apprentis ouvriers de l'usine d'Ōmiya (préfecture de Saitama), qui appartenait à la Société nationale des chemins de fer japonais, Hirasawa Keishichi commence à travailler dans cette usine, et commence à écrire et à envoyer ces écrits à des revues. Vers 1910, il rend visite à Osanai Kaoru. En 1912, il est muté dans la section des travaux publics de l'usine de Hamamatsu des chemins de fers nationaux. En septembre 1914, il adhère au syndicat Yūaikai et en octobre quitte l'usine de Hamamatsu pour Tōkyō où il embauche dans une usine de fabrication de ressorts à Ōjima ; en décembre, il publie une nouvelle, « Ichi rōdōsha » (Un travailleur), dans la revue de la Yūaikai, *Rōdō oyobi sangyō* (Travail et industrie). En 1915, dans le même temps où il devient membre de l'exécutif de la section d'Ōjima de la Yūaikai (février), il organise, en août, un Cercle ouvrier de tanka (8) (Rōdō tankakai), et en novembre, écrit une pièce de théâtre, *Sentō ka chōwa ka kuppuku ka* (Lutte, harmonie ou soumission ?). C'est vers le début 1916 qu'il conçoit l'idée de créer un théâtre populaire ; en février, lors de la fondation d'un Groupe d'études sur la question ouvrière (Rōdōsha mondai kenkyūkai) (9), il soutient qu'il faut éduquer les ouvriers à travers les activités théâtrales. A partir de cette année-là, il rédigera de nombreuses pièces, dont *Kōjōhō* (La Loi sur les fabriques) ; en juin 1919, il publie un recueil de nouvelles et de pièces de théâtre sous le titre *Sōsaku : rōdō mondai* (Création : la question ouvrière). L'année 1919 est pour Hirasawa Keishichi une année d'intense activité syndicale : en mai, il prend la tête d'une grève à l'usine d'Ōjima et de plusieurs autres grèves dans d'autres usines du quartier. Mais prend ses distances avec la Yūaikai : il démissionne d'abord de ses responsabilités dans la section d'Ōjima puis propose ses services au quotidien *Mainichi shinbun* ; puis, en 1920, démissionne de tous ses postes à la Yūaikai. En août 1920, le congrès de la Yūaikai pour la région du Kantō accuse Hirasawa Keishichi de s'être compromis avec le patronat lors d'une grève à l'usine Hisahira ; il quitte alors la Yūaikai pour fonder le Syndicat des ouvriers purs (Jun rōdōsha kumiai). En décembre 1920, il forme une Troupe théâtrale des ouvriers (Rōdō gekidan) qui commencera à donner des représentations de la pièce *Chi no tōyo* (Camarades de sang) en février 1921 (10). En avril 1921, il est arrêté pour avoir participé à une grève à la Fonderie du Japon (Nihon chūkōsho). En 1921 et 1922, il participe aux revues *Shin soshiki* (Nouvelle organisation), organe de l'Association constitutionnelle des entreprises

(7) Jean-Jacques Tschudin, *op. cit.*, L'Harmattan, 1989, p. 33.

(8) Le tanka est une poésie traditionnelle de trente et une syllabes (voir l'encadré p. 68).

(9) Fondé le 23 février 1916 par Nosaka Sanzō, futur dirigeant inamovible du Parti communiste japonais après guerre, et Hirasawa Keishichi *(Kindai Nihon sōgō nenpyō* [Chronologie générale du Japon moderne], Iwanami shoten, 2001 [1re édition : 1968]).

(10) Les dates varient selon les sources que j'ai consultées ainsi que je l'ai signalé dans la note 10 de la première partie de ce chapitre XII (voir *Echanges* n° 134, p. 60).

(Kigyō rikken kyōkai), regroupement d'intellectuels pour l'éducation des ouvriers, puis *Rōdō shūhō* (L'Hebdomadaire du travail). A partir d'avril 1922, il milite en faveur de la Fédération syndicale du travail du Japon (Nihon rōdō kumiai sōrengō) et en mai 1923, il prend la tête de la grève du Syndicat des ouvriers mécaniciens du chemin de fer du Kantō, suscitant le mécontentement croissant des policiers du poste de Kameido. C'est en rentrant chez lui, le 3 septembre, après le tremblement de terre que Hirasawa Keishichi est arrêté par des policiers en uniforme et assassiné, peu après, à ce même poste de Kameido.

Avec l'assassinat de Hirasawa Keishichi, c'est un courant théâtral qui rédigeait des pièces à partir de l'expérience vécue de travailleurs anonymes et de militants, et demandait à des ouvriers de jouer leurs propres rôles, qui disparaît. Il y eut peut-être de petites troupes qui continuèrent le travail de Hirasawa Keishichi, mais je n'en ai pas trouvé les traces. Jean-Jacques Tschudin cite quelques exemples de militants ouvriers ayant agi dans le même sens que Hirasawa Keishichi : Hosoi Wakizō (1897-1925) (11) qui parvint à monter une pièce dans une grande filature de Tōkyō, où ayant prétendu donner un divertissement (yose), il réussit à déjouer la méfiance patronale ; Tokunaga Sunao forma un cercle d'études qui favorisait le théâtre et son roman, *Taiyō no nai machi,* a été adapté par le théâtre prolétarien. Mais ces petits groupes n'ont subsisté qu'à la marge du mouvement et ont été balayés par sa bolchévisation (12).

Le réalisme socialiste tient alors le haut

du pavé, aidé en cela par la répression étatique et le prestige de la révolution russe de 1917, et ouvre la voie à un type de théâtre soumis aux diktats de Moscou et du Parti communiste japonais clandestin. Les groupes Senkuza (Théâtre des pionniers) ou Zen.ei za (Théâtre d'avant-garde) sont des exemples de cette ascension du réalisme socialiste aux dépens de la littérature prolétarienne. Les pièces qu'ils ont jouées furent toutes écrites et montées par des intellectuels plus ou moins favorables à la révolution bolchevique.

Le Senkuza était issu d'un groupe de lecture réuni autour d'Akita Ujaku (1883-1962) à partir de 1918 sous le nom de Tsuchi no kai (Société de la terre) qui se réunissait deux ou trois jours par semaine au premier étage d'une boulangerie de Shinjuku, un quartier de Tōkyō ; après que le boulanger eut acheté un nouveau local comptant un hangar en annexe, le groupe prit le nom de Senkuza et put monter quelques pièces dans cette petite salle dite Dozōgekijō (Théâtre de l'entrepôt) à partir de 1922. En 1926, le Senkuza éclata à la suite de querelles internes entre politiques et artistes, les premiers se ralliant à la Fédération de littérature prolétarienne du Japon (Nihon puroretaria bungei renmei) fondée en décembre 1925 en réponse à l'appel à se joindre à la lutte du prolétariat lancé par une assemblée d'écrivains prolétariens tenue en Union soviétique en juillet 1924.

Le Zen.ei za regroupait des personnalités dont nous avons déjà rencontré les noms : Aono Suekichi, Hayashi Fusao, Maedakō Hiroichirō et Hayama Yoshiki entre autres.

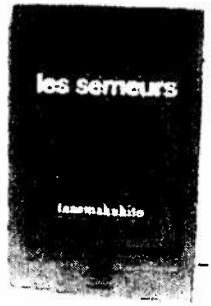
(11) Hosoi Wakizō a écrit en 1925 un reportage sur le travail féminin dans les filatures, *Jokō aishi* (Histoire tragique des ouvrières).

(12) Jean-Jacques Tschudin, *op. cit.*, L'Harmattan, 1989, p. 38-42.

La première pièce représentée par cette troupe fut *Don Quixote libéré,* du bolchevik A. V. Lounatcharsky (1875-1933), en décembre 1926 au Tsukiji shōgekijō. Cette troupe, qui s'était donnée pour but « de présenter des pièces "saines" capables de guider le peuple vers un futur meilleur » (13), ne semble pas avoir duré longtemps. Nous avons vu aussi précédemment que la première Fédération de littérature prolétarienne, la Nihon puroretaria bungei renmei, qui regroupa un temps l'ensemble des forces progressistes, ne résista pas au sectarisme croissant ; et qu'en 1928, le courant orthodoxe, lié au Parti communiste japonais clandestin, parvint à regrouper dans sa fédération, la NAPF (Nippona Artista Proleta Federacio), puis à partir de 1931 dans la KOPF (Federacio de Proletaj Kultur Organizoj Japanaj), la plupart des artistes révolutionnaires. Pour finalement s'écrouler en mars 1934 (14).

Comme lors de la partie que j'ai rédigée sur le roman prolétarien, je veux citer ici quelques auteurs de théâtre, sans prétendre en dresser une liste exhaustive. J'ai choisi de m'attarder, dans l'ordre alphabétique, sur les noms suivants : Akita Ujaku (1883-1962), Fujimori Seikichi (1892-1977), Kubo Sakae (1901-1958) (15), Miyoshi Jūrō (1902-1958) et Murayama Tomoyoshi (1901-1977), parce que ces personnalités me paraissent refléter la diversité du théâtre prolétarien japonais soumis, et parfois rétif, au réalisme socialiste.

Nous savons qu'Akita Ujaku avait été le principal animateur de la troupe Senkuza. Il ne cachait pas ses idées socialistes et ses textes sont fortement influencés par sa conception plutôt agrarienne du socialisme ; ainsi, par exemple, *Kokkyō no yoru* (Une nuit à la frontière, 1920) ou *Gaikotsu no butō* (La Danse du squelette, 1924), ce dernier étant rapidement interdit à cause de sa dénonciation des assassinats de Coréens à la suite du tremblement de terre de 1923. Dès 1903, il se revendique du socialisme et se fait un nom littéraire en publiant des poésies antimilitaristes, *Reimei* (L'Aube, 1904), ainsi qu'un premier roman, *Dōsei no koi* (Amour homosexuel, 1907). Il accomplit de multiples activités littéraires et politiques : il adhère en 1921 à la Nihon shakaishugi dōmei (Ligue socialiste du Japon) et rédige des articles pour la revue *Tanemakuhito* ; en 1922, ou 1923 selon les sources, il fonde le Senkuza ; en 1924, il participe à la création de l'Association fabienne du Japon (Nihon Febian kyōkai), en 1931, il participe à l'organisation de la Fédération des espérantistes prolétariens (Puroretaria esuperanchisuto dōmei) puis à la Société des amis de l'URSS (Sobieto no tomo no kai), et milite pour la constitution d'une Fédération de lutte



(13) Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese Literature* (Une histoire de la littérature japonaise), p. 455.
(14) *Echanges* n° 134, p. 64.
(15) Les dates de la naissance et de la mort de Kubo Sakae divergent en fonction des sources : Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese Literature* (Une histoire de la littérature japonaise), donne pour dates 1901-1957 (p. 460) ; Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature japonaise,* Presses universitaires de France, 2000, donne 1900-1958 ; George Tyson Shea, *Leftwing Literature in Japan* (Littérature de gauche au Japon), The Hosei University Press, 1964 et Satō Naosuke et Hirata Kōji (sous la direction de), *Shinpan Sekai jinmei jiten* (Dictionnaire des noms de personnes du monde entier, nouvelle édition), *Nihon hen* (Le Japon) Tōkyōdō shuppan, 1990, donnent 1901-1958, dates auxquelles je me conforme. Shiota Shōbei, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international* II, *Japon,* Les Editions ouvrières, 1978 ne cite pas Kubo Sakae.

antireligieuse (Hanshūkyō tōsen dōmei) ; en mai 1934, il essaie de relancer le mouvement théâtral prolétarien avec une revue, *Teaturo* (Théâtre) ; après une dernière tentative de reformer une troupe en 1940, il est obligé de renoncer. Après la défaite du Japon, il devient président du Comité régional des travailleurs d'Aomori (1946), est nommé directeur de l'Académie d'art dramatique (1948) et adhère au Parti communiste japonais (1949).

Fujimori Seikichi écrit son premier roman en 1914, *Nami* (La Vague). En 1917, il démissionne de son poste d'enseignant pour se consacrer à la littérature. En 1920, il adhère à la Nihon shakaishugi dōmei (Ligue socialiste du Japon) et en 1924 à l'Association fabienne du Japon (Nihon Febian kyōkai). Cette même année 1924, il s'engage en usine avec l'aide de Hosoi Wakizō, militant ouvrier et écrivain prolétarien dont j'ai brièvement parlé plus haut ; il travaille alors sous des noms d'emprunt dans diverses usines durant unne année et demie, expérience qu'il relatera dans *Ôkami e* (Au loup !, 1926). Il commence à écrire des pièces de théâtre à partir de cette même année 1926. Il suit ensuite le parcours de nombreux écrivains prolétariens : participation à la revue *Bungei sensen* (Front des arts et des lettres), à partir de 1927 ; adhésion à la Fédération des artistes ouvriers et paysans (Rōnō geijutsuka renmei), puis à l'Union des artistes d'avant-garde (Zen.ei geijutsuka dōmei), et à la NAPF. En février 1928, il se présente aux élections législatives sous l'étiquette du Parti ouvrier et paysan (Rōdō nōmintō). En 1930, il quitte le Japon pour Berlin avec son épouse ; cette année-là, il représente le Japon, avec Katsumoto Seiichirō, à la deuxième conférence mondiale de la Fédération internationale des auteurs révolutionnaires à Kharkov. Il rentre au Japon en avril 1932, où il est brièvement arrêté pour ses liens supposés avec le Parti communiste japonais, et participe, en septembre, à la fondation de la Société des amis de l'URSS (Sobieto no tomo no kai). Après guerre, il adhère à la Société littéraire du nouveau Japon (Shin Nihon bungakukai) et au Parti communiste japonais ; il devient, au milieu des années 1950, président d'un comité pour l'érection d'un monument au soldat inconnu financé en partie par les droits d'auteur de l'œuvre de Hosoi Wakizō, puis, en 1972, président du Secours populaire japonais (Nihon kokumin kyūenkai).

Kubo Sakae a commencé sa carrière au Tsukiji shōgekijō au côté d'Osanai Kaoru. Tout en défendant une approche artistique de la révolution, il s'est intéressé au naturalisme et à l'expressionisme allemands ; il n'en défend pas moins le point de vue que le théâtre doit adopter le marxisme pour théorie. Il participera, comme les auteurs mentionnés auparavant, à toutes les aventures des organisations de littérature prolétarienne sans toutefois abandonner totalement l'idée d'une révolution plus large que purement politique, et n'hésite pas à se servir des techniques du kabuki et autres traditions du théâtre japonais dans ses pièces. Il définit son travail comme un « réalisme anti-capitaliste » (16). Arrêté en août 1940, conjointement à d'autres écrivains de gauche, il est libéré à la fin 1941. Très malade, il se suicide en 1958.

Miyoshi Jūrō est attiré par le marxisme au cours de ses années d'études à l'université Waseda. En 1923, il publie sa première pièce de théâtre, une comédie, suivie d'une autre s'inscrivant dans le courant prolétarien ; mais il est rapidement déçu par les organisations de littérature prolétarienne et le courant marxiste en son sein à cause de leur dog-

(16) Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese Literature* (Une histoire de la littérature japonaise), p. 462.

matisme. Le lecteur attentif de cette série sur l'histoire des classes laborieuses au Japon aura noté ce qu'il faut entendre par marxisme dans ce pays avant la deuxième guerre mondiale : peu de traductions des ouvrages de Marx mêmes, et mauvaises pour la plupart quand elles existent, faute de correspondances entre les réalités de l'Europe capitaliste et de la société japonaise ; surtout des traductions des sociaux-démocrates allemands et russes.

Dès 1934, dans sa pièce *Kirare no Senta* (Senta le balafré), Miyoshi s'intéresse plus aux classes sociales défavorisées qu'aux idéologies prétendant les représenter ; l'ouvrage, qui se déroule au temps des Tokugawa et non à l'époque moderne, et l'usage par son auteur des techniques traditionnelles théâtrales apportent à Miyoshi les critiques acerbes d'autres écrivains prolétariens ; il s'éloigne alors peu à peu du mouvement de la littérature prolétarienne organisée et cherche à décrire les réalités de la vie des exploités plutôt que l'image qu'en donnent les partis politiques. La rupture avec l'idéologie marxiste apparaît clairement dans sa pièce *Bui* (La Bouée, 1940). Après guerre, alors que le Parti communiste est légalisé et que le marxisme devient prêt-à-penser pour intellectuels progressistes, il persévère dans son refus de s'inféoder au dogme du bon et du méchant incarnés dans des personnages stéréotypés et continue de décrire la vie des exploités sans y adjoindre aucune référence politique.

Murayama Tomoyoshi se rend à Berlin vers la fin 1921 où il fréquente les écoles expressionistes et constructivistes. Il rentre au Japon en janvier 1923, où il fonde le MAVO (17), un groupe artistique d'avant-garde, au mois de juillet ; en décembre 1924, il commence à travailler comme metteur en scène et en septembre 1925 crée avec Kawarazaki Chōjūrō le Théâtre du cœur (Kokoroza). En 1926, il adhère à la section beaux-arts de la Fédération des arts prolétariens du Japon (Nihon puroretaria geijutsu renmei) et forme une troupe marxiste, le Théâtre d'avant-garde, où sont mises en scène des pièces conformes à la ligne léniniste, consacrées aux luttes des ouvriers et paysans, ainsi que des variétés avec chants et slogans. Lors de la scission de la Nihon puroretaria geijutsu renmei, en juin 1927, il participe à la fondation de la Fédération des artistes ouvriers et paysans (Rōnō geijutsuka renmei) aux côtés d'Aono Suekichi et de Kurahara Korehito ; puis en novembre, il suit Kurahara et l'aide à constituer la Fédération des artistes d'avant-garde (Zen.ei geijutsuka dōmei). En mars 1928, la Nihon puroretaria geijutsu renmei et la Zen.ei geijutsuka dōmei fusionnent avec plusieurs associations culturelles de gauche, sous l'égide du Parti communiste japonais, pour donner la NAPF. Dès le mois suivant, Murayama Tomoyoshi organise le Théâtre de gauche, dépendant de cette dernière et quand la NAPF se réorganise, en février 1929, et qu'est constituée la Fédération japonaise d'art dramatique prolétarien (Nihon puroretaria gekijō dōmei), il devient membre de son Comité central. Cette même année 1929, il publie *Bōryokudanki* (*Chronique des malandrins*) (18), sa pièce la

(17) Věra Linhartová, *Dada et surréalisme au Japon*, Publications orientalistes de France, 1987, signale que Murayama Tomoyoshi a aussi eu une activité dans la peinture et qu'il est souvent considéré comme appartenant aux courants dada et surréaliste, mais qu'il fut, en réalité, plus proche du constructivisme allemand. Elle précise qu'il a rédigé en 1938 un volume rassemblant ses réflexions théoriques, *Kindai geijutsu* (Art moderne) qui a marqué plusieurs générations de plasticiens japonais.

(18) *Bōryokudanki* a été traduit en français par Jean-Jacques Tschudin sous le titre *Chronique des malandrins* pour le Centre international de traduction théâtrale, Maison Antoine Vitez, Montpellier, 1993 (Jean-Jacques Tschudin, « Bibliographie sommaire en langues occidentales

plus connue. En mai 1931, il est élu président du comité de la Fédération japonaise d'art dramatique prolétarien et adhère au Parti communiste vers la même époque ; puis, à partir d'octobre, il se consacre à l'organisation de la KOPF qui verra le jour en novembre 1931. En septembre 1933, il essaie une dernière fois de regrouper des artistes de gauche dans une éphémère Nouvelle troupe associée. Arrêté en août 1940, il n'est libéré qu'en juin 1942. En mars 1945, il se rend en Corée pour n'en revenir qu'après la défaite du Japon, au mois de décembre. Trois mois plus tard Murayama Tomoyoshi reconstitue la Nouvelle troupe associée et adhère de nouveau au Parti communiste. De mai à juillet 1957, il visite la Chine et la Corée ; il se rend encore en Chine à deux reprises, en 1960 et 1965, afin d'y organiser des représentations publiques.

LA POÉSIE PROLÉTARIENNE

De même que pour le théâtre, en poésie les traditions ont fait au Japon obstacle aux changements. Tanka, haikai et kanshi (voir l'encadré p. 68), pour ne citer que les formes poétiques traditionnelles japonaises les plus connues, ont subi les coups de la modernisation qui ont suivi la restauration impériale de Meiji sans beaucoup céder. Ainsi que l'écrit Donald Keene : « Il est frappant de constater combien de poètes de l'ère Taishō (19) ont bâti leur œuvre selon les canons classiques après même s'être fait une réputation en vers familiers, comme s'ils avaient cherché à réaffirmer leur attachement à la tradition poétique japonaise (20). »

Hormis le kanshi, qui va disparaître avec les décès des intellectuels nés à la fin de l'époque d'Edo ou au début de l'ère Meiji, ces formes poétiques ont peu été affectées par la modernisation de la société à partir du XIX[e] siècle, d'une part parce que, quoique cristallisation de contestations antérieures, elles n'avaient pas totalement perdu de leur puissance subversive ; d'autre part, à cause de la réaction des classes laborieuses contre les diktats d'un Parti communiste japonais inféodé à Moscou, exigeant au gré des volte-face du pouvoir soviétique que la poésie, à l'instar des autres arts, se charge d'une mission sociale. Mot d'ordre qui comprend la société comme un pur agrégat de forces hostiles divisées en bons et méchants, transmutant les valeurs de bonté et de méchanceté au gré d'intérêts partisans et qui ne propose pour tout changement social qu'une passation de pouvoir des méchants aux bons.

Les tendances qui se sont manifestées entre 1920 et 1940 dans la poésie japonaise visaient à mettre en mots les bouleversements sociaux affectant le pays depuis la fin de la première guerre mondiale. Pour cela, elles ont tenté de mêler les traditions japonaises aux échos des avant-gardes européennes, mais du fait de ce mélange, les quelques manifestes et programmes des groupes constitués au Japon sous les noms de hyōgenshugi (expressionnisme), miraiha (futurisme), dada ou chōgenjitsushugi (surréalisme) ne présentent pas ce caractère sectaire qu'ils pouvaient avoir en Europe ou en

---

sur Kobayashi Takiji et la littérature prolétarienne japonaise », distribuée à l'occasion de la table ronde organisée le 30 janvier 2010 pour le premier jour de la projection du film de Yamamura Sō tiré de Kanikōsen en 1953 à la Maison du Japon à Paris).

(19) L'ère Taishō commence après la mort de Mutsuhito (30 juillet 1912) et se termine avec celle de Yoshihito (25 décembre 1926).

(20) Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese literature*, p. 256. Je me suis inspiré de ce volume 4 pour rédiger ce paragraphe sur la poésie au Japon.

Union soviétique (21). Il y avait eu auparavant quelques tentatives demeurées sans lendemain de poésie liée à la condition ouvrière : en 1903, Kodama Kagai (1874-1943) avait publié un ouvrage intitulé *Shakaishugi shishū* (Recueil de poèmes socialistes) ; le mot socialiste ayant alerté la censure, il fut immédiatement confisqué par les autorités. En 1920 avait paru *Donzoko de utau* (Chants des bas-fonds), un recueil de poésie prolétarienne. Et, au cours de ces mêmes années 1920, un poète, Shirotori Seigo (1890-1973), toucha un public assez large avec des poèmes populistes (minshūshi) qui prenaient ouvertement parti contre la guerre et le militarisme, se rapprochant du pacifisme propre aux classes paysanne et ouvrière.

Parallèlement aux courants d'avant-garde artistique, et partiellement né de leurs activité, apparaît à partir du milieu des années 1920 un mouvement hésitant entre littérature prolétarienne et réalisme socialiste avec la revue

(21) Mon objet n'est pas d'étudier les mouvements d'avant-garde au Japon ; le lecteur intéressé par ce sujet pourra se reporter à Věra Linhartová, *Dada et surréalisme au Japon*, Publications orientalistes de France, 1987 ; et de la même auteure « Poésie des mouvements d'avant-garde » et « Kitazono Katsue », articles publiés dans Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature japonaise*, Presses universitaires de France, 2000, par exemple.

Tanka, haikai et kanshi

Le tanka (chant bref) est souvent aussi appelé waka (chant japonais), indiquant sans ambages combien les Japonais considèrent cette sorte de poèmes comme leur étant particulière. La métrique en est de trente et une syllabes réparties en cinq strophes de 5, 7, 5, 7 et 7 pieds ; la rime importe peu, la seule règle imposée étant le nombre de pieds. L'historiographie japonaise signale les premiers waka (ou simplement utau [1], chant) au VII[e] siècle, puis sa cristallisation graduelle jusqu'au XII[e] siècle, la cour impériale japonaise cherchant à contrebalancer la poésie chinoise alors en vogue. Le waka peut être écrit par n'importe qui, chacun en composant au gré des circonstances : invitations, voyages, pélerinages, etc. Il est à l'origine du renga et du haikai, dont je parlerai ci-après, mais aussi des monogatari (récits traitant d'un sujet personnel ou d'actualité sous une apparence fictionnelle) ou des nikki (journaux intimes) et, sans doute, de l'écriture phonétique propre à la langue japonaise (hiragana et katakana). Après la restauration de Meiji (1868-1912), la maison impériale qui cherchait une raison d'être dans un Japon mythique tenta de redonner vie à cette forme poétique qui s'était peu à peu délitée sous le pouvoir des shōgun durant l'époque d'Edo (1603-1868). Les réformateurs s'en emparèrent à leur tour ; c'est Yosano Tekkan (1873-1935) et son groupe fondé en 1899, le Shinshisha (Poésie nouvelle), et surtout son épouse, Yosano Akiko (1878-1942), dont certains poèmes écrits pendant la guerre russo-japonaise heurtèrent les nationalistes nippons, qui transformèrent ce genre poétique en le libérant de son cabotinage. L'écrivain de théâtre prolétarien Hirasawa Keishichi s'y est aussi intéressé, car bien que le tanka fût figé depuis des centaines d'années, il conservait sous cette forme durcie quelques restes de la surabondance de santé que les classes populaires lui avaient insuflée.

Le haikai, quant à lui, consistait, à l'origine en une sorte de jeu qui faisait découper un tanka en deux parties, l'une de 5/7/5 syllabes et l'autre de 7/7, composées par des personnes différentes. Tout en respectant la forme de la poésie conventionnelle, il en détourne les règles. L'historiographie officielle en retrouve la première trace écrite dans le *Kokin wakashū* (Recueil de poèmes de jadis et de maintenant) qui date de 905 de

(1) Utau est une autre lecture que ka du même idéogramme, la lecture variant, en japonais, en fonction de la place de l'idéogramme dans un mot.

Shi to shiron (Poésie et poétique, 1928-1931) animée par Haruyama Yukio (1902-1994) qui se propose de répandre au Japon le modernisme dans sa variante européenne et s'oppose au symbolisme et aux poètes populistes (minshūshi ha, littéralement Courant de la poésie des masses). *Shi to shiron* publie des essais de Nishiwaki Junzaburō (1894-1982) sur le surréalisme et une traduction partielle du *Manifeste du surréalisme* (1924) d'André Breton par Kitagawa Fuyuhiko. Ce dernier, jugeant les liens de *Shi to shiron* trop étroits avec les théories empruntées aux Européens, scissionnera en 1930 pour fonder *Shi, genjitsu* (Poésie, Réalité) qui défendra le marxisme en littérature durant la seule année de son existence jusqu'en juin 1931.

J'ai écrit au début de ce chapitre XII que la première tentative de rassemblement des écrivains prolétariens au Japon s'était faite en décembre 1925 avec la création de la Fédération de littérature prolétarienne du Japon (Nihon puroretaria bungei renmei), puis que diverses réorganisations du mouvement de littérature prolétarienne s'en étaient ensuivies, dues en grande partie à une opposition à la mainmise de Moscou sur ce mouvement ; cette réorganisation ayant mené à la fondation de la NAPF, totalement inféodée au Parti

notre ère. Cet esprit frondeur se retrouve dans le renga (poésie enchaînée), qui reprend le même mode d'écriture en deux parties de 17 et 14 syllabes que le haikai, mais implique plusieurs personnes et peut atteindre des milliers de vers ; au XII[e] siècle, le gouvernement impérial, en recueillant des renga dans le *Kin.yōshū* (Recueil des feuilles d'or), établit des règles de composition et de thèmes qui donnent naissance à deux courants, le renga noble et le renga vulgaire. Ce dernier connaîtra le succès auprès des paysans et de la petite noblesse qui s'insurgeront contre le pouvoir impérial aux XV[e] et XVI[e] siècles avant que Tokugawa Ieyasu (1542-1616) ne mette fin aux désordres ; c'est au XVI[e] siècle que Yamazaki Sōkan (1465-1533), rōnin (samurai sans maître), établit un ouvrage entièrement composé de haikai-renga vulgaires sous le titre *Inu Tsukuba shū* (Recueil du chien de Tsukuba). Arakida Moritake (1473-1549) opposera ses propres renga courtois à l'apologie du mauvais goût affichée par Yamazaki Sōkan. Un siècle plus tard, Bashō (1644-1694) fera une synthèse de ces deux tendances dans sa poésie, connue en Occident sous le nom erroné de haiku, ce dernier terme ayant été inventé par Masaoka Shiki à la fin du XIX[e] siècle.

Le kanshi (poème chinois) est un poème écrit en chinois, mais lu à la japonaise. Il s'agit souvent de quatrains. Cette forme poétique connut son apogée avec l'introduction du néo-confucianisme de Zhu Xi (1130-1200) au Japon au début de l'époque d'Edo. Sous l'impulsion d'Ogyū Sorai (1666-1728) (2), fondateur de l'école néo-classique (kobunji gaku) en 1716, la poésie devient aussi importante que l'étude du confucianisme et le kanshi se répand au-delà des cercles de lettrés. Il survivra quelque temps à la chute des Tokugawa mais disparaîtra vers la fin du règne de Meiji. Pour de nombreuses raisons : entre autres, le décès des intellectuels nés à la fin de l'époque d'Edo ou au début de l'ère Meiji qui avaient étudié l'écriture chinoise classique à l'école ; ensuite, la réforme de l'écriture décidée par le gouvernement impérial afin d'accompagner l'industrialisation du Japon ; enfin, l'éloignement de l'élite japonaise d'une culture chinoise considérée comme retardataire au regard des tâches que le nouveau pouvoir s'était assignées.

(2) Maruyama Masao, *Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon* (titre original : *Nihon seiji shisōshi kenkyū*, 1952), Presses universitaires de France, 1996.

communiste, en mars 1928 (22). Celle-ci édite, entre autres, à partir de cette même année 1928, le magazine *Puroretaria shi* (Poésie prolétarienne) dont les rédacteurs peinent à concilier prosélytisme marxiste et attrait littéraire pour les lecteurs. Donald Keene ne voit qu'un poète à y être parvenu, Nakano Shigeharu (23).

Parce que dès le début des années 1930 Nakano Shigeharu avait délaissé la poésie pour le roman et les essais, le lecteur se reportera à la notice biographique que j'ai rédigée sur lui dans la partie de ce chapitre XII concernant le roman prolétarien (24). Je ne reviens ici que sur son parcours poétique : marxiste, il vénérait la poésie et un des principaux auteurs de tanka de l'époque, Saitō Mokichi (1882-1953) ; il éditera d'ailleurs pendant la guerre du Pacifique un ouvrage intitulé *Saitō Mokichi nōto* (Notes sur Saitō Mokichi, 1941 ou 1942 selon les sources). En 1928 ou 1929, Nakano Shigeharu rédige un poème, « Ame no furu Shinagawa eki » (La station Shinagawa sous la pluie) qui décrit l'expulsion de travailleurs coréens du Japon, un sujet qui ne concernait généralement pas les japonais. Un premier recueil de ses poésies est publié en 1931 et immédiatement saisi par la police ; un second recueil en 1935 avec plusieurs pages censurées. C'est seulement en 1947 que ses poèmes pourront être imprimés dans leur intégralité.

En 1926 Nakano Shigeharu, étudiant à l'université de Tōkyō, avait fondé une petite revue de poésie, *Roba* (L'Ane), qui ne dura que deux années, avec d'autres étudiants de cette même université, dont Hori Tatsuo (1904-1953). Ce dernier animera *Bungaku* (Littérature) qui avait succédé à *Shi to Shiron*. puis *Shiki* (Les Quatre saisons) fondée en mai 1933 ; ce magazine, qui aspire à suivre les pas de la revue trimestrielle française *Commerce,* mêlant essais, nouvelles et poèmes, cesse de paraître après deux numéros ; sans doute pour des raisons financières mais sans doute aussi à la suite de l'assassinat de Kobayashi Takiji dont j'ai dit qu'il constitua le point d'arrêt de l'activité publique des écrivains prolétariens au Japon (25).

Toutefois, si l'assassinat de Kobayashi Takiji entraîna de nombreux écrivains prolétariens japonais à se renier, quelques-uns ont refusé de céder : par exemple parmi les poètes, Tsuboi Shigeji ou Kaneko Mitsuharu dont je parlerai plus bas ; ainsi que la plupart des collaborateurs de *Shiki.* En 1934, Miyoshi Tatsuji (1900-1964) et Maruyama Kaoru (1899-1974) incitent Hori Tatsuo à en reprendre la publication ; sous l'influence de ces deux poètes, *Shiki* devient alors une revue spécifiquement poétique qui n'appartient plus précisément au courant du réalisme socialiste ni de la littérature prolétarienne mais se rapproche plutôt de cette forme de nihilisme qui a touché les pays européens juste après la fin de la première guerre mondiale quand la littérature s'est emparée des poètes dits maudits du XIX[e] siècle et de personnages qui brûlèrent leur vie dans tous les excès à la sortie de la guerre. Les poètes dont on accole volontiers les noms à cette deuxième mouture de *Shiki,* qui paraîtra plus ou moins régulièrement chaque mois jusqu'en 1944 : Tachihara Michizō (1914-1939) et Nakahara Chūya (1907-1937), rappellent Aloysius Bertrand, Tristan Corbière, Charles Cros, Arthur Rimbaud, Arthur Cravan, Guillaume Apollinaire, Jacques Vaché, etc. dont le mouvement dada, puis le surréalisme, se sont réclamé.

(22) *Echanges* n° 134, p. 61.

(23) Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese Literature*, p. 336-338.

(24) *Echanges* n° 137, p. 28.

(25) Echanges n° 134, p. 64.

Tachihara Michizō et Nakahara Chūya sont aussi dissemblables que Guillaume Apollinaire et Arthur Rimbaud, mais tous deux sont morts jeunes et ont été associés à la revue *Shiki* : Tachihara rédige des poésies relativement conventionnelles, tandis que Nakahara utilise langue classique et langage vulgaire pour construire une poésie faite de sons, anticipant sur la manière des lettristes français de l'après-deuxième-guerre mondiale (26). Un seul recueil des œuvres de ce dernier est paru de son vivant, *Yagi no Uta* (Chansons d'une chèvre, 1934).

D'autres groupes de poètes, sans appartenir littéralement à la littérature prolétarienne, ont perpétué une forme de poésie insurrectionnelle : l'un regroupé autour du critique Yasuda Yojurō (1910-1981) qui publia *Kogito* (Cogito, selon le « cogito ergo sum » de Descartes) entre 1933 et 1944, puis *Nihon rōman ha* (Les Romantiques japonais) entre 1935 et 1938 ; l'autre autour de Kusano Shinpei (1903-1988) animateur de *Rekitei* (Itinéraire), de 1935 jusqu'au début des années 1940.

Le premier groupe se donna pour but de contrecarrer l'influence française dans la poésie au Japon, défendue principalement par *Shi to shiron,* en lui opposant le romantisme allemand mâtiné de classicisme japonais. Ceux qui avaient apporté leur contribution à *Kogito* et *Nihon rōman ha* ont été contraints au silence après guerre à cause du soutien de la plupart d'entre eux à l'expansion militariste japonaise à partir de la fin des années 1930.

Le deuxième groupe se démarquait, lui aussi, de *Shi to shiron,* et de *Shiki,* mais par une profession d'anarchisme. *Rekitei* se distinguait par un éclectisme revendiqué qui lui fit éviter toute prise de position dogmatique et par cette considération qu'une revue n'étant qu'un moyen d'action parmi d'autres (par exemple lectures collectives, réunions informelles, etc.) elle paraissait irrégulièrement. L'anarchisme de Kusano Shinpei ou de Takahashi Shinkichi (1901-1987), autre membre influent de ce groupe, s'assimile plutôt à l'expression d'une insatisfaction eu égard à la société qu'à l'affirmation d'une idéologie de transformation de ladite société ; Kusano a lui-même reconnu avoir été influencé par les *Chicago Poems* de Carl Sandburg décrivant la vie ordinaire avec des mots de tous les jours. On compte parmi les participants à ce groupe autour de *Rekitei* un poète au comportement indépendant, que l'on peut rapprocher de celui d'Ōsugi Sakae (27), rare au Japon : Kaneko Mitsuharu (1895-1975).

Comme Ōsugi Sakae, Kaneko Mitsuharu avait lu la traduction en japonais de *Der Einzige und seine Eigenthum* de Max Stirner faite par Tsuji Jun en 1921 sous le titre de *Jiga kyō* (Le Livre sacré du Moi). Mais contrairement à Ōsugi Sakae et nombre de ses contemporains qui ont voyagé en Europe ou aux Etats-Unis, Kaneko Mitsuharu, qui a vécu en Belgique entre 1919 et 1920, n'a exprimé aucun sentiment d'étrangeté par rapport à la vie en Europe où il s'est familiarisé avec la manière de vivre locale et les poètes francophones modernes Théophile Gautier, Alfred de Musset, Charles Baudelaire, Leconte de Lisle ou bien encore Emile

(26) Kitazono Katsue (1902-1978), connu par Ezra Pound (1885-1972) dans les années 1930 sous le surnom de Kit Kat, explore, lui aussi, avant guerre les possibilités graphiques ou picturales des mots en tant que signes. Et participe activement après guerre au mouvement international du lettrisme et de la poésie concrète, dont il est reconnu comme l'un des précurseurs (article « Kitazono Katsue » de V. Linhartová, dans Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature japonaise, op. cit.* ; et Donald Keene, *op. cit.*, vol. 4 de *A History of Japanese Literature,* p. 363).

(27) *Echanges* n° 128, p. 50.

Verhaeren. Son premier recueil de poésies, *Kogane mushi* (Scarabées, 1923), en témoigne ; le second, *Mizu no rurō* (Eau vive, 1926), est, lui, marqué par Stirner et n'hésite pas à poétiser les matériaux les plus abjects. Puis il repart du Japon en 1927 pour se rendre en Chine et, de nouveau, en Europe. Il ne rentre au Japon qu'en 1932, où il s'oppose violemment au militarisme ambiant, seul, ou presque, à ne pas courber l'échine : à partir de 1935, la plupart de ses poèmes paraissent dans la revue *Chūō kōron* (Forum). En 1937, une maison d'édition de gauche, Jinmin bunko (La bibliothèque populaire), le presse de la laisser publier un recueil, *Same* (Requins), qu'il tenait prêt mais que son entourage l'incitait à taire ; la censure n'interviendra, étrangement, pas et l'ouvrage paraîtra sans ennuis. Pendant la guerre, il refuse de rejoindre la Bungaku hōkokukai (Association patriotique de littérature japonaise) et ce n'est qu'en 1946 qu'il pourra de nouveau s'exprimer publiquement dans le recueil *Rakkasan* (Parachutes). Il ne cessera dès lors de maintenir une attitude indépendante dont fait preuve, par exemple, en 1948 le recueil *Ga* (Phalènes).

Enfin, Tsuboi Shigeji (1897-1975) (28) est un autre de ces poètes qui refusa de céder aux sirènes de la guerre que les historiens classent clairement dans le courant de la littérature prolétarienne. J'ai dit qu'il était né dans la petite île de Shōdo (29). Il a étudié la littérature à l'université Waseda, mais en est sorti sans passer le diplôme de fin d'études. En 1922 il lance, seul, une petite revue de poésie, *Shuppatsu* (Le Départ) ; puis en 1923, *Aka to kuro* (Le Rouge et le noir) avec Hagiwara Kyōjirō. Il professe alors anarchisme et dadaïsme, mais évolue bientôt vers le marxisme ; en février 1928, en compagnie de Takami Jun et Miyoshi Jūrō, il crée une Fédération artistique de gauche (Sayoku geijutsu dōmei) (30) qui fusionne rapidement avec la Fédération nationale des artistes prolétariens du Japon (NAPF). Il prend pendant quelque temps la direction d'une agence locale d'un organe de la NAPF, *Musansha shinbun* (Journal du prolétaire) et est arrêté lors de la rafle de militants communistes par la police le 16 avril 1929. Libéré, la NAPF lui confie un poste dans une autre de ses publications, *Senki* (L'Etendard). Puis, en 1931, il participe à fondation de la Fédération des organisations culturelles prolétariennes du Japon (KOPF) et est chargé du bureau des publications de cette organisation. Il adhère vers la même époque au Parti communiste japonais et est de nouveau emprisonné en mars 1932, puis libéré sous caution en mai 1934. Interdit de militantisme, il fonde, en novembre 1935, le club Sancho (Sancho kurabu) et poursuit la lutte sous une forme proche du symbolisme qui déroute la censure. Après la deuxième guerre mondiale, il participera à la Société littéraire du nouveau Japon (Shin Nihon bungakukai) et à la Fédération japonaise de la littérature démocratique (Nihon minshushugi bungaku dōmei).

J.-P. V.

---

(28) Selon les sources, son prénom est lu Shigeshi, Shigeharu ou Shigeji ; la bonne lecture semble être Shigeji. De même, on peut trouver dans certains ouvrages 1898 pour sa date de naissance ; je pense que c'est 1897.

(29) *Echanges* n° 137, p. 25.

(30) A ne pas confondre avec la Fédération des écrivains de gauche du Japon (Nihon sayoku bungeika sōrengō) dont j'ai parlé dans *Echanges* n° 134, p. 63.

Il n'y a pas de « bonne » économie

◆ « En cette époque guerrière... Considérations visibles », un article dans le n° 49 (mars 2012) de la revue espagnole *Etcétera* rappelle certaines vérités toujours bonnes à dire : « L'économie est une idéologie maquillée en science. (...) Le jargon économique s'impose au jargon politique. La propagande politique vire volte autour de l'idéologie économique. Depuis des dizaines d'années, le discours strictement politique tourne à vide (...) La soi-disant polémique entre un capitalisme bon ou acceptable et un autre mauvais, uniquement prédateur, attisé par les banques et les spéculateurs financiers, qui plaide pour une régulation keynésienne de l'Etat comme solution magique à la crise, est une fausse polémique, un mensonge (...) ».

Maximilien Rubel

◆ L'héritier de Maximilien Rubel (1905-1996) Louis Janover vient de publier un recueil de texte de ce dernier selon un compte rendu de lecture paru dans le n° 20 (mars 2012) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* : Maximilien Rubel, *Marx et les nouveaux phagocytes*, Editions du Sandre, 2012. L'auteur de cet article écrit : « (...) Louis Janover nous annonce dans sa copieuse postface qu'une traduction en français de la correspondance entre Maximilien Rubel et Anton Pannekoek va être bientôt publiée. » Nous avons pour notre part dit dans notre brochure *Pierre Chaulieu [Cornélius Castoriadis] – Anton Pannekoek, Correspondance 1953-1954* (Echanges et mouvement, p. 28), que Pannekoek avait envoyé un courrier à Chaulieu le 10 août 1954, lui proposant notamment une critique d'un texte de Maximilien Rubel sur l'éthique marxiste ; il serait donc, d'un point de vue historique, intéressant de pouvoir lire la correspondance échangée entre Rubel et Pannekoek. Espérons que cette correspondance ne subira pas le sort de celle de Marx prévue Dans la collection « Bibliothèque de la Pléiade » des écitions Gallimard, à la charge du même Louis Janover, qui n'a jamais vu le jour (une douzaine de volumes de la correspondance de Marx et Engels ont paru aux Editions sociales, dans les années 1970, mais cette édition dirigée par Gilbert Badia est restée elle aussi inachevée).

Confusionnisme

◆ A propos de http://eretik
Sur ces activistes et groupes qui utilisent la phraséologie de la gauche communiste mais collaborent étroitement avec des fascistes, ukrainiens, russes etr biélorussiens :
samizdat.blogspot.com/2012/02/vladislav-bugera-excerpt-from-notes-of.html
Un nuveau chapitre à ajouter au *Dictionnaire de la confusion* édité par Ni patrie ni frontières.

L'IS et l'anarchie

◆ Les situationnistes et l'anarchie , Miguel Amoros , Editions de la Roue, La Taillade, 11150 Villasavary. Courriel : leseditionsdelaroue@orange.fr

Livres en revue

◆ *Correspondance* n° 2 (mars 2012) passe en revue différents ouvrages récents

et moins récents : *Rupture dans la théorie de la révolution textes 1965-1975,* de François Danel (Senonevero), qui évoque une polémique sur cet ouvrage dans *Echanges* n°s 110 et suivants ; mais le plus intéressant est sa lecture critique de la préface à des textes qui ont marqué la pensée « révolutionnaire » ; *L'Invention de Paris,* d'Eric Hazan (Seuil), qui reproche justement à Eric Hazan de se complaire dans un Paris qui se survivrait, un « nouveau Paris » comme si sa population n'en avait pas été chassée (voir à ce sujet de la boboïsation des villes les « chroniques des ports » d'*Article 11,* que nous signalons ici p. 30 ; *Souvenirs,* de Tocqueville (Gallimard, « Folio ») ; *A la fête de la Révolution,* de Claudia Salaris (Editions du Rocher), *Les Esperados, une histoire des années 70,* de Yannick Blanc (L'Echappée) ; *Le Sens du vent,* d'Arnaud Michon (Encyclopédie des Nuisances).
BP 1018 , 1 rue des Tanins, 07380 Lavelade (copies à Echanges).

Œuvres de Munis en souscription

◆ **Textes choisis de Munis, tome1 : « De la guerre civile espagnole à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948) ».**
Editions Ni patrie ni frontières. 12 €
Chèque à Yves Coleman (sans autre mention) :
10, rue Jean-Dolent
75014 Paris
yvescoleman@wanadoo.fr

Une « initiative comuniste ouvrière »

◆ *Communisme ouvrier. Bulletin de l'Initiative Communiste Ouvrière* n° 21 (mai 2012), se présente comme suit : « Le communisme ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".
» Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste. Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social. »
www.communisme-ouvrier.info
Courriel : contact@communisme-ouvrier.info

DVD d'archives sur la guerre d'Espagne

◆ Le n° 388 (avril 2012) de *CNT,* l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, annonce que ce syndicat vient d'éditer en 9 DVD des documentaires et des films tournés par des collectifs cinématographiques anarcho-syndicalistes pendant la guerre civile espagnole (1936- 1939). Cette collection est distribuée directement par les sections syndicales de la CNT. Pour contact : CNT, plaza Tirso de Molina 5 6° derecha, 28012 Madrid, Espagne ; ou periodico.cnt.es

BROCHURES DISPONIBLES

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)
+
La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hans Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

***Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*),**

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org